FSAU

Séries techniques

Rapport N° 1V.11
11 mai 2006

Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire: Manuel technique Version 1

Food Security Analysis Unit - Somalia
Kalson Towers, Parklands
Box 1230 Village Market
Nairobi, Kenya
Ph: 254-20-3745734
Fax: 254-20-3745098
Email: fsauinfo@fsau.or.ke
Website: www.fsausomali.org

Appui technique et de gestion

Organismes de financement

European Commission
Kingdom of Norway
USAID

Partenaires techniques

unicef
Save the Children UK
World Food Programme
FEWS NET
care
OCHA

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

Depuis 1994, l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire pour la Somalie (FSAU) consent des efforts considérables pour améliorer la rigueur de ses analyses de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence et leur pertinence pour la prise de décision. Afin de réaliser ces objectifs de rigueur et de pertinence, la FSAU travaille, depuis février 2004, à l'élaboration et à l'application d'un outil appelé la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC). L'IPC a permis une amélioration constante des analyses et une intervention efficace dans le contexte de la Somalie et bon nombre d'éléments indiquent que l'IPC pourrait également s'appliquer à une plus grande échelle et jouer un rôle de «monnaie commune» en matière de sécurité alimentaire et d'analyse humanitaire.

Ce manuel contient des indications techniques quant à l'utilisation de l'IPC de la part des analystes de la FSAU et des partenaires techniques; son objectif est de contribuer aux efforts actuellement déployés à l'échelle mondiale pour normaliser les éléments fondamentaux de l'analyse et de l'intervention humanitaires (par exemple, SMART, la référenciation, le Cadre d'analyse des besoins, le Service de suivi humanitaire et le Projet Sphère).

L'IPC s'inspire de plusieurs aspects des systèmes de classification existants et d'études universitaires. Cependant, la force de l'IPC est, en termes pratiques, le fait qu'il a été mis au point sur la base des réalités quotidiennes imposées par la réalisation des analyses de la sécurité alimentaire et qu'il a été lié à l'action dans le contexte d'une crise complexe. La mise au point de l'IPC a en outre bénéficié du retour d'informations techniques de la part des experts impliqués dans la pratique et de décideurs de haut niveau par le biais des douzaines de séminaires tenus en Afrique, Asie et Europe et aux États-Unis d'Amérique. L'annexe A ne cite que certaines réunions dont nous remercions les participants de leur apport technique.

Au sein de la FSAU, l'IPC a fait l'objet d'un dialogue constant sur le plan technique entre tous nos analystes travaillant à Nairobi, notamment: Noreen Prendiville, Cindy Holleman, Yusuf Mohamed, Ali Duale, Thomas Gabrielle, Simon Narbeth, Veena Sam-pathkumar, Zainab Jama, James Kingori, Sicily Matu, Ahono Busili, Bernard Owadi, Tom Oguta, Achoka Luduba, Carol Kingori, et Francis Barasa. La FSAU travaille en étroite collaboration avec FEWS NET Somalie et Mohamed Aw-Dahir et Sidow Addou ont tous deux participé directement à l'élaboration de l'IPC. Le personnel sur le terrain de la FSAU a également apporté une contribution substantielle. Nous remercions particulièrement Cindy, Noreen, Thomas, et Veena qui ont assuré l'édition technique de ce manuel.

Nous adressons nos remerciements aux partenaires techniques de la FSAU du PAM, de l'UNICEF, d'OCHA, de SC-R-U, de CARE, du gouvernement fédéral provisoire de la Somalie, les autorités du Somaliland et du Puntland et de nombreux autres qui ont apporté leur contribution technique et leur soutien constant à l'élaboration et à l'utilisation de l'IPC. Le groupe de travail régional sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans la Corne de l'Afrique a apporté une rétroaction et un soutien précieux à l'application de l'IPC à plus grande échelle. Wolfgang Herbinger et de nombreux collègues du PAM-Rome ont également contribué de façon notable aux révisions de l'IPC.

Nos remerciements les plus chaleureux aux collègues de la FAO pour leurs conseils techniques et leur appui constant, en particulier Prabhu Pingali, Anne Bauer, Margarita Flores, Mark Smulders, Luca Alinovi, Richard China, Graham Farmer, Daniele Donati, Günter Hemrich, Suzanne Raswant, Giovanni Simonelli, Alessandro DeMatteis, Florence Egal, Henri Josserand, Shukri Ahmed et Christian Lovendal.

Et finalement, tous nos remerciements aux bailleurs de fonds de la FSAU, à la Commission européenne et à l'Agence pour le développement international des États-Unis de leur engagement constant à l'égard de la FSAU et de leur encouragement à l'innovation.

Nicholas Haan, Ph.D.
Auteur
Conseiller technique principal de la FAO auprès de la FSAU
nicholas.haan@fsau.or.ke
Nairobi, Kenya, mai 2006

À des fins de référence, veuillez citer:

FAO/FSAU 2006. Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire: Manuel technique Version 1, Nairobi, Série technique IV de la FAO/FSAU

TABLE DES MATIÈRES

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

2. DONNÉES DE BASE

2.1 La nécessité d'un système de Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire:

2.2 Révision des systèmes de classification de la sécurité alimentaire existants

3. VUE D'ENSEMBLE DE L'IPC ET DE L'ANALYSE DE LA SITUATION

3.1 Logique analytique de l'IPC

3.2 Composants de l'IPC

3.3 Analyse de la situation

3.4 Étapes à suivre pour l'utilisation de l'IPC et adaptabilité à divers systèmes d'information

3.5 Approches uniques de l'IPC

4. TABLEAU DE RÉFÉRENCE DE L'IPC - LIGNES DIRECTRICES TECHNIQUES

4.1 Catégories de la phase

4.2 Effets de référence clés

4.3 Cadre stratégique d'intervention

4.4 Niveaux d'alerte précoce

5. OUTILS D'APPUI DE L'IPC

5.1 Grilles d'analyse

5.2 Protocoles cartographiques

5.3 Tableaux démographiques standardisés

6. CONCLUSION

6.1 Possibilités de réplication et d'expansion

6.2 Enjeux et évolution pour l'avenir

7. ANNEXE

7.1 Liste des réunions auquelles l'IPC a été présenté

7.2 Foire aux questions

7.3 Comparaison du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire de la FSAU Gu 2004, Deyr 2004/05 et Gu 2005

7.4 Progression de l'alerte precoce

7.5 du Système d'analyse de la sécurité alimentaire de la FSAU

7.6 Systèmes de classification de la sécurité alimentaire existants

7.7 Projet de gestion des ressources de terres arides, Système d'alerte précoce - Niveaux d'alerte

7.8 Échelle d'ampleur de la famine de Howe et Devereux

7.9 Objectifs de chaque étape de l'analyse de la situation et de l'intervention

7.10 Modèles de vulnérabilité - Turner *et al*. 2003

8. BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Tableau de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire

Tableau 2: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Description générale de la phase

Tableau 3: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Taux brut de mortalité

Tableau 4: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Malnutrition aiguë

Tableau 5: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Retard de croissance

Tableau 6: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Maladie

Tableau 7: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Accès à l'alimentation/Approvisionnements

Tableau 8: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Diversité du régime alimentaire

Tableau 9: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Accès à l'eau/Approvisionnements

Tableau 10: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Dénuement / Déplacement

Tableau 11: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Sécurité civile

Tableau 12: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Stratégies de survie

Tableau 13: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Évènements adverses

Tableau 14: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Structurel

Tableau 15: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Avoirs relatifs aux moyens d'existence

Tableau 16: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Cadre stratégique d'intervention

Tableau 17: Caractéristiques de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité humanitaire - Niveaux d'alerte précoce

Tableau 18: Grille d'analyse IPC - Première partie: preuves directes et induites pour classification de la phase et alerte précoce

Tableau 19: Grille d'analyse IPC - Partie 2: Analyse des effets sur les stratégies relatives aux moyens d'existence visant à atténuer les résultats immédiats

Tableau 20: Grille d'analyse IPC - Partie 3: Analyse des effets sur les avoirs relatifs aux moyens d'existence pour soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes

Tableau 21: Population estimée par région en situation d'urgence humanitaire (HE) et de crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence (AFLC), y compris les groupes à haut risque

LISTE DES CARTES

Carte 1: Analyse de la situation en Somalie, Projections post deyr 2005/06, janvier à juin 2006

Carte 2: Projection de la sécurité alimentaire dans la grande corne de l'Afrique, juillet à décembre - 2006- basé sur un scénario de pluviométrie inférieur à la normale (mars 2006)

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Les principaux éléments du protocole de réponse aux situations d'urgence

Graphique 2: Principales étapes de l'application de l'IPC

Graphique 3: Délimitation spatiale et des niveaux d'alerte précoce

Graphique 4: Définition des caractéristiques des zones touchées par la crise

LISTE DES SIGLES OU ACRONYMES

ACF	Action Contre la Faim
AEM	Approche de l'économie des ménages
ALRMP	Projet de gestion des ressources de terres arides
AMED	Approche des moyens d'existence durables
AP	Associated Press
BBC	British Broadcasting Corporation
CAP	Consolidated Appeal Process (Processus d'appel commun)
CDC	Centers for Disease Control, Atlante (Centre de contrôle des maladies)
CE	Commission européenne
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CILSS	Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CNN	Cable News Network
CSI	Coping strategy index (Indice de stratégie de survie)
DFID	R-U Département pour le développement international (Royaume-Uni)
EFNA	Emergency Food Needs Assessment (Évaluation des besoins alimentaires en cas d'urgence)
FANTA	USAID Food and Nutrition Technical Assistance (Assistance technique en alimentation et nutrition)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAQ	Foire aux questions
FEWS	NET Famine Early Warning Systems Network (Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine)
FSAU	Unité d'analyse de la sécurité alimentaire pour la Somalie
MGA	Malnutrition globale aigüe
GHA	Greater Horn of Africa (Grande Corne de l'Afrique)
GHD	Good Humanitarian Donorship (Code de bonne conduite pour les donateurs)
HPG	Humanitarian Policy Group (Groupe de politique humanitaire)
IASC	Inter-agency Standing Committee (Comité permanent inter-institutions des Nations Unies)
IDS	Institute of Development Studies (Institut des études sur le développement)
IPC	Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire
IRIN	Réseau d'information régional intégré des Nations Unies
Kcal	Kilocalories
LRRD	Linking Relief, Recovery, and Development (Liens entre les secours, la réhabilitation et le développement)
LUCC	Land Use and Land Cover Change (Changement d'occupation et d'affectation des sols)
MSF	Médecins Sans Frontières
MUAC	Périmètre brachial (Circonférence du bras à mi-hauteur)
NAF	Needs Assessment Framework (Cadre d'analyse des besoins)
ODI	Overseas Development Institute (Institut du développement outre-mer)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
FSAS	Système d'analyse de la sécurité alimentaire de la FSAU

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPFPB	Programme de partenariat FAO/Pays-Bas
SCF - R-U	Save the Children - Royaume-Uni
SCN -	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies
SENAC	Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity (Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence)
SICIAV	Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la Vulnérabilité
SMA	Sommet mondial de l'alimentation
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (Suivi et évaluation standardisés des secours et des transitions)
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte précoce
TBM	Taux brut de mortalité
TMM5	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans
UN/OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'aide humanitaire
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VOA	Voice of America

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans les domaines transversaux de la sécurité alimentaire et de l'analyse humanitaire, la demande d'analyses améliorées se fait de plus en plus pressante, notamment: une meilleure **comparabilité** des résultats d'un endroit à l'autre, une plus grande **rigueur**, une plus grande **transparence** des preuves étayant les résultats, une plus grande **pertinence** pour la prise de décision stratégique et un rapport plus étroit entre l'information et **l'action**. Une telle amélioration de l'analyse permettrait que les interventions humanitaires et de sécurité alimentaire soient plus **stratégiques, opportunes et** basées sur les **besoins**.

Pour relever ces défis, il est essentiel de mettre au point un système de classification qui soit suffisamment **générique** pour pouvoir être utilisé dans un large éventail de situations d'insécurité alimentaire, de différents types de catastrophes et de systèmes de moyens d'existence; suffisamment simple pour s'avérer d'une utilisation **pratique** sur le terrain et compréhensible pour de nombreuses parties intéressées; et suffisamment **rigoureux** pour satisfaire aux normes internationales.

Pour répondre à ces défis, l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire pour la Somalie (FSAU[1]) utilise, depuis février 2004, et a progressivement mis au point un instrument appelé **Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire** (IPC[2]). S'inspirant des nombreuses études relatives aux directives internationales dans le domaine humanitaire, de certains aspects des systèmes de classification existants et d'une analyse sur le terrain de la sécurité alimentaire en Somalie, l'IPC a constamment démontré qu'il contribuait à améliorer les analyses et à apporter une réponse plus efficace.

L'IPC est constitué d'un ensemble de protocoles permettant de consolider et de synthétiser **l'Analyse de la situation**, qui est une étape distincte, bien que souvent négligée (ou considérée comme acquise) du continuum analyse-réponse de l'analyse de la sécurité alimentaire. L'analyse de la situation est une étape fondamentale durant laquelle sont identifiés des aspects cruciaux (sévérité, causes, ampleur, etc.) d'une situation déterminée qui font idéalement l'objet d'un vaste consensus parmi les principales parties intéressées, en particulier les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les ONG, les bailleurs de fonds, les médias et les communautés visées.

La logique analytique de l'IPC est de classer les différentes phases des situations humanitaires ou de sécurité alimentaire en fonction des effets provoqués sur les vies et les moyens d'existence. Ces effets dépendent à la fois des événements qui présentent un danger immédiat ainsi que des causes sous-jacentes et des vulnérabilités spécifiques des systèmes de moyens d'existence (incluant à la fois les stratégies et les avoirs relatifs aux moyens d'existence). Ces effets sont référencés en accord avec les normes internationales et leur convergence établit le bien-fondé d'une classification de la phase pour toute zone donnée. Chaque phase est associée à un cadre stratégique unique d'intervention tandis que la configuration des effets pour chaque situation aide à la mise au point d'une intervention appropriée propre à cette situation. La classification de la phase décrit la situation actuelle ou imminente d'une zone donnée alors que les niveaux d'alerte précoce constituent un outil prédictif permettant de communiquer les risques d'une dégradation de la phase.

L'IPC intègre une gamme d'outils comprenant le **tableau de référence**, l'outil central, ainsi que les **grilles d'analyse,** les **protocoles cartographiques** et les **tableaux démographiques** comme outils d'appui.

Le **tableau de référence** de l'IPC dirige l'analyse à la fois pour la **classification de la phase** et les **niveaux de risque d'alerte précoce**. La classification de la phase classe les zones géographiques et les groupes sociaux dans une des cinq **phases**— ***Sécurité alimentaire générale, Insécurité alimentaire chronique, Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence, Urgence humanitaire,*** et ***Famine/Catastrophe humanitaire***. Les cinq phases sont assez générales pour couvrir un vaste éventail de causes, de systèmes de moyens d'existence et de contextes politiques/économiques; leur distinction permet toutefois d'exprimer des différences cruciales en termes d'implications pour l'action (y compris la conception stratégique, l'urgence et l'impératif éthique).

Pour chaque phase de l'IPC, il existe un ensemble d´**effets de référence clés** relatifs au bien-être humain et aux moyens d'existence qui servent d'orientation pour la classification,y compris: *le taux brut de mortalité, la malnutrition aigüe, la maladie, l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires, la diversité alimentaire, l'accès à l'eau et l'approvisionnement, le dénuement et le déplacement, la sécurité civile, les stratégies de survie et les avoirs relatifs aux moyens d'existence*. L'amplitude des résultats permet une triangulation et garantit l'adaptabilité de l'IPC à une grande diversité de situations. Le fait d'établir une référenciation entre les résultats et les normes internationales est un gage de comparabilité et de cohérence de la classification des phases dans des pays et des contextes différents.

Chaque phase est également liée à un **Cadre stratégique d'intervention** qui comprend des orientations stratégiques, non contraignantes pour parvenir à trois objectifs principaux: 1) atténuer les effets négatifs immédiats, 2) soutenir les moyens d'existence et 3) traiter les causes sous-jacentes/structurelles.

Le tableau de référence comporte aussi trois **niveaux de risques d'alerte précoce:** 1) ***alerte*****,** 2) ***risque modéré***, 3) ***risque élevé*****.** Chaque niveau est associé à des informations cruciales indispensables pour une alerte précoce efficace: probabilité, sévérité, indicateurs de référence, implications pour l'action et chronologie.

Les **grilles d'analyse** sont des tableaux qui organisent les informations cruciales de façon transparente afin d'établir le bien-fondé d'une classification de la phase pour conduire une intervention efficace. Les **protocoles cartographiques** sont un ensemble de conventions cartographiques et de communication visuelle standardisées qui procurent efficacement des informations cruciales en ce qui concerne l'analyse d'une situation sur une seule carte. Les **tableaux démographiques** constituent un moyen de communiquer de façon cohérente et efficace des estimations démographiques selon les limites administratives, les systèmes de moyens d'existence et les types de moyens d'existence.

L'IPC n'est pas une méthode d'évaluation en soi mais un système de classification doté de protocoles permettant l'analyse de la situation intégrant des sources d'information, des méthodes et des analyses multiples (il est, par exemple, possible de choisir des méthodologies d'évaluation spécifiques, notamment celles utilisées par le PAM, le CICR, Save the Children-RU, et beaucoup d'autres). Une utilisation efficace de l'IPC favorise une approche caractérisée par une méthode mixte qui s'avère indispensable à la lumière de la complexité de l'analyse et de la nécessité de triangulation. L'IPC permet de disposer d'une structure cohérente et parlante pour élaborer le dossier final. Quelles que soient les méthodologies spécifiques, il faut, pour étayer un dossier IPC, que la légitimité des sources d'information et des méthodes analytiques soit évaluée de façon rigoureuse et se reflète au niveau global de confiance.

L'IPC ne remplace pas les méthodologies ou les systèmes existants d'information relative à la sécurité alimentaire. Il s'agit d'un élément «ajouté» qui à la fois puise dans les systèmes analytiques actuels et les met au point, permet la comparabilité et établit un lien explicite entre l'analyse et l'action. L'IPC est adaptable à une vaste gamme de systèmes d'information en termes de disponibilité des données, d'approche méthodologique et de capacité humaine.

L'IPC met l'accent sur l'analyse de la sécurité dans le cadre d'une approche fondée sur les moyens d'existence tout en reconnaissant qu'il est impossible de séparer l'insécurité alimentaire de crises sectorielles associées dans les domaines de la santé, l'eau, la protection, l'assainissement, le logement et d'autres. Ces secteurs exercent une interaction très dynamique, notamment comme les situations qui se dégradent ont souvent tendance à le faire en même temps et une tension exercée dans un secteur se répercute sur les autres.

L'IPC met donc l'accent sur l'analyse de la sécurité alimentaire tout en intégrant les aspects humanitaires y afférents L'IPC n'est toutefois pas conçu pour être utilisé en lieu et place d'une analyse plus fine d'un secteur en particulier.

Les aspects intégrés additionnels de l'IPC concernent notamment:

- certains aspects des systèmes de classification existants
- la portée des phases de sécurité alimentaire, pas seulement les situations d'urgence
- la sécurité alimentaire et la nutrition
- les vies et les moyens d'existence
- les indicateurs du processus et les résultats
- l'information et l'action
- les secours, la réhabilitation, la récupération et le développement
- les perspectives immédiates et à plus longue échéance
- les concepts et la pratique
- les normes théoriques et les aspects pratiques sur le terrain
- la responsabilité de l'analyse et de l'intervention

L'aspect le plus intéressant de l'IPC est sans doute qu'il constitue une ***monnaie commune*** *qui faisait cruellement défaut dans l'analyse humanitaire et de la sécurité alimentaire.*

En Somalie tout comme dans la grande Corne de l'Afrique, l'IPC a fait preuve de son efficacité pour communiquer des analyses complexes aux Nations Unies, aux ONG et aux organismes gouvernementaux, ainsi qu'aux bailleurs de fonds et aux médias; il a démontré de manière constante qu'il contribue à renforcer le consensus technique, la comparabilité dans l'espace et dans le temps, la transparence (moyennant une analyse fondée sur des preuves), la responsabilité, l'effectivité de l'alerte précoce et à parvenir à une intervention plus stratégique.

Dans le contexte de la FSAU, l'IPC s'inscrit dans le cadre conceptuel, opérationnel et analytique général du Système d'analyse de la sécurité alimentaire, qui est un moyen d'aborder les aspects multidimensionnels de l'analyse de la sécurité alimentaire à travers une approche fondée sur les preuves et les moyens d'existence[3] (voir graphique Annexe C).

La nature extrêmement dynamique et complexe de l'analyse de la sécurité alimentaire dans le contexte de la Somalie a constitué un véritable «creuset» pour l'élaboration de l'IPC, avec ses systèmes multiples de moyens d'existence allant de la pêche à l'élevage, ainsi que ses multiples menaces qui vont des inondations aux sécheresses, de l'insécurité civile au Tsunami (FSAU 2005). Et surtout, l'IPC a été mis au point *in situ*, s'inspirant des études universitaires et des directives internationales mais avant tout sur la base des réalités d'une analyse de la sécurité alimentaire réalisée jour à jour en veillant à associer l'information à l'action (voir annexe D).

Dans l'ensemble, ce manuel technique poursuit trois grands objectifs:

(1) Fournir des orientations techniques sur l'utilisation de l'IPC aux fins de l'analyse humanitaire et de la sécurité alimentaire
(2) Contribuer aux efforts menés à l'échelon mondial pour améliorer et normaliser l'analyse humanitaire et de la sécurité alimentaire
(3) Demander une rétro alimentation de la part de la communauté de l'action humanitaire et de la sécurité alimentaire à propos de l'actuelle version 1 de l'IPC en vue de la mise au point d'une prochaine version du manuel.

Le Manuel commence par une analyse du bien-fondé d'un système commun de classification et une brève révision des systèmes de classification existants. La section suivante est consacrée aux concepts et à l'application pratique de l'IPC. Le Manuel se termine par une analyse des possibilités d'appliquer l'IPC à une plus grande échelle à d'autres contextes nationaux, régionaux et mondiaux, ainsi que des enjeux futurs.

Dans le contexte de la FSAU, l'IPC a été revu et amélioré avec plusieures versions[4] à travers un processus de développement itératif qui a été soutenu par des douzaines de présentations et a reçu les commentaires de centaines d'experts en sécurité alimentaire (annexe A). Bien que l'IPC a fait preuve de son utilité dans sa forme actuelle, il est certain qu'il y aura des itérations ultérieures et notre espoir est que ce document puisse solliciter des commentaires pour son développement futur.

Notes:

[1] La FSAU a été mise en place par l'Organisation des Nations Unies (FAO) et est financée par la Commission européenne (CE) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
[2] IPC est un sigle représentant les termes classification intégrée de phases.
[3] Le Système d'analyse de la sécurité alimentaire de la FSAU (FSAS) est un cadre global qui intègre les aspects conceptuels, analytiques et opérationnels de l'analyse de la sécurité alimentaire au moyen d'une approche fondée sur les moyens d'existence. Les principaux composants analytiques du FSAS sont notamment: l'analyse des moyens d'existence fondamentaux, les projections saisonnières de sécurité alimentaire, les évaluations de l'état nutritionnel et de la sécurité alimentaire en situation de crises, le suivi des principaux indicateurs, l'analyse de la nutrition et la recherche appliquée. D'autres composants importants sont les suivants: le système de gestion de l'information, la stratégie de communication, la gestion et le travail en réseau de partenaires. Les principaux secteurs analytiques sont notamment: le climat, l'agriculture, le bétail, les marchés, la nutrition et la sécurité civile (FSAU 2004b). Pour en savoir davantage, voir www.fsausomali.org
[4] A propos des versions antérieures de l' IPC, voir la série technique IV.2/3/4/7/8 de la FSAU et pour les citations antérieures, voir Howe et Devereux (2004), Young et al. (2005), Hemrich (2005), et Field Exchange (2006).

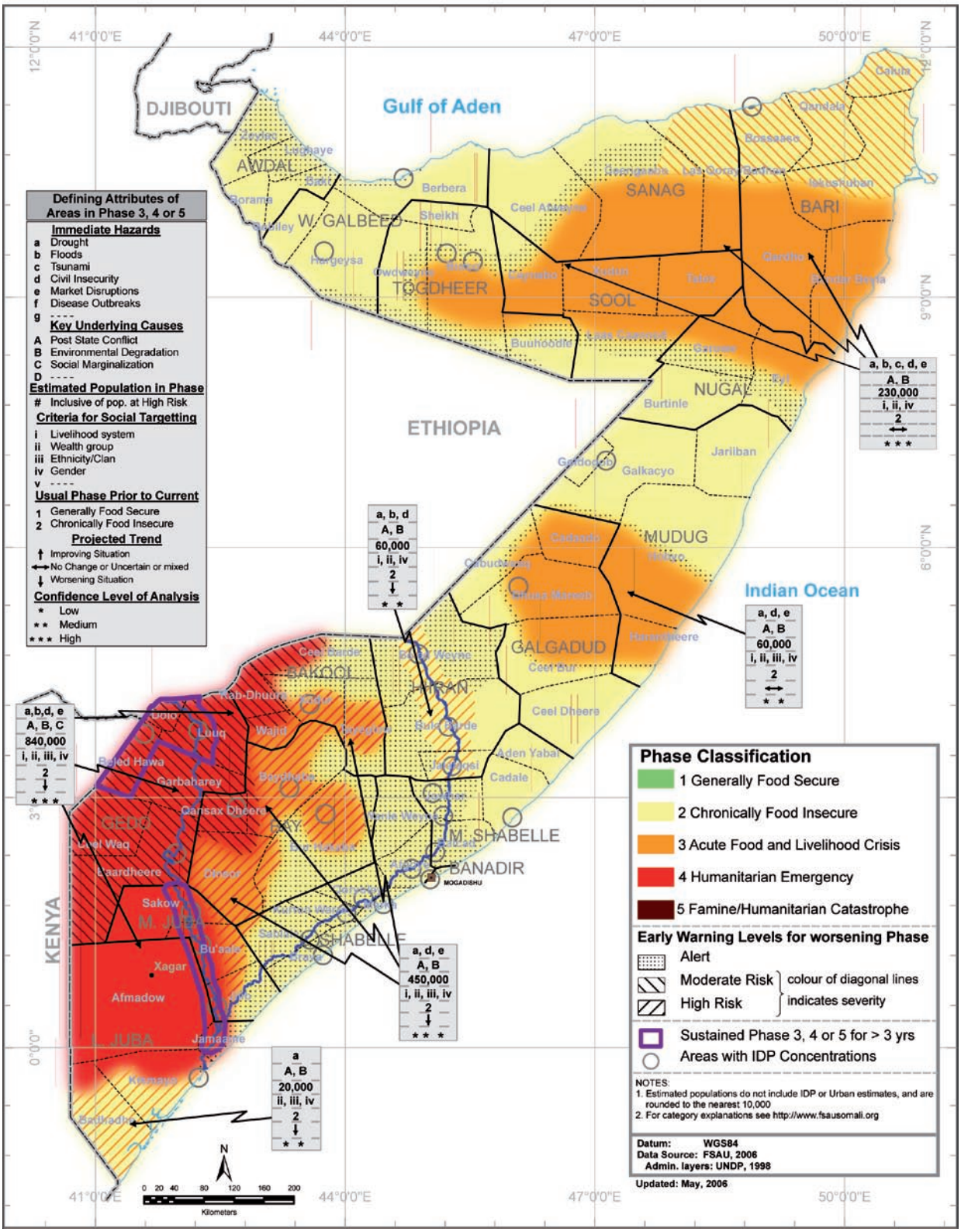
Tableau de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire

Classification de la phase		Effets de référence clés *(effets actuels ou imminents sur les vies humaines et les moyens d'existence; sur la base de preuves convergentes)*		Cadre stratégique d'intervention *(atténuer les effets immédiats, soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes et structurelles)*
1	Sécurité alimentaire générale	***Taux brut de mortalité***	< 0,5 / 10 000 / jour	
		Maigreur (malnutrition aiguë)	<3 % (indice poids-taille <-2 Z-scores)	Appui stratégique aux groupes de population en situation d'insécurité alimentaire
		Retard de croissance (malnutrition chronique)	<20% (indice taille-âge <-2 Z-scores)	Investissement dans les systèmes de production alimentaire et économique
		Accès à l'alimentation / Approvisionnements	généralement adéquats (> 2 100 kcal par personne/jour), stable	Soutenir le développement des systèmes de moyens d'existence fondés sur des principes de durabilité, de justice et d'équité
		Diversité du régime alimentaire	régime alimentaire diversifié, de qualité et quantité constantes	
		Accès à l'eau / Approvisionnements	généralement adéquat (> 15 litres par personne/jour), stable	Prévenir l'apparition d'entraves structurelles à la sécurité alimentaire
		Evènements adverses	probabilité et vulnérabilité faibles ou modérées	Plaidoyer
		Sécurité civile	paix prévalente et structurelle	
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	utilisation généralement durable (des 5 avoirs relatifs aux moyens d'existence)	
2	Insécurité alimentaire chronique	***Taux brut de mortalité***	<0,5/10 000/jour; TMM5<1/10 000/jour	
		Maigreur (malnutrition aiguë)	>3% mais <10% (indice poids-taille <-2 Z-scores), fourchette habituelle, stable	Élaborer et mettre en œuvre des stratégies pour renforcer la stabilité, la sauvegarde et la résilience des systèmes de moyens d'existence, et réduire ainsi les risques
		Retard de croissance	>20% (indice taille-âge <-2 Z-scores)	
		Accès à l'alimentation / Approvisionnements	presque adéquat (2 100 kcal par personne/jour); instable	Mettre en place des filets de sécurité alimentaire aux groupes à haut risque d'insécurité alimentaire
		Diversité du régime alimentaire	diversité insuffisante chronique du régime alimentaire	Interventions pour une utilisation optimale et durable des avoirs relatifs aux moyens d'existence
		Accès à l'eau /.	presque adéquat (15 litres par personne/jour); instable	Mettre au point un plan de contingence
		Evènements adverses	récurrents, avec une vulnérabilité élevée des moyens d'existence	Corriger les entraves structurelles à la sécurité alimentaire
		Sécurité civile	instable; tension perturbatrice	Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents
		Stratégies de survie	'stratégies d'assurance'	Plaidoyer
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	utilisation perturbée et non durable (des 5 avoirs relatifs aux moyens d'existence)	
		Conditions structurelles	Importantes entraves sous-jacentes à la sécurité alimentaire	
3	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	***Taux brut de mortalité***	0,5-1 /10 000/jour, TMM5 1-2/10 000/jour	Soutenir les moyens d'existence et protéger les groupes vulnérables
		Maigreur (malnutrition aiguë	10-15 % (indice poids-taille <-2 Z-scores), > à la normale, en augmentation	Interventions stratégiques et complémentaires pour un accroissement immédiat de l'accès et des approvisionnements alimentaires, ET pour soutenir les moyens d'existence
		Maladies	épidémies, en augmentation	
		Accès à l'alimentation / Approvisionnements	manque de garanties; 2 100 kcal par personne/jour, obtenues par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence	Mise en place sélective d'un soutien sectoriel complémentaire (par exemple, eau, logement, hygiène publique, santé, etc.)
		Diversité du régime alimentaire	diversité très insuffisante du régime alimentaire	
		Accès à l'eau / Approvisionnements	7,5-15 litres par personne/jour, obtention par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence	Interventions stratégiques au niveau national et des communautés pour créer, stabiliser, réhabiliter ou protéger les avoirs prioritaires relatifs aux moyens d'existence
		Dénuement/Déplacement	tendance nouvelle; diffusée	
		Sécurité civile	conflit peu diffus, de faible intensité	Élaborer ou mettre en œuvre un plan de contingence
		Stratégies de survie	'stratégies de crise'; indice de stratégie de survie (CSI) > à la référence; en augmentation	Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	épuisement, ou perte d'accès, accéléré et critique	Tirer parti de la crise pour corriger les causes structurelles sous-jacentes Plaidoyer
4	Urgence humanitaire	***Taux brut de mortalité***	1-2 / 10 000 / jour, >2 fois le taux de référence, en augmentation; TMM5 > 4/10 000/jour	
		Maigreur (malnutrition aiguë)	>15 % (indice poids-taille <-2 Z-scores), > à la normale, en augmentation	Protection urgente des groupes vulnérables
		Maladies	pandémie	Amélioration urgente de l'accès aux aliments au travers d'interventions complémentaires
		Accès à l'alimentation / Approvisionnements	grave insuffisance des garanties; incapacité d'accéder à 2 100 kcal par personne/jour	Mise en place sélective d'un soutien sectoriel complémentaire (par exemple, eau, logement, hygiène publique, santé, etc.)
		Diversité du régime alimentaire	consommation régulière de 2-3 grands groupes d'aliments, ou moins	
		Accès à l'eau / Approvisionnements	< 7,5 litres par personne/jour (utilisation par l'homme uniquement)	Protection contre la perte complète des avoirs relatifs aux moyens d'existence et/ou soutien en faveur de l'accès à ces avoirs
		Dénuement/Déplacement	concentré; en augmentation	
		Sécurité civile	conflit diffus, de forte intensité	Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents
		Stratégies de survie	"stratégies de détresse'; indice nettement > à la référence	Tirer parti de la crise pour corriger les causes structurelles sous-jacentes
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	épuisement, ou perte d'accès, quasi total et irréversible	Plaidoyer
5	Famine / Catastrophe humanitaire	***Taux brut de mortalité***	> 2/10 000 /jour (exemple: 6 000 /1 000 000 /30 jours)	Protection très urgente des vies humaines et des groupes vulnérables
		Maigreur (malnutrition aiguë)	> 30 % (indice poids-taille <-2 Z-scores)	Assistance complète pour les besoins essentiels (par exemple, eau, logement, hygiène publique, santé, etc.)
		Maladies	pandémie	
		Accès à l'alimentation / Approvisionnements	insuffisance extrême des garanties; approvisionnements très inférieurs à 2 100 kcal par personne/jour	Révision immédiate des cadres politiques ou juridiques, le cas échéant
		Accès à l'eau / Approvisionnements.	< 4 litres par personne/jour (utilisation par l'homme uniquement)	Négociations avec diverses parties prenantes politiques et économiques
		Dénuement/Déplacement	à grande échelle, concentré	Tirer parti de la crise pour corriger les causes structurelles sous-jacentes
		Sécurité civile	conflit diffus, de forte intensité	Plaidoyer
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	perte effective totale; effondrement	

Alerte précoce

Niveaux d'alerte rapide	Probabilité (d'aggravation de la phase)	Sévérité (de la phase d'aggravation)	Description générale des événements adverses et variations dans les indicateurs de processus	Implications pour l'action
Alerte	Inconnue/ Encore à définir	Sans objet	***événements adverses:*** Occurrence ou risque d'occurrence d'évènements adverses ayant un impact négatif sur les systèmes de moyens d'existence. Vulnérabilité faible ou incertaine	Surveillance étroite et analyse attentive
			Indicateurs de processus: faible variation négative par rapport à la normale	
Risque modéré	élevée	Déterminée par la classification de la phase et indiquée par les rayures diagonales sur la carte	***événements adverses:*** Occurrence ou risque d'occurrence d'évènements adverses ayant un impact négatif sur les systèmes de moyens d'existence; vulnérabilité modérée	Surveillance étroite et analyse attentive
				Révision des plans de contingence
			Indicateurs de processus: variation négative importante par rapport à la normale	Renforcement des interventions correspondant à la phase actuelle
Risque élevé	très élevée; 'plus probable qu'improbable'		***événements adverses:*** Occurrence ou risque élevé d'occurrence d'évènements adverses ayant un impact négatif sur les systèmes de moyens d'existence; vulnérabilité élevée	Mise en œuvre en interventions préventives – avec urgence accrue pour les populations à haut risque
			Indicateurs de processus: importantes et multiples variations négatives	Plaidoyer

Carte 1: Analyse de la situation en Somalie, Projections post deyr 2005/06, janvier à juin 2006



2. DONNÉES DE BASE

2.1 La nécessité d'un système de classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire

Basé sur une révision mondiale de la pratique d'évaluation des besoins, le Rapport HPG de l'Institut du développement outre-mer (ODI) «En fonction des besoins? Évaluation des besoins et prise de décision dans le secteur humanitaire» (Darcy et Hoffman, 2003) identifie une sévère lacune en matière de pratique d'évaluation des besoins et de la sécurité alimentaire. Alors qu'il existe une définition largement acceptée de la sécurité alimentaire[1], la classification de diverses situations en termes de niveaux de sévérité et d'implications pour l'action manque de clarté et de définitions communes. Ce manque de clarté constitue un problème au niveau opérationnel car la façon dont est classifiée une situation détermine non seulement la modalité de l'intervention mais aussi la source et l'ampleur du financement, l'élaboration du calendrier et le rôle organisationnel de différentes parties prenantes. Il est urgent, tant au niveau opérationnel que pratique, d'adopter un système de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire largement accepté.

Les analystes, les bailleurs de fonds, les gouvernements, les organismes chargés de la mise en œuvre, les universitaires et les médias reconnaissent bien cette lacune et ce manque de clarté. Des projets tels que le projet CE/PAM Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence (SENAC), le projet CE/FAO l'Information pour l'action et le Programme de partenariat FAO/Pays-Bas (PPFPB), se concentrent tous sur l'amélioration des pratiques d'évaluation de la sécurité alimentaire afin de mettre à jour des mesures d'intervention plus efficaces. Des ONG, entre autres Save The Children, Oxfam, CARE et World Vision, investissent dans l'amélioration des pratiques d'évaluation. Les institutions académiques, telles que l'Institut des études sur le développement (IDS) dans le Sussex, l'université de Tufts, l'université de Tulane et l'ODI guident et contribuent également à ce dialogue.

Un certain nombre d'initiatives visant à l'amélioration et au développement de systèmes mondiaux de classification de la sécurité alimentaire sont en cours. Les initiatives interinstitutionnelles et mondiales comprennent le Suivi et évaluation standardisés des secours et des transitions (SMART) (SMART 2006), l'effort de référenciation parrainé par le Ministère britannique du développement international (DFID 2005) et le Système de suivi humanitaire mené par l'OMS. L'obtention d'un accord sur les méthodes de classification des situations humanitaires figure également parmi les priorités du Comité permanent interorganisations des Nations Unies dans le cadre des efforts de réforme humanitaire en cours (OCHA 2006). Dans la pratique, de nombreux acteurs de la sécurité alimentaire et de la communauté humanitaire travaillent à l'obtention d'un consensus sur la classification des situations de sécurité alimentaire et mettent de plus en plus l'accent sur la responsabilité et les principes humanitaires.

Les leçons tirées de ces dix dernières années d'évaluation des crises humanitaires et d'expérience dans l'intervention permettent de souligner plusieurs défis cruciaux pouvant collaborer au développement d'un système mondial de classification de la sécurité alimentaire. En résumé, un système de classification doit permettre:

- ***Un consensus technique***: les crises humanitaires impliquent toujours des acteurs multiples et leurs interventions sont bien plus efficaces (qu'il s'agisse de déblocage de ressources ou de coordination) lorsqu'il existe un consensus technique sur l'analyse de la situation. En l'absence d'une terminologie et de critères communs, un tel consensus est très difficile à atteindre et peut être mis à mal par des questions d'ordre non technique.

- ***Une comparabilité dans l'espace***: afin d'assurer la meilleure utilisation possible des ressources limitées, les décideurs ont besoin de pouvoir comparer le degré de sévérité des situations de crise d'un endroit à un autre. C'est seulement lorsqu'une telle comparaison peut être établie, en se basant sur des critères adoptés de façon commune, que l'aide humanitaire peut être alloué idéalement aux personnes les plus en détresse.

- ***Une comparabilité dans le temps***: les décideurs doivent pouvoir comprendre l'évolution d'une crise, si la situation se dégrade ou s'améliore, afin d'augmenter, de réduire ou de changer la stratégie d'intervention ainsi que d'identifier les critères de retrait[2].

- ***Une transparence par une analyse fondée sur la preuve***: les analystes devraient se montrer totalement transparents sur leur façon d'établir des conclusions et les décideurs devraient exiger des preuves avant de soutenir les résultats d'une enquête. Sans critères de référence, les conditions d'obtention de preuves adéquates restent floues.

Notes:

[1] Le terme «décideurs» est employé au sens large et comprend les bailleurs de fonds, les organismes chargés de la mise en œuvre, les représentants des gouvernements, les médias et tout autre acteur ayant recours à l'information humanitaire pour entreprendre des interventions. Les décideurs se distinguent des «analystes» dont la responsabilité consiste à fournir des informations pertinentes, fiables et opportunes.

[2] «La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de mener une vie saine et active», Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, 1996.

- ***La responsabilité**:* en l'absence de normes consensuelles sur les caractéristiques de référence, la responsabilité «analytique» n'est pas possible. Les caractéristiques de référence sont véritablement nécessaires pour éviter les erreurs de commission (c'est-à-dire l'exagération d'une crise et/ou de l'intervention) ou d'omission (c'est-à-dire «manquer» ou minimiser une crise et une intervention insuffisante). Dans le premier cas, cette erreur peut conduire à un gaspillage des ressources et à une dégradation des moyens d'existence tandis que, dans le second, elle peut mener à la perte de vies humaines et à une pauvreté chronique. Avec des critères de référence et des normes de preuve il est possible d'imposer aux personnes responsables des analyses l'obligation de rendre des comptes.

- ***Un système d'alerte précoce efficace***: les décideurs ont besoin de connaître le degré de sévérité, le taux de probabilité et l'échéance potentiels d'une crise en cours. Sans un accord technique commun sur la description des crises, les messages d'alerte précoce peuvent être ambigus et passer inaperçus.

- ***Une intervention plus stratégique***: selon le degré de sévérité spécifique d'une situation humanitaire ou de sécurité alimentaire donnée, il est nécessaire que les stratégies d'intervention soient fondamentalement nuancées. En outre, le menu d'options permettant d'atténuer une crise doit être évalué dans sa totalité plutôt que d'avoir recours à une intervention fondée sur «l'offre».

2.2 Révision des systèmes de classification de la sécurité alimentaire existants

Les systèmes de classification ne sont pas nouveaux. Les *Indian Famine Codes* (Brennan 1984, Howe et Devereux 2004), en tant que méthodes de classification des famines, remontent aux années 1880. En pratique, un certain type de classification est nécessaire afin de donner un sens aux analyses de la situation et de les transmettre aux décideurs. Il existe de nos jours de nombreuses façons de définir et de classifier la sécurité alimentaire et les situations humanitaires. Des organismes tels qu'Oxfam, le PAM, la FAO/SMIAR, MSF, FEWS NET et nombre d'autres, ont élaboré différents systèmes de classification des situations de crise de sécurité alimentaire. Les systèmes de classification diffèrent selon les pays, les institutions impliquées et les personnes en charge des analyses. Aujourd'hui, les systèmes opérationnels peuvent être grossièrement répartis en quatre catégories: classifications en «termes relatifs», «définitions directrices», «aspects spécifiques» et «seuils référencés». Ce document ne présente pas une révision exhaustive des différents systèmes mais présente plutôt une brève révision identifiant les aspects des systèmes sélectionnés et illustrant les différences et les points faibles (voir Atkinson/Oxfam à paraître et Darcy et Hofmann 2003 pour des révisions comparatives complètes).

Systèmes de classification basés sur les «aspects spécifiques»

Certains systèmes de classification sont basés sur les «aspects spécifiques» d'une crise qui sont utilisés pour catégoriser les situations, par exemple, la malnutrition, les conflits et les stratégies de survie. Citons par exemple les lignes directrices pour la nutrition de MSF (2000) dans lesquelles les étapes de l'insécurité alimentaire sont référencées vis-à-vis des stratégies de survie et sont réparties en s*tratégies d'assurance, stratégies de crise* et *stratégies de détresse.* Citons encore comme exemples de système de classification spécifique les typologies de conflit élaborées par Samarasinghe *et al.* (1999) pour USAID et le système suisse d'alerte précoce de conflit FAST élaboré par Krummenacher *et al.* (2001).

Ces systèmes sont efficaces lorsqu'il s'agit d'apporter une compréhension plus détaillée et plus nuancée d'une variable particulière. L'ensemble de ces systèmes de classification basés sur les aspects spécifiques, dans un système intégré, nous révèle des liens complexes entre les variables et permet une analyse plus complète et plus solide.

Systèmes de classification basés sur les «termes relatifs»

Le système de classification le plus communément employé utilise des variations adjectives sur des termes tels que «vulnérable», «insécurité alimentaire», «zone sensible», etc. afin de décrire ou de classifier différentes situations d'insécurité alimentaire. S'il s'efforce de capter l'essence générale d'une crise, ce type de système de classification se base sur des termes relatifs dont le sens est sujet à interprétation, même si les analystes se veulent clairs quant à leurs significations. Cette démarche de classification peut jouir d'une intégrité interne lorsqu'elle est utilisée dans un pays ou un contexte particulier et permet d'identifier des zones géographiques ou des populations ainsi que de leur accorder la priorité. En tant que tels, ils peuvent s'avérer efficaces pour attirer l'attention sur des zones prioritaires et indiquer un degré de sévérité.

Néanmoins, ces «termes relatifs» ne sont généralement pas accompagnés de caractéristiques de référence uniformes ce qui les exposent à des interprétations biaisées et conduit à une catégorisation ambiguë ou subjective. Si tel est le cas, les systèmes basés sur des termes relatifs ne permettent habituellement pas le consensus technique et ne sont comparables ni dans l'espace ni dans le temps. L'ambiguïté inhérente aux termes relatifs et le manque de caractéristiques de référence provoquent souvent un déficit en matière de transparence et de responsabilité.

Systèmes de classification basés sur des «définitions directrices»

D'autres systèmes de classification ont recours à des «définitions directrices» cohérentes pour parvenir à établir une classification. Les niveaux d'alerte actuels de FEWS NET (FEWSNET, 2005) constituent un exemple de définitions directrices. Les zones géographiques et les pays y sont répartis selon cinq niveaux: urgence, alerte, surveillance, souci et pas d'alerte[3]. Une définition cohérente accompagne chacun de ces termes (Annexe E). De plus, le choix des termes de classification est conçu pour évoquer différentes interventions et la définition directrice comprend de larges implications pour le processus de prise de décision.

L'*Arid Lands Resource Management Project* (AL-RMP) (Projet de gestion des ressources des terres arides), au Kenya, est un autre exemple de système utilisant des définitions directrices. Les différents niveaux y sont: normal, alerte, alarme et urgence et ces termes sont associés à des définitions directrices (Annexe E). La typologie de la sévérité d'Oxfam qui utilise les Type 1, Type 2 et Type 3 pour décrire les niveaux variables de crise alimentaire ainsi que le Système mondial d'information et d'alerte précoce sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO (SMIAR), qui catégorise les pays sur base des problèmes en matière d'approvisionnement et d'accès à l'alimentation, constituent des exemples supplémentaires de systèmes ayant recours à des définitions directrices.

Alors qu'elles sont conçues pour fournir des instructions quant à leur utilisation, les "définitions directrices" sont généralement descriptives et sujettes à interprétation, ce qui limite la comparabilité dans l'espace et dans le temps. Par exemple, certaines zones pourraient être classées dans le niveau «urgence» mais se trouvent en réalité dans une situation moins grave qu'une autre zone analysée par des analystes différents, et vice-versa. Le manque de caractéristiques de référence claires associées aux définitions directrices limite le degré de comparabilité de l'analyse dans l'espace et dans le temps et n'établit pas explicitement des objectifs pour des analyses fondées sur la preuve.

Systèmes de classification basés sur des «seuils référencés»

Les systèmes de classification par «seuil référencé» identifient des indicateurs mesurables d'insécurité alimentaire et établissent des seuils critiques pour déterminer différents niveaux. Ces indicateurs «mesurables» sont généralement fondés sur les effets et s'appuient sur l'anthropométrie, y compris la malnutrition et la mortalité. La *Famine Magnitude Scale* (Ordre de grandeur de la famine), élaborée par Howe et Devereux (2004), et la *Food Insecurity Classification* (Classification de l'insécurité alimentaire), mise au point par Darcy et Hofmann (2003), constituent des exemples de cette approche.

L'Ordre de grandeur de la famine de Howe et Devereux comporte six niveaux d'intensité de la famine, à savoir: conditions de sécurité alimentaire, conditions d'insécurité alimentaire, conditions de crise alimentaire, conditions de famine, conditions de famine grave et conditions de famine extrême. Chaque niveau est référencé en fonction de seuils spécifiques de malnutrition et de mortalité et de descripteurs généraux des moyens d'existence. Cette échelle d'intensité est en outre complétée par une échelle d'ampleur qui identifie diverses catégories d'ampleur selon le nombre de victimes résultant d'une crise (Annexe F).

La classification de l'insécurité alimentaire de Darcy et Hofmann comprend quatre niveaux: insécurité alimentaire chronique, crise alimentaire aiguë, crise alimentaire de longue durée et famine. Chaque niveau est associé à des taux spécifiques de malnutrition et de mortalité ainsi qu'à des indicateurs généraux de la sécurité alimentaire. Cette classification associe aussi chaque niveau à des interventions générales.

Ces deux initiatives s'efforcent formellement de rendre la classification comparable dans l'espace et dans le temps en référençant la classification à des critères acceptés au niveau international et quantifiables. L'IPC se construit par cette approche liant des catégories à des indicateurs mesurables et intègre un ensemble plus complet d'effets sur les vies et les moyens d'existence. Il lie également le tout à l'intervention, à l'alerte précoce, aux procédures d'analyse, aux conventions cartographiques et aux conventions régissant les tableaux démographiques.

Notes:

[3] FEWS NET élabore actuellement une version révisée de son système d'alerte.

3. VUE D'ENSEMBLE DE L'IPC ET DE «L'ANALYSE DE LA SITUATION»

Afin de relever les défis cruciaux cités précédemment, la FSAU a mis au point le Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) se basant sur les points forts de chacun des principaux types de systèmes de classification précédemment cités et apportant des contributions uniques.

L'IPC est propice à un jugement analytique composite des situations humanitaires et de sécurité alimentaire et reprend les multiples indicateurs de bien-être humain et de moyens d'existence afin de guider une analyse cohérente et sensée. Tout en constituant un processus séparé, l'utilisation de l'IPC se base sur des méthodologies destinées à rassembler et à analyser des ensembles de données spécifiques. L'IPC comprend une gamme d'outils visant à faciliter la direction et la synthèse de «l'analyse de la situation».

L'IPC contribue à la réalisation des objectifs fixés par la Charte humanitaire (Sphère 2004), ainsi que par de nombreuses conventions internationales faisant valoir les droits de l'homme telles que le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation (FAO 1996). L'IPC est conçu autour des cadres conceptuels larges d'analyse de la sécurité alimentaire y compris les quatre piliers que sont l'accès, la disponibilité, l'utilisation et la stabilité; le modèle reconnu d'analyse de la malnutrition de l'UNICEF (UNICEF 1996), et l'Analyse des droits de Sen (1981). D'un point de vue analytique, l'IPC puise dans une interprétation large d'une approche relative aux moyens d'existence (FSAU 2004) et qui comprend à la fois des stratégies des moyens d'existence, tirées de la méthode Approche de l'économie des ménages (SCF-UK 2000), et des avoirs relatifs aux moyens d'existence, tirés de l'Approche des moyens d'existence durables (Frankenberger 1992, DFID 2001).

3.1 Logique analytique de l'IPC

L'IPC est un outil de classification des différentes phases des situations humanitaires et de sécurité alimentaire fondé sur les effets sur les vies et les moyens d'existence. Ces effets dépendent à la fois des événements de danger immédiats ainsi que des causes sous-jacentes et des vulnérabilités spécifiques des systèmes de moyens d'existence (incluant à la fois les stratégies et les avoirs relatifs aux moyens d'existence). Ces effets sont référencés en accord avec des normes internationales et leur convergence établit le bien-fondé d'une classification de la phase pour toute zone donnée. Chaque phase est associée à un cadre stratégique d'intervention tandis que la configuration des effets pour chaque situation aide à élaborer les interventions les plus appropriées dans ce cadre. La classification de la phase décrit la situation actuelle ou imminente d'une zone donnée mais les niveaux d'alerte précoce constituent un outil prédictif permettant de communiquer les risques d'une dégradation de la phase. Les risques dépendent de la probabilité d'un événement dangereux, de l'exposition aux évènements adverses et des vulnérabilités spécifiques des systèmes de moyens d'existence. Dans le cas de la classification de la phase et des effets associés, l'analyse des évènements adverses et de la vulnérabilité favorise la compréhension des causes et de la dynamique d'une situation. Cependant, dans le cadre des niveaux d'alerte précoce, l'analyse des évènements adverses et de la vulnérabilité permet une appréciation des risques, y compris la probabilité et le degré de sévérité de la dégradation d'une situation.

3.2 Composants de l'IPC

L'IPC intègre une gamme d'outils comprenant le **tableau de référence**, l'outil central, ainsi que les **grilles d'analyse**, les **protocoles cartographiques** et les **tableaux démographiques**, comme outils d'appui.

Le **tableau de référence** de l'IPC dirige l'analyse à la fois pour la **classification de la phase** et les **niveaux de risque d'alerte précoce**. La classification de la phase classe les zones géographiques et les groupes sociaux dans une des cinq **phases**— *sécurité alimentaire générale, insécurité alimentaire chronique, crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence, urgence humanitaire,* et *situation de famine/ catastrophe humanitaire*. Un ensemble **d'effets clés de référence** est associé à chaque phase afin de guider le jugement analytique. Ceux-ci proviennent de normes internationalement acceptées, représentent une large gamme d'effets sur le bien-être humain et les moyens d'existence et assurent l'adaptabilité de l'IPC à une vaste palette de situations.

Afin de lier l'information à l'action, chaque phase est associée à un **cadre stratégique d'intervention** qui fournit une orientation stratégique et générique permettant d'atteindre trois objectifs:

1) atténuer les effets négatifs immédiats
2) soutenir les moyens d'existence
3) traiter les causes sous-jacentes/structurelles

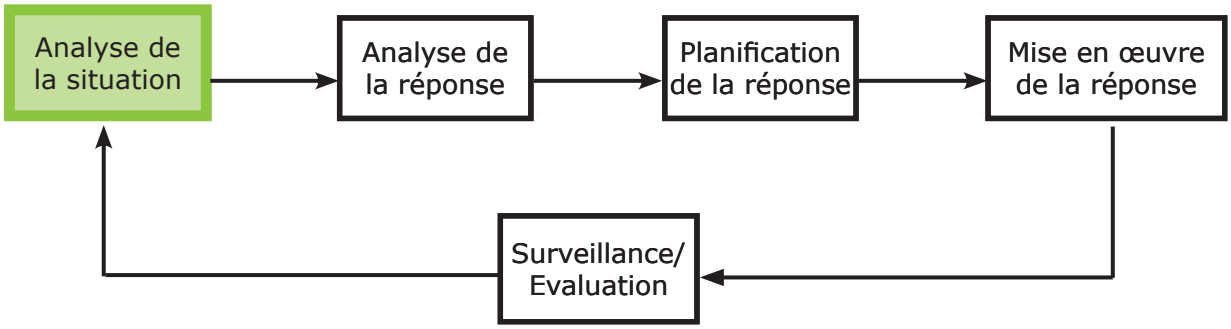
Le tableau de référence comporte aussi des protocoles **d'alerte précoce** divisés en trois niveaux: 1) *alerte*, 2) *risque modéré*, 3) *risque élevé*. Chaque niveau est ensuite associé à des informations cruciales indispensables pour une alerte précoce efficace: *probabilité, sévérité, variations dans les indicateurs de processus et implications pour l'action* (la durée prévue est reprise dans les protocoles cartographiques).

Les **grilles d'analyse** sont des tableaux qui organisent les informations cruciales de façon transparente afin d'établir le bien-fondé d'une classification de la phase ainsi que les informations supplémentaires pour conduire une intervention efficace. Les **protocoles cartographiques** sont un ensemble de conventions cartographiques et de communication visuelle standardisées qui procurent efficacement des informations cruciales en ce qui concerne l'analyse d'une situation sur une seule carte. Les **tableaux démographiques** constituent un moyen de communiquer de façon cohérente et efficace des estimations démographiques selon les limites administratives, les systèmes et les types de moyens d'existence.

3.3 Analyse de la situation

L'IPC permet une analyse et une communication cohérentes de **l'analyse de la situation**. Il s'agit là d'une étape distincte mais souvent négligée du «continuum analyse-intervention». Le schéma ci-dessous illustre les relations entre cette étape et d'autres étapes importantes comprenant: l'analyse de l'intervention, la planification de l'intervention, la mise en œuvre de l'intervention et le suivi/l'évaluation.

Graphique 1: Les principaux éléments du protocole de réponse aux situations d'urgence



Les grands **objectifs** de chaque étape sont:

- **Analyse de la situation**: identifier les aspects fondationnels d'une situation donnée (par exemple, le degré de sévérité, l'ampleur, les causes, etc.) les plus pertinents et essentiels pour une intervention efficace et pour lesquels il devrait exister un consensus technique large.
- **Analyse de l'intervention**: identifier la gamme d'interventions stratégiques potentielles qui seraient les plus efficaces pour atténuer les effets immédiats, soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes.
- **Planification de l'intervention**: identifier et mettre en place des conditions d'opération et des systèmes pour une intervention efficace y compris en matière de logistique, de financement, de partenariats institutionnels, de sensibilisation, de formation, etc.
- **Mise en œuvre de l'intervention**: mettre en **œuvre** de multiples modalités opérationnelles pour une intervention efficace.
- **Supervision/Évaluation**: détecter les changements dans la «mise en oeuvre de l'intervention» et "l'analyse de la situation" pour déterminer les degrés d'impact souhaités à partir des réalisations du projet et des perspectives globales d'impact et apporter des corrections à l'intervention si nécessaire.

Chacune de ces étapes implique un degré unique d'expertise, des institutions, une planification et des réalisations et justifie donc des protocoles spécifiquement conçus pour la bonne marche de l'étape et pour assurer des normes minimales de collecte d'informations, de rigueur et de cohérence.

L'IPC fournit des protocoles cruciaux pour l'analyse de la situation et une plateforme pour l'analyse de l'intervention, la planification de l'intervention, la mise en œuvre de l'intervention et la supervision/évaluation. Ces derniers aspects du continuum analyse-intervention ne sont pas couverts dans ce manuel. Cependant, ils justifient eux aussi l'élaboration de protocoles et de normes de base. Le Cadre d'analyse des besoins (NAF 2005) constitue un exemple d'effort mondial visant à fournir des protocoles pour des analyses d'intervention interinstitutions et multisectorielles (IASC 2005).

L'analyse de la situation est le point de départ de la planification et de la mise en œuvre des interventions ultérieures. Idéalement, il devrait exister un large consensus entre tous les acteurs (les institutions des Nations Unies, les ONG, les gouvernements, les bailleurs de fonds, les médias et les populations touchées) sur l'analyse de la situation. Un consensus large sur l'analyse de la situation se traduit par une coordination efficace, plus de ressources et une intervention plus efficace.

Les aspects cruciaux de l'analyse de la situation comprennent:

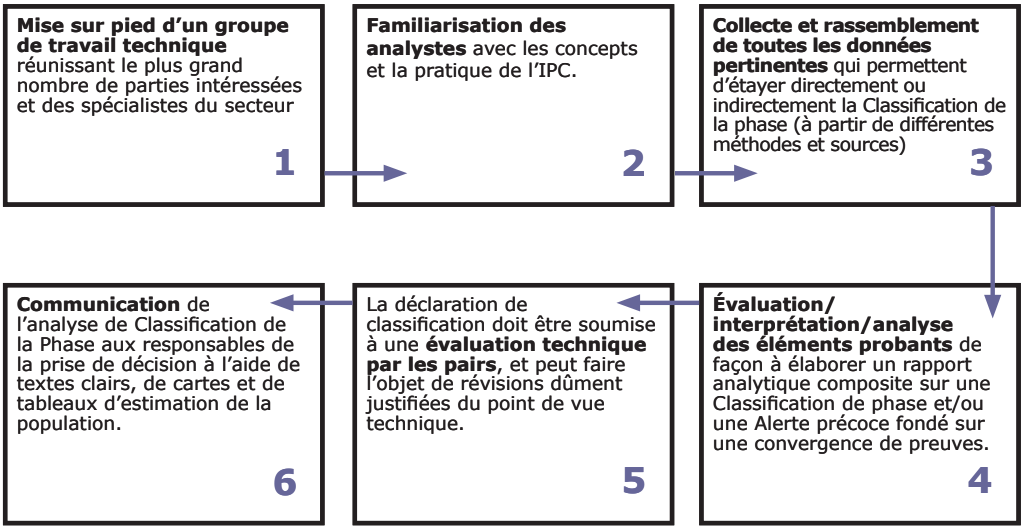
- ***La sévérité de la situation*** - Quel est le degré de sévérité de la situation d'après l'impact sur les vies humaines et les moyens d'existence?
- ***L'étendue géographique*** - Quelle est la zone géographique touchée par la crise, approximativement? Cette question devrait être définie selon une véritable analyse spatiale mais peut être déterminée par les zones relatives aux moyens d'existence, les limites administratives, les zones agro-écologiques et d'autres points de repère spatiaux.
- ***L'ampleur (nombre de personnes)*** - À combien estime-t-on le nombre de personnes connaissant divers niveaux de sévérité de la crise?
- ***Les causes immédiates*** - Quelles sont les causes directes, ou proches, de la crise?
- ***Les causes sous-jacentes*** - Quelles sont les causes sous-jacentes, lointaines ou structurelles de la crise?
- ***L'identification des besoins généraux*** - Quels besoins humains de base et quels aspects des systèmes de moyens d'existence exigent du soutien?
- ***La distinction entre les situations transitoires et chroniques*** - La nature sous-jacente d'une crise aiguë relève-t-elle de la sécurité alimentaire générale ou de l'insécurité alimentaire chronique?
- ***Les critères pour le ciblage social*** - Quels sont les critères clés pour cibler les interventions sur les groupes sociaux les plus appropriés?
- ***La tendance prévue*** - Est-il prévu que la tendance d'une crise s'améliore, se dégrade ou reste stable dans un avenir prévisible?
- ***Le niveau de confiance de l'analyse*** - Quel est le niveau général de confiance de l'analyse selon l'estimation des analystes et sur base d'une critique heuristique des preuves disponibles?

L'IPC intègre tous ces aspects de l'analyse de la situation dans les grilles d'analyse et les communique avec les protocoles cartographiques.

3.4 Étapes à suivre pour l'utilisation de l'IPC et adaptabilité à divers systèmes d'information

Le processus général d'utilisation de l'IPC comporte six étapes principales (graphique 2). Le respect de ces étapes est propice à une analyse fondée sur la preuve, à un consensus technique et à la liaison de l'information à l'intervention, chacun de ces points renforçant l'intégrité technique de l'IPC.

Graphique 2: Principales étapes de l'application de l'IPC



L'IPC a été conçu dans l'optique d'une adaptabilité à une large variété de systèmes d'information et d'approches analytiques. La plupart des pays qui souffrent de problèmes d'insécurité alimentaire chronique ou de crises humanitaires récurrentes disposent habituellement d'un système d'information d'un certain type allant du système très rigoureux et complet au système informel ou minimal. L'IPC est conçu pour s'appuyer sur les systèmes d'information existants dans un pays donné (plus comme un composant complémentaire) et facilite une utilisation des données et des analyses la plus rigoureuse, cohérente et sensée possible. En ce sens, l'IPC s'applique aussi bien aux systèmes «riches en données» qu'aux systèmes «pauvres en données».

3.5 Approches uniques de l'IPC

L'IPC incorpore de nombreux éléments des systèmes de classification décrits précédemment et introduit de nouvelles approches comme:

- Être propice à l'objectif stratégique de sauvegarde des moyens d'existence par le biais de l'inclusion d'une phase de crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence ainsi que d'une analyse des avoirs relatifs aux moyens d'existence dans les effets de référence clés, le cadre stratégique d'intervention et les grilles d'analyse.
- Référencer chaque phase à l'aide de caractéristiques orientées vers le résultat et acceptées au niveau international mais aussi intégrer une certain nombre d'effets de référence clés afin de permettre une meilleure adaptabilité aux différentes situations, un certain esprit pratique face aux limites en matière de données et davantage de possibilités de triangulation.
- Fournir de façon explicite des aspects cruciaux supplémentaires de l'analyse de la situation, notamment les causes, l'ampleur, la tendance prévue, l'identification du groupe social, les conditions sous-jacentes et le niveau de confiance de l'analyse.
- Mettre le concept de la convergence des preuves en pratique afin d'étayer un jugement de la classification de la phase. Cet élément s'avère pratique étant donné la nature hautement complexe et dynamique de la classification des situations humanitaires et de sécurité alimentaire ainsi que de la grande variabilité des données disponibles.
- Inclure un cadre stratégique d'intervention global, générique et largement applicable pour chaque phase.
- Inclure des aspects multisectoriels des questions humanitaires à la fois en tant qu'effets de référence clés et dans le Cadre stratégique d'intervention.
- Fournir des protocoles régissant l'alerte précoce et liant les différents niveaux de risque au système de classification de la phase.
- Permettre plus de rigueur et de transparence et encourager la classification par une approche fondée sur la preuve en ayant recours à des grilles d'analyse standardisées.
- Élaborer des protocoles cartographiques pour permettre une communication claire et normalisée des analyses complexes.
- Élaborer des tableaux démographiques standardisés identifiant le nombre de personnes en situation de crise par divisions administratives et par systèmes de moyens d'existence.

4 TABLEAU DE RÉFÉRENCE DE L'IPC - LIGNES DIRECTRICES TECHNIQUES

Le **tableau de référence** de l'IPC (voir tableau 1) guide l'analyse à la fois pour la classification de la phase (catégories de la phase, effets de référence clés et cadre stratégique d'intervention), et pour les niveaux d'alerte précoce (probabilité, sévérité, évènements adverses et vulnérabilités de référence et implications pour l'action). Ces lignes directrices techniques revoient les concepts et les spécifications techniques de chacun de ces composants.

4.1 Catégories de la phase

Concepts

Étant donné l'urgence relative dans laquelle les décisions doivent être prises dans les situations humanitaires, il est nécessaire d'établir une distinction objective entre les classifications pour déterminer l'urgence relative, les conditions générales et l'intervention appropriée. Les besoins du monde académique en matière de situations de sécurité alimentaire hautement nuancées sont reconnus mais, pour déboucher sur une alerte précoce efficace et fournir une analyse en temps réel, l'IPC s'efforce de donner un «aperçu général correct» afin d'assurer que les décideurs et les acteurs puissent distinguer d'importantes différences dans les situations et réagir de manière appropriée.

L'IPC classifie les zones géographiques et les groupes sociaux dans l'une de ces cinq phases: *sécurité alimentaire générale, insécurité alimentaire chronique, crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence, urgence humanitaire,* et *famine/catastrophe humanitaire*. Ces cinq phases sont suffisamment générales pour englober une vaste gamme de causes, de systèmes de moyens d'existence et de contextes politiques/économiques. Leur distinction a pourtant des implications profondément différentes pour l'intervention (y compris l'élaboration de la stratégie, l'urgence et l'obligation éthique).

L'inclusion du spectre complet—de la situation générale de sécurité alimentaire à la famine—met l'accent sur le fait que les interventions en matière de sécurité alimentaire sont nécessaires pour toutes les phases (pas seulement lorsqu'une urgence surgit), bien que le centre d'intérêt stratégique diffère. La terminologie en «phases» souligne la nature dynamique et évolutive (positive ou négative) de la sécurité alimentaire. En effet, l'IPC s'applique de manière égale aux situations qui se dégradent ou s'améliorent et permet ainsi l'analyse comparative des situations dans le temps. Néanmoins, il convient de noter que les changements d'une phase à une autre ne sont pas nécessairement séquentiels (par exemple, il est possible de passer de la situation de sécurité alimentaire générale à la situation d'urgence humanitaire).

Spécifications

L'IPC distingue cinq phases de situations humanitaires et de sécurité alimentaire. Chacune d'elles est dotée d'une définition générale en plus des effets de référence clés spécifiques.

Tableau 2: Descriptions générales des Phases de l'IPC

Phase		Description générale
1	**Sécurité alimentaire générale**	Accès à une alimentation généralement adéquate et stable avec un risque modéré à faible de tomber graduellement dans la Phase 3, 4 ou 5.
2	**Insécurité alimentaire chronique**	Accès limite à une alimentation adéquate avec un risque élevé et récurrent (en raison de la probabilité d'évènements adverses et une grande vulnérabilité) de tomber graduellement dans la Phase 3,4 ou 5.
3	**Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence**	Insuffisance aigue et critique de l'accès à l'alimentation assortie d'une malnutrition grave et inhabituelle et un épuisement accéléré des avoirs relatifs aux moyens d'existence qui, si la situation se maintient, va faire tomber la population dans la Phase 4 ou 5 et/ou va probablement se traduire par une pauvreté chronique.
4	**Urgence humanitaire**	Insuffisance grave de l'accès à l'alimentation assortie d'une mortalité excessive, une malnutrition très élevée et en progression, et un épuisement irréversible des avoirs relatifs aux moyens d'existence.
5	**Famine/Catastrophe humanitaire**	Grave perturbation sociale assortie d'un manque total d'accès à l'alimentation et/ou d'autres besoins de base dans laquelle la famine généralisée, la mort et le déplacement sont incontestables

Les descriptions ci-dessus mettent en relief des distinctions générales entre les phases. Chacune de ces phases est associée à des effets de référence clés comportant des seuils absolus et relatifs. Les effets de référence clés apportent un moyen objectif de distinguer des phases et d'étayer techniquement la classification d'une phase, ce qui est propice à la comparabilité et à la responsabilité dans l'analyse. L'IPC est le seul à inclure explicitement la crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence (phase 3) comme phase humanitaire et de sécurité alimentaire. La communauté internationale d'experts en matière de sécurité alimentaire a depuis longtemps reconnu l'importance de la compréhension des dynamiques relatives aux moyens d'existence et de leurs liens avec la sécurité alimentaire (Frankenberger 1992, DFID 2001, PAM 2005). L'IPC place littéralement les moyens d'existence «en vedette» et attire l'attention sur cette phase cruciale qui, même si elle ne devient pas le «flash CNN ou BBC du moment», avec son lot d'images sombres de personnes mourant de faim, n'en requiert pas moins des interventions urgentes pour empêcher que des situations d'accès aux aliments hautement sous pression ne deviennent des urgences humanitaires et pour soutenir la stabilisation, ou le redressement, de la dégradation des avoirs relatifs aux moyens d'existence. Dès lors, la phase 3 constitue à la fois une alerte précoce annonçant une urgence humanitaire imminente et une phase cruciale de plein droit qui garantit un appui urgent aux moyens d'existence.

Bien que la terminologie employée pour qualifier chaque phase soit chargée de connotations et sélectionnée dans l'optique de provoquer des demandes d'intervention urgente, l'IPC s'efforce de ne pas utiliser ces termes car les adjectifs et les métaphores sont sujets à l'interprétation des divers acteurs. Au lieu de cela, chaque phase est explicitement liée à un ensemble de critères cohérents, objectifs et internationalement acceptés, ce qui apporte à chaque terme une signification technique spécifique qui devient monnaie courante parmi les analystes et les nombreux autres acteurs (gouvernements, décideurs, organismes chargés de la mise en œuvre, bailleurs de fonds, médias, etc.).

4.2 Effets de référence clés

Concepts

La classification de la phase est un jugement analytique composite fondé sur la convergence des preuves des **effets de référence clés** représentant les dénominateurs communs opératoires du bien-être humain et des moyens d'existence. Pour chaque phase de l'IPC, il existe un ensemble d'effets de référence clés couvrant une large gamme d'effets sur le bien-être humain y compris: *le taux brut de mortalité, la maigreur, le retard de croissance, la maladie, l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires, la diversité alimentaire, l'accès à l'eau et l'approvisionnement, le dénuement et les déplacements, la sécurité civile, les évènements adverses, les stratégies de survie, les conditions structurelles et les avoirs relatifs aux moyens d'existence*. Les effets de référence clés, interprétés et ajustés pour correspondre aux phases de l'IPC, sont obtenus à partir de normes internationales et d'autres systèmes de classification reconnus.

La **sélection** des effets de référence individuels à inclure dans l'IPC est basée sur les critères suivants:

- ***Des indicateurs de résultats plutôt que de processus:*** Il s'agit là d'une distinction cruciale qui apporte à l'IPC une comparabilité dans l'espace et dans le temps ainsi qu'une transparence. Les effets de référence de l'IPC sont basés sur les indicateurs de résultats de l'impact résultant. Sans tenir en compte la spécificité d'une situation donnée (le système de moyens d'existence, le contexte socio-économique, l'histoire, le type de danger, etc.), la communauté internationale peut généralement se mettre d'accord sur les effets à éviter et les effets à viser dans le domaine des interventions humanitaires et de la sécurité alimentaire. Les effets de référence de la classification de la phase sont autant que possible orientés vers les indicateurs de résultats, bien qu'il soit reconnu que même ceux-ci représentent diverses étapes d'effets (à l'échelle individuelle par exemple, la mortalité viendrait après les stratégies de survie de la crise).

  Les indicateurs de processus représentent la dynamique permettant d'obtenir un résultat particulier. Ceux-ci comprennent une large gamme d'indicateurs tels que les prix des denrées sur le marché, les indicateurs climatiques, la production agricole, l'état du bétail et bien d'autres encore. Alors que les indicateurs de processus sont essentiels à l'analyse, ils fonctionnent ensemble de manière hautement dynamique et intégrée et leur impact fondamental (résultat) dépend des nuances d'une situation donnée y compris le système de moyens d'existence, le contexte socio-économique, l'histoire, le type de menace, etc. Par exemple, une augmentation de 50 pour cent du prix du lait sur le marché (un indicateur de processus) aura un résultat totalement différent dans un système de moyens d'existence basé sur la production de lait que dans un système de moyens d'existence basé sur l'achat de lait, pouvant être bénéfique dans le premier cas et préjudiciable dans le dernier.

  Alors que les indicateurs de résultats fournissent des preuves directes pour la classification de la phase, les indicateurs de processus peuvent aussi être utilisés pour établir le bien-fondé d'une classification de la phase (voir la section suivante sur l'utilisation pour de plus amples explications).

- ***L'amplitude des effets humanitaires*:** les effets de référence comprennent une large gamme d'effets liés soit directement soit indirectement à la sécurité alimentaire. L'IPC met l'accent sur l'analyse de la sécurité alimentaire mais reconnaît qu'il est impossible de séparer les situations d'insécurité alimentaire graves des crises sectorielles associées dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'assainissement, du logement et autres. Il existe une interaction très dynamique entre ces secteurs, particulièrement lorsque les situations se dégradent—à la fois parce qu'ils surviennent souvent en même temps et parce qu'une contrainte sur un secteur entraîne habituellement des contraintes sur les autres. L'IPC met donc l'accent sur l'analyse de la sécurité alimentaire mais intègre d'autres questions humanitaires. Cependant, l'IPC n'est pas destiné à remplacer des analyses plus approfondies sur un secteur en particulier.

- ***Le moins d'effets possible*:** alors qu'ils visent à inclure un large spectre d'effets humanitaires, les effets de référence sont sélectionnés pour être le moins nombreux possible. Le maintien de leur nombre au strict minimum contribue à une plus grande cohérence et simplicité de l'analyse. Il est important de noter que les effets de référence ne sont pas destinés à constituer des définitions complètes de toutes les dynamiques d'une phase donnée mais sont plutôt identifiés selon leur capacité évidente à montrer la sévérité d'une phase.

- ***Les vies et les moyens d'existence*:** les effets de référence comprennent à la fois des effets sur les vies humaines et sur les moyens d'existence. Alors que la sauvegarde de vies constitue un objectif stratégique immédiat, les secours et l'intervention d'urgence devraient atténuer la vulnérabilité des individus et des communautés face aux menaces à venir. En l'absence d'une attention stratégique visant à soutenir les moyens d'existence, les personnes pourraient sombrer dans la pauvreté chronique et une vulnérabilité importante et perpétuelle face aux menaces futures sans compter qu'elles seraient dès lors incapables de contribuer significativement au développement national (Sphère 2004 et DFID 2001). Le soutien des moyens d'existence constitue un objectif stratégique en soi.

  L'IPC intègre les moyens d'existence dans les effets de référence par le biais du cadre de base de l'Approche relative aux moyens d'existence durable qui identifie cinq types de capital relatifs aux moyens d'existence: humain, financier, social, physique et naturel. Un des défis de l'IPC, actuel et futur, consiste à ce que le statut de ces capitaux, pouvant être considérés comme effets de droit, soient plus faciles à mesurer de manière cohérente et objective. La systématisation de cette analyse est un domaine susceptible d'être développé à l'avenir.

- ***Des effets mesurables/pratiques*:** en dépit des défis liés aux moyens d'existence décrits ci-dessus, les effets de référence sont choisis en fonction de leur capacité à être objectivement mesurés de façon relativement pratique. Alors que les effets de référence se veulent le plus objectifs possible (les seuils anthropométriques par exemple), il existe encore certaines descriptions qualitatives (les niveaux de déplacement par exemple). Il existe pour chacun de ces effets de référence une large gamme de méthodologies spécifiques apportant l'objectivité et la rigueur nécessaires à cette caractéristique de référence particulière.

L'utilisation d'effets de référence pour établir le bien-fondé d'une classification de la phase se base sur:

- ***Les effets immédiats ou prochains*:** la classification de la phase est fondée sur des effets de référence qui sont soit contemporains d'une situation donnée soit imminents. Cette dernière mise en relief des effets prochains comprend les notions d'avenir immédiat/prévisible ainsi que de la probabilité qu'ils aient lieu. L'apport de l'imminence dans la définition des effets est important dans l'optique d'une intervention opportune. Cette approche est différente d'une analyse d'indicateurs uniques fondée sur les seuils.

- ***La convergence des preuves*:** bien que l'IPC s'efforce d'être objectif et cohérent, la nature extrêmement complexe des analyses humanitaires et de sécurité alimentaire rend une stricte application des seuils d'indicateur unique bien peu pratique. Leur application à un vaste éventail de situations est également remise en question sur le plan technique. L'IPC encourage plutôt une formulation de la classification de la phase basée sur la convergence de preuves tirées de sources multiples (pas limitées à des résultats d'évaluation uniques) et évaluées en tant que telles par les analystes. De cette façon, les analystes utilisent les effets de référence comme guides, mais formulent finalement une classification sur base de la convergence de preuves issues de toutes les sources disponibles. Il peut s'agir de preuves directes et/ou indirectes des résultats provenant de sources variées et d'indicateurs de processus, selon la disponibilité et l'aspect pratique des données.

  Cette approche fondée sur la preuve est non seulement pratique et adaptable à un large éventail de situations mais il laisse aussi la charge de la preuve aux analystes. Ceux-ci doivent démontrer à tous les acteurs (comme dans un tribunal) la validité et la pertinence des preuves étayant un jugement de classification, même si cette formulation est fondée sur un «jugement personnel optimal». Un tel processus favorise la critique et crée un certain niveau de responsabilité. Un composant supplémentaire de l'IPC, les grilles d'analyse, organise les preuves afin de faciliter l'analyse et d'accroître la transparence des conclusions (voir ci-dessous pour plus d'informations).

- ***Les signaux mixtes des indicateurs***: étant donné la complexité et la diversité des situations humanitaires et de sécurité alimentaire, il est fort probable que des indicateurs individuels puissent ne pas soutenir une même classification de la phase. S'agissant d'une réalité pratique, l'approche de l'IPC s'efforce de faire parler ces différences, de les examiner dans un contexte plus large et de formuler une classification de la phase générale à partir de preuves convergentes. Tout écart vers des indicateurs particuliers doit être souligné dans les grilles d'analyse et devrait faire l'objet d'explications.

- ***Les preuves directes et indirectes***: le bien-fondé de la classification de la phase peut être établi à partir de preuves à la fois directes et indirectes. Les *preuves directes* comprennent les sources de données et les méthodes qui indiquent spécifiquement les effets de référence clés associés à chaque phase. Les *preuves indirectes,* cependant, comprennent des indicateurs approchés établissant le bien-fondé des effets de référence clés sans effectuer de mesures directes. Semblables aux preuves corroborantes, les preuves indirectes ne peuvent habituellement suffire à elles seules mais peuvent être utilisées pour établir le bien-fondé d'une classification de la phase. Bien que les preuves indirectes se situent en marge des effets de référence clés, ils n'en sont pas moins valables et utiles pour étayer le jugement de la classification de la phase même si elles restent moins fiables que les preuves directes. Par exemple, les preuves directes de MAG (Malnutrition aiguë globale) pourraient comporter une enquête sur la nutrition d'un échantillon aléatoire alors que les preuves indirectes pourraient faire ressortir des augmentations marquées de la fréquentation des centres d'alimentation thérapeutique.

  Néanmoins, la classification sera meilleure si l'on s'appuie sur des résultats pouvant faire l'objet d'un vaste consensus et adaptables à un large éventail de situations. Pour une liste exhaustive des différents types d'indicateurs de résultats et de processus, voir FOA/FIVIMS 2002 et Riely *et al.* 1999.

- ***L'adaptabilité*:** En mettant l'accent sur la convergence des preuves plutôt que sur la stricte application des seuils, l'IPC peut englober un éventail complexe de situations tout en maintenant un degré de comparabilité raisonnable. Il est important de noter que les effets de référence repris pour chaque phase sont de simples repères. Ils ne doivent pas nécessairement exister ni coïncider pour une situation donnée mais sont répertoriés afin de fournir l'amplitude des effets citée précédemment et de permettre la triangulation (par exemple, il pourrait exister une situation de paix pendant une urgence humanitaire). À la différence d'une stricte interprétation des seuils, les effets de référence de l'IPC comprennent souvent à la fois des relevés absolus ainsi que de écarts par rapport à la normale et à la tendance. Cette approche expose la formulation de la classification à l'interprétation des analystes mais tout écart important par rapport aux effets de référence serait évident et exigerait une explication technique pour convaincre les parties prenantes.

- ***Le consensus technique*:** la formulation de la classification de la phase n'est pas seulement fondée sur la convergence des preuves, l'IPC se fonde également sur le consensus technique étant donné les multiples facettes des sources de données, des méthodes employées et de l'apport nécessaire provenant de diverses institutions. La clarification de la signification des preuves et l'augmentation de leur accessibilité favorisent la formation d'un consensus technique moyennant un processus de débat rigoureux et technique.

Spécifications

Bien que tentant d'identifier des seuils objectifs et internationalement reconnus correspondant à chaque phase, certains résultats sont plus objectifs que d'autres. Le tableau de référence (Tableau 1) illustre la collecte de seuils de caractéristiques de référence pour chaque phase. Vous trouverez ci-dessous une explication pour chaque caractéristique de référence en relation avec les phases de l'IPC.

Le taux brut de mortalité

- **Importance:** le taux brut de mortalité (TBM) est le «taux de mortalité pour toutes causes d'une population» (PAM et CDC 2005, p. 220). Ce taux est calculé à partir de la formule: (nombre de décès durant une période spécifique) / (nombre de personnes exposées) x (la période donnée) (PAM et CDC 2005). Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (TMM5) se calcule de la même façon mais appliqué aux populations de moins de cinq ans. Cependant, les seuils de référence du TMM5 diffèrent du TBM. Selon le manuel de Sphère, le TBM est «…l'indicateur de santé le plus spécifique et utile pour contrôler une situation de catastrophe» (Sphère 2004, p. 260). Dans bien des cas, le TBM constitue l'indicateur ultime de crise humanitaire et d'insécurité alimentaire extrême.

- **Références/Sources:** dans les situations d'urgence, le TBM et le TMM5 s'expriment généralement en nombre de décès / 10 000 personnes / jour. Le manuel de Sphère indique que «Un doublement du TMB de base indique une importante urgence sanitaire publique requérant une intervention immédiate» (Sphère 2004, p. 260). Le

rapport «Situation des enfants dans le monde» de l'UNICEF (2003) stipule que, pour l'Afrique sub-saharienne, le TBM de base est de 0,44 et le TMM5 de base est de 1,14. Il place ensuite les seuils d'urgence à 0,9 pour le TBM et à 2,3 pour le TMM5 (UNICEF 2003). Selon le Comité permanent de la nutrition du système de Nations Unies (SCN), «le TBM et le TMM5 déclenchent l'alerte s'ils atteignent respectivement 1/10 000/jour et 2/10 000/jour. Des niveaux de TBM et de TMM5 respectivement de 2/10 000/jour et de 4/10 000/jour indiquent une situation grave» (SCN 2004 p. 37). Dans l'«Ordre de grandeur de la famine» de Howe et Devereux (2004), les taux TBM pour les niveaux de «famine» et de «famine grave» sont fixés respectivement à >=1 mais <5/10 000/jour et >=5 mais <15/10 000/jour. Muireann Brennan et Oleg Bilukha du CDC recommandent des taux TBM compris entre 1 et 2/10 000/jour pour l'urgence humanitaire et supérieurs à 2/10 000/jour pour les conditions de famine (Brennan et Bilukha du CDC, 11 avril 2006).

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC intègre le TBM pour toutes les phases et définit des seuils de référence spécifiques. L'IPC respecte généralement les sources citées ci-dessus et y apporte quelques modifications pour qu'ils s'adaptent aux phases. Le critère «plus de 2 fois le taux de base» est incorporé à la phase 4 ainsi que les tendances «plus élevé que la normale» et «en augmentation» (qui s'appliquent uniquement aux situations qui se dégradent). Ces deux derniers critères fournissent des références supplémentaires pouvant être utilisées parallèlement aux seuils absolus afin d'assurer la flexibilité pour une panoplie de situations.

Tableau 3: Résultats de référence de l'IPC - Taux brut de mortalité

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Taux brut de mortalité N° de décès sur 10 000 personnes par jour		CMR <0.5 U5MR<=1	CMR <0.5 U5MR<=1	CMR <0.5 - 1 en hausse U5MR 1-2	CMR 1-2, en hausse, ou >2x taux de référence U5MR >4	CMR >2 (exemple: 6000 décès/1 000 000 personnes/30 jours

- **Limites:** malgré son lien direct avec l'insécurité alimentaire extrême, le TBM pose aussi des problèmes de mesure en temps réel lors d'une urgence. Ces problèmes comprennent: 1) les changements dans les populations de base à la suite de mouvements d'immigration et d'émigration, 2) un faible taux d'incidence et un degré de variabilité élevé, 3) une éventualité élevée de statuts encore «inconnus» ainsi que 4) d'autres types d'entraves (voir CDC 2005 pour de plus amples explications sur le calcul du TBM).

- **Méthodes potentielles:** la meilleure méthode de calcul de la mortalité consiste à passer par un système de surveillance en bon état de fonctionnement qui comptabilise la plupart des décès à la fois dans les installations et dans la communauté. Cette méthode permet l'analyse des tendances sur base journalière, alors qu'un recensement ou un sondage effectué à un moment donné devrait être répété dans le temps. Un système de surveillance de la mortalité en bon état de fonctionnement devrait être soutenu par une enquête pouvant servir de «contrôle de la réalité».

La malnutrition aiguë (émaciation)

- **Importance:** la maigreur est exprimée par un indice poids-taille (p/t) <-2. Les taux de malnutrition aiguë globale (MAG) reprennent le pourcentage de la population <-2, plus les œdèmes. La malnutrition aiguë est un indicateur de résultat direct des récents changements que subit l'état nutritionnel. Des niveaux élevés ou croissants de malnutrition aiguë d'une population reflètent des pressions récentes ou actuelles au niveau des individus ou des ménages. Young *et al.* (2005) révisent l'importance et le rôle des informations nutritionnelles dans les systèmes de classification humanitaire.

- **Références/Sources:** selon le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (SCN), «Une prévalence de malnutrition aiguë entre 5 pour cent et 8 pour cent indique une situation nutritionnelle préoccupante et une prévalence supérieure à 10 pour cent correspond à une situation nutritionnelle grave» (SCN 2004 p. 37). L'OMS fournit les repères suivants: faible (<5 pour cent), moyenne (5-9 pour cent), élevée (10-14 pour cent) et très élevée (>=15 pour cent) (FAO 2005, p 47). Howe et Devereux (2005) référencent les «conditions de famine» à 20-40 pour cent et les «conditions de famine grave» à >40 pour cent.

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC intègre la malnutrition aiguë dans toutes ses phases et respecte généralement les sources citées ci-dessus. Un niveau de maigreur >15 pour cent constitue un seuil de référence clé pour l'urgence humanitaire. L'IPC apporte quelques modifications pour correspondre aux phases. Le seuil de référence pour la famine/catastrophe humanitaire est >30 pour cent ce qui se situe à mi-chemin entre les seuils employés par Howe et Devereux pour les conditions de famine et de famine grave. Il est important de noter que l'IPC ne comprend pas seulement les valeurs absolues des niveaux de maigreur pour étayer une classification de la phase mais il inclut également, pour les situations qui se dégradent, les notions de «en augmentation» et «plus élevé que la normale» ce qui permet une analyse plus contextuelle des taux de malnutrition et de leur signification.

Tableau 4: Résultats de référence de l'IPC - Malnutrition aiguë

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Malnutrition aiguë (indice poids/taille < -2 z-scores)		<3%	>3% mais < 10%, ampleur habituelle, stable	10-15%, > habituel, en hausse	15%, > habituel, en hausse	>30%

- **Limites: l**a maigreur constitue une conséquence directe des états nutritionnels et sanitaires mais il présente les limites suivantes en termes d'utilisation et d'interprétation: 1) la maigreur peut être un indicateur de résultats tardif d'une crise et les mécanismes d'intervention fondés sur la maigreur peuvent arriver trop tard pour une intervention efficace, 2) dans les populations pour lesquelles les niveaux de malnutrition aiguë sont élevés en dehors des périodes de crise aiguë, les niveaux pendant les périodes de crise peuvent être difficiles à interpréter et 3) un débat est en cours dans le domaine de la nutrition sur l'éventuelle comparabilité des taux de maigreur à travers des groupes démographiques de structure physiologique différente (UNICEF à paraître, Bradbury 1998).

- **Méthodes potentielles:** la méthode la plus commune d'estimation des niveaux de malnutrition aiguë au niveau de la population est l'analyse d'échantillons représentatifs aléatoires. La mesure du périmètre brachial (MUAC) vient renforcer cette méthode. Il existe d'autres preuves indirectes telles que les données cliniques sanitaires, les admissions dans les centres d'alimentation thérapeutiques, les observations des experts, etc.

Le retard de croissance

- **Importance:** le retard de croissance consiste en un indice taille-âge <-2. Le CDC définit le retard de croissance comme étant «un déficit de croissance chez l'enfant survenant de façon lente et cumulative comme effet d'une alimentation inadéquate et/ou d'infections répétées» (PAM et CDC 2005). Dès lors, les niveaux de retard de croissance auxquels l'insécurité alimentaire peut contribuer reflètent le niveau général de pauvreté et la malnutrition chronique.

- **Références/Sources:** l'OMS établit les critères suivants pour l'interprétation de la prévalence du retard de croissance comme un pourcentage d'indice taille-âge <-2: faible (<20 pour cent), moyen (20-29 pour cent), élevé (30-39 pour cent) et très élevé (>=40 pour cent) (FAO 2005 p47).

- **Limites:** en plus des problèmes normaux liés à l'échantillonnage des enquêtes et à la collecte de données, le fait qu'il faille connaître l'âge des sujets pour calculer le retard de croissance constitue une contrainte supplémentaire. Dans de nombreuses sociétés, cette information est difficilement disponible ou incorrecte à cause du manque de données.

Tableau 5: Résultats de référence de l'IPC - Retard de croissance

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Retard de croissance (h/age <-2z scores)		<20%	20-40%	Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire

- **Méthodes potentielles:** les enquêtes démographiques constituent le meilleur moyen de mesurer le retard de croissance.

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC n'intègre le retard de croissance que pour les phases de situation de sécurité alimentaire générale et de situation d'insécurité alimentaire chronique. Cela est dû au fait que le retard de croissance ne constitue une caractéristique distinctive que pour ces phases. Pour les phases 3, 4 et 5, les mesures de maigreur sont plus appropriées car il s'agit de situations changeant de façon plus dynamique. Le seuil de référence est fixé à >20 pour cent pour la classification de zones en situation chronique d'insécurité alimentaire.

La maladie

- **Importance:** dans le modèle conceptuel des causes de la malnutrition de Helen Young (1998) et en accord avec MSF (2002) et ACF (2002), en plus de «l'apport alimentaire inadéquat», la «maladie» est une cause directe de la malnutrition. Cela est également lié, d'un point de vue conceptuel, au pilier «utilisation» de l'analyse de la sécurité alimentaire selon lequel la capacité physiologique du corps humain à utiliser les aliments efficacement peut être directement minée par la présence d'une maladie. En plus des effets physiologiques, du point de vue de l'économie familiale, la présence d'une maladie peut avoir une influence négative directe sur l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires, y compris: 1) le détournement des ressources financières vers les soins de santé, 2) la perte de main d'œuvre productive au sein du ménage, que ce soit la personne malade ou celles qui la soignent et 3) l'éventualité d'une exclusion sociale ou d'une marginalisation. Un certain nombre d'études ont démontré les liens étroits entre le VIH/Sida et la sécurité alimentaire (Drimrie 2002, Drinkwater 2003, Haan *et al.* 2003, UNAIDS 1999, FAO 1995). L'intégration de la maladie dans l'IPC n'est pas seulement liée au rapport de celle-ci avec l'alimentation ou la sécurité alimentaire mais elle constitue également un problème en soi pouvant conduire une population à connaître une situation d'urgence, une épidémie majeure par exemple, avec ou sans problèmes de sécurité alimentaire.

- **Références/Sources:** alors que les liens qui unissent la maladie à la sécurité alimentaire garantissent clairement son intégration dans l'IPC, l'identification de seuils de prévalence dépendra du type de maladie en question (par exemple, le VIH/Sida, le choléra, la rougeole, la dysenterie, etc.). Ceci dit, les épidémiologistes établissent des distinctions générales entre les maladies endémiques, épidémiques et pandémiques et fournissent ainsi des points de repère généraux pour l'IPC. Lorsqu'il existe un nombre assez constant de personnes tombant malades tout le temps et lorsqu'il existe un équilibre entre la triade agent-hôte-environnement, la maladie est déclarée endémique. Lorsque la balance penche en faveur de l'agent et qu'il y a un accroissement rapide des cas, la maladie est appelée épidémie (Nordberg 1999). Une maladie devient pandémique lorsqu'elle s'étend sur une vaste zone géographique ou qu'elle touche une large portion de la population.

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC intègre les notions d'épidémie et de pandémie aux phases 3, 4 et 5. L'IPC utilise les termes généraux d'épidémie et de pandémie afin d'établir une distinction entre les niveaux de sévérité relatifs pour les populations. Il s'agit seulement de termes généraux dont la signification doit être interprétée selon le type de maladie en question et ses implications pour l'analyse humanitaire et de sécurité alimentaire. Les maladies particulières exigent des seuils d'amplitude et de sévérité spécifiques afin de guider le travail des analystes.

Tableau 6: Résultats de référence de l'IPC - Maladie

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Maladie		Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire	Poussée épidémique: en hausse	Poussée pandémique	Poussée pandémique

- **Limites:** étant donné l'accent mis par l'IPC sur l'analyse humanitaire et de sécurité alimentaire, la maladie est analysée selon ses impacts sur ces mêmes questions. Ceci dit, chaque maladie particulière présente divers niveaux «d'urgence» pouvant fortement varier. Par exemple, même quelques nouveaux cas de polio pourraient être considérés comme une urgence du point de vue de la santé publique bien qu'il soit peu probable qu'ils aient des effets importants sur la sécurité alimentaire. Dès lors, l'IPC ne remplace pas du tout les analyses détaillées des conséquences d'une maladie particulière sur la santé publique.

- **Méthodes potentielles:** les maladies particulières exigeront des méthodes spécifiques de collecte de données et d'analyse. Les sources potentielles comprennent les systèmes de contrôle spécifiques et ordinaires, les enquêtes sanitaires, les données sanitaires cliniques et l'observation des experts.

L'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires

- **Importance:** l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires, même s'ils ne mesurent pas directement la condition humaine comme les indicateurs anthropométriques, sont directement liés aux effets sur la santé humaine. L'utilisation de l'accès aux aliments et des approvisionnements alimentaires comme critères est compatible avec la «théorie des droits» de Sen (1981). Cependant, comme le font remarquer Webb *et al.* (2006), une mesure réelle de l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires de la part des ménages est très difficile à réaliser. L'accès et la disponibilité ne sont pas perçus comme des caractéristiques de référence; la question est de savoir si oui ou non (et après quelles concessions) l'apport énergétique minimal est atteint. Ceci dit, il est crucial de savoir si les lacunes sont dues à un problème d'accès ou de disponibilité pour comprendre la nature d'une crise et dresser les objectifs. Cette analyse devrait être intégrée aux grilles d'analyse de l'IPC (voir section 5. Outils d'appui de l'IPC).

- **Références/Sources:** une consommation individuelle de 2 100 kcal par personne par jour est un niveau de référence commun pour définir un accès et une disponibilité adéquats des aliments (SPHERE 2004). Il convient de remarquer que pour les populations se trouvant dans l'incapacité d'atteindre ce seuil général, les causes pourraient provenir soit de l'accessibilité soit de la disponibilité, ce qui ne manquera pas d'être souligné dans l'analyse puisque l'IPC exige une analyse des stratégies relatives aux moyens d'existence, des avoirs et des causes immédiates et sous-jacentes. Cette caractéristique de référence se fonde sur des normes mondialement acceptées ainsi que sur les initiatives en cours sur les profils de pauvreté (Lanjouw 1989) et les «écarts de dépenses» et les «écarts alimentaires», comme c'est le cas dans l'Analyse de l'économie des ménages (FSAU 2006).

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC intègre l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires dans toutes ses phases et identifie des seuils de référence spécifiques. Si le chiffre de 2 100 kcal est utilisé comme référence, d'autres distinctions importantes sont intégrées à la classification de l'IPC comme la stabilité ou la question de savoir si les ménages doivent, ou ne doivent pas, épuiser des avoirs pour atteindre ces 2 100 kcal.

- **Limites:** faire trop de place aux niveaux de consommation en kcal peut conduire à négliger la qualité nutritionnelle des aliments. Ce problème est partiellement résolu par l'examen de la diversité alimentaire, également inclus dans l'IPC. Le seuil de référence de 2 100 kcal est un chiffre général qui ne représente pas les besoins spécifiques des différents groupes d'âge, sexes et niveaux d'activité. En effet, certains analystes suggèrent que le seuil de référence de 2 100 kcal est erroné et ne peut être généralisé à des situations et des groupes de population divers. L'accent devrait plutôt être mis sur la comparaison entre l'apport énergétique normal/typique d'un groupe de population et l'apport énergétique en temps difficiles. Comme pour d'autres indicateurs de l'IPC, le seuil absolu ne constitue qu'un simple point de repère et les conclusions portant sur les niveaux de phase doivent faire l'objet d'un recoupement avec d'autres effets de référence.

Tableau 7: Résultats de référence de l'IPC - Accès à l'alimentation/Approvisionnements

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Accès à l'alimentation/ Approvisionnements		Généralement adéquat, stable (2 100 kcal par personne/jour)	Presque adéquat, instable (2 100 kcal par personne/ jour)	Absence de garanties (2 100 Kcal par personne/jour); obtenues par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence	Grave insuffisance des garanties, Incapacité de satisfaire les besoins minimums	Insuffisance extrême des garanties; approvisionnements très inférieurs à 2 100 kcal par personne/jour

- **Méthodes potentielles:** l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires sont habituellement analysés pour divers groupes de population tels que des groupes établis en fonction des revenus, des groupes sociaux, des groupes de moyens d'existence, etc., par opposition aux individus. Étant donné que l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires sont le produit de l'interaction complexe de variables multiples, il est préférable de les étudier en adoptant une approche holistique qui implique l'examen des sources d'alimentation, des sources de revenus, des modes de dépense et des stratégies de survie, le tout au niveau d'un système de moyens d'existence particulier. L'Approche de l'économie des ménages (AEM) (SCF-UK 2000) relève de ce type de méthode. Les enquêtes sur les ménages et les analyses intégrées des macro-indicateurs sont également utilisées comme alternative. Swindale et Bilinsky (2006) ont récemment mis au point une méthode fondée sur des indicateurs qualitatifs de pression alimentaire sur les ménages pour observer l'accès aux aliments. Cette méthode est appelée Mesure d'évaluation de la sécurité alimentaire des foyers (HFIAS). Parmi les preuves indirectes peuvent figurer les volumes de ventes au détail pour les marchés locaux, les prix des denréees sur le marché, la production agricole, les importations et bien d'autres facteurs pouvant inciter sur le pouvoir d'achat, l'accès social et/ou les disponibilités alimentaires de base (voir FAO/SICIAV 2002 pour une liste plus complète des indicateurs liés à l'accès aux aliments et les approvisionnements alimentaires).

La diversité alimentaire

- **Importance:** Swindale et Bilinsky (2005), de l'Assistance technique pour l'alimentation et la nutrition (FANTA), observent que «la diversité alimentaire - le nombre de groupes d'aliments différents consommés sur une période de référence donnée - est un indicateur approché intéressant pour les raisons suivantes.
  - Une alimentation plus diversifiée est un résultat important à tous points de vue.
  - Une alimentation plus diversifiée est associée à un certain nombre d'effets plus positifs dans des domaines tels que le poids à la naissance, l'état anthropométrique des enfants et de meilleurs taux d'hémoglobine.
  - Une alimentation plus diversifiée est fortement liée à des facteurs tels qu'un niveau adéquat en énergie (kcal) et protéines, le pourcentage de protéines d'origine animale (protéines de haute qualité) et du revenu des ménages.

Une récente enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition menée au Darfour par le PAM a fait ressortir la valeur de la diversité alimentaire comme composante des analyses de sécurité alimentaire (PAM 2005).

- **Références/Sources:** Swindale et Bilinsky (2005) identifient douze groupes d'aliments principaux pour le calcul d'une échelle de la diversité alimentaire: les céréales, les racines et tubercules, les légumes, les fruits, la viande/volaille/abats, les oeufs, le poisson et les fruits de mer, les légumes secs/légumineuses/noix, le lait et les produits laitiers, les huiles/graisses, le sucre/miel et les produits divers. Une recherche menée par la FSAU indique que la présence de trois groupes d'aliments ou moins dans le régime alimentaire est l'expression d'une situation critique (FSAU 2005).

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC établit des distinctions générales de la diversité alimentaire pour les phases 2 et 3, respectivement de déficits de diversité alimentaire chroniques et aigus. Pour la phase 4, on utilise un seuil de référence numérique régulièrement inférieur à 2-3 groupes alimentaires.

- **Limites:** les mesures de diversité alimentaire n'incluent habituellement pas les quantités consommées. Il peut également y avoir, au fil du temps, des fluctuations importantes de la consommation de certains groupes alimentaires ce qui rend plus difficile l'extrapolation des données de l'enquête à des conclusions plus générales sur la situation de la sécurité alimentaire.

Tableau 8: Résultats de référence de l'IPC - Diversité du régime alimentaire

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Malnutrition aiguë Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Diversité du régime alimentaire		Régime alimentaire diversifié, de qualité et quantité constantes	Diversité insuffisante et chronique du régime alimentaire	Diversité très insuffisante du régime alimentaire	Consommation régulière de 2-3 grands groupes d'aliments ou moins	Caractéristique non définitoire

- **Méthodes potentielles:** la diversité alimentaire peut être calculée au moyen d'enquêtes nutritionelles et estimée par des groupes de discussion, des entretiens avec les ménages et des entretiens avec les commerçants.

L'accès à l'eau et l'approvisionnement

- **Importance:** «L'eau est essentielle à la vie, à la santé, à la dignité humaine…Dans la plupart des cas, les principaux problèmes de santé sont causés par une hygiène insuffisante due au manque d'eau ou par la consommation d'eau contaminée» (Sphère 2004 p. 63). L'accès à l'eau et l'approvisionnement sont donc à la fois un indicateur direct (par des niveaux de survie de base) et un indicateur indirect (en affectant l'utilisation adéquate des aliments) de la sévérité de la phase.

- **Références/Sources:** le manuel de Sphère identifie les quantités d'eau nécessaires pour différents besoins de première nécessité: l'apport minimal en eau (2,5-3 litres par jour), les pratiques d'hygiène de base (2-6 litres par jour), les besoins de base pour la cuisine (3-6 litres par jour) et un besoin en eau total combiné (7,5-15 litres par jour). Ces valeurs dépendent d'un certain nombre de facteurs locaux comme le climat, la physiologie individuelle et les normes socioculturelles.

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC intègre l'accès à l'eau et l'approvisionnement dans toutes ses phases et identifie des seuils de référence spécifiques. L'IPC suit généralement les lignes directrices de Sphère pour les besoins de base et apporte quelques modifications à ces niveaux pour qu'ils correspondent aux classifications de la phase. La stabilité des approvisionnements en eau constitue un critère crucial supplémentaire.

- **Limites:** les besoins de base en eau repris dans l'IPC ne concernent que l'usage humain. Dans les sociétés pastorales en particulier, les besoins en eau du bétail augmenteraient de façon significative ces quantités et ils doivent être pris en considération pour les interventions. En outre, l'accès à l'eau et l'approvisionnement ne tiennent pas compte d'autres facteurs tels que le temps nécessaire et les distances à parcourir pour extraire l'eau. (Pour d'autres indicateurs clés de l'approvisionnement adéquat en eau, voir Sphère 2004 p. 63).

Tableau 9; Résultats de référence de l'IPC - Accès à l'eau/Approvisionnements

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Accès à l'eau / Approvisionnements		Généralement adéquat, stable (>15 litres par personne/jour)	Presque adéquat, instable (>15 litres par personne/jour)	7.5 - 15 litres par personne/jour); satisfaction des besoins minimums obtenue par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence	<7.5 litres par personne/jour (uniquement pour consommation humaine)	< 4 litres par personne/jour

- **Méthodes potentielles:** puisque les sources d'eau sont moins nombreuses et plus simples que les sources d'aliments, il est relativement plus facile d'estimer les quantités utilisées soit par des ménages individuels (par des enquêtes ou des entretiens et groupes de discussion) soit par des communautés qui partagent toutes la même source d'eau (par exemple, les trous de forage, le transport d'eau par camion et les barrages) en estimant les quantités disponibles de la source par rapport au nombre de personnes composant la communauté. Cependant, cette méthode doit tenir compte du pouvoir d'achat.

Le dénuement et le déplacement

- **Importance:** bien qu'ils ne soient pas synonymes, le dénuement et le déplacement sont fortement liés à l'insécurité alimentaire grave, à la fois comme conséquence et comme cause. Lorsqu'elles doivent faire face à des pénuries alimentaires extrêmes, les familles sont susceptibles de migrer ou de vendre tous leurs avoirs et deviennent dès lors des familles démunies. Aussi, les personnes déplacées par la force, que ce soit à cause d'un conflit ou de menaces naturelles graves comme des inondations ou un tremblement de terre, perdent habituellement l'accès à leurs sources normales d'alimentation.

- **Références/Sources:** le dénuement est un état de pauvreté extrême résultant d'une recherche de moyens d'existence non durables. Cela signifie qu'une série de chocs et/ou de tendances ou de processus négatifs quant aux moyens de subsistance érode les avoirs de base de ménages déjà pauvres et vulnérables jusqu'à ce qu'ils ne soient plus capables de subvenir à leurs besoins élémentaires, qu'ils manquent d'accès aux avoirs de production clés nécessaires pour sortir de la pauvreté et qu'ils deviennent dépendants de financements publics et/ou privés (Devereux 2003, p.11). On parle de déplacement lorsque «des personnes ou des groupes de personnes ont été obligés ou forcés de fuir ou de quitter leur maison ou leur endroit de résidence habituel, en particulier comme conséquence, ou afin d'éviter les effets, d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme et de catastrophes naturelles ou humaines…» (UNHCR 2005). (Voir également Dasgupta 1993).

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC intègre le dénuement/le déplacement dans les phases 3, 4 et 5. Alors que cette variable est difficilement quantifiable, vu la grande variété de situations, l'IPC établit des distinctions qualitatives utiles entre: «émergeant et diffus» (qui comprend les étapes de départ et un modèle spatial incluant toujours l'intégration avec d'autres membres de la société), «concentré et en augmentation» (qui est l'étape à laquelle les populations convergent vers des localités particulières (par exemple, des camps et des villes) créant du même coup de nouveaux problèmes sanitaires, de protection et sociaux et limitant les options d'accès/disponibilité des aliments) et «à large échelle et concentré» (description qualitative dont l'interprétation dépendra du contexte local).

- **Limites:** on assiste la plupart du temps à un éclatement des familles qui migrent. Les femmes et les enfants tombent dans le dénuement et sont déplacés alors que les hommes partent à la recherche de nourriture, de travail et, dans le cas des éleveurs, de pâturages. L'attention portée sur les populations déplacées ne devrait pas négliger les personnes se trouvant dans la même situation mais qui ne sont pas visibles dans les camps.

Tableau 10: Résultats de référence de l'IPC - Dénuement / Déplacement

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Dénuement/ Déplacement		Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire	Phénomène naissant/diffus	Phénomène concentré/en hausse	Phénomène concentré à grande échelle,

- **Méthodes potentielles:** les enquêtes sur les ménages, enquêtes auprès d'informateurs clés, les registres de camp, les enquêtes par photographies aériennes ainsi que d'autres systèmes de surveillance peuvent contribuer à l'analyse du dénuement et du déplacement.

La sécurité civile

- **Importance:** tout comme pour le dénuement et le déplacement, l'insécurité civile peut être à la fois la cause et l'effet de l'insécurité alimentaire. Lorsque les ressources se font rares, certaines populations peuvent avoir recours à la violence pour assurer un accès adéquat. Les conséquences de l'insécurité civile se font directement ressentir à travers la destruction ou les rafles des disponibilités alimentaires, la destruction des filières commerciales, les pertes en vies humaines et les infirmités.

- **Références/Sources:** Samarasinghe *et al.* (1999) élaborent une typologie des conflits incluant le niveau de violence et la nature du conflit (par exemple, la guerre civile, l'insurrection, le conflit social de longue durée, la guerre révolutionnaire et la guerre de succession). Le niveau de violence est divisé en deux types: 1) le conflit de haute intensité (violence caractérisée par des taux de létalité supérieurs à 1 000/an ou un déplacement considérable de la population supérieur à 5 pour cent, voire les deux à la fois) et 2) le conflit de faible intensité (violence caractérisée par des taux de létalité inférieurs à 1 000/an (mais supérieurs à 100) et un déplacement de la population inférieur à 5 pour cent. Si l'un de ces seuils est dépassé, il s'agit d'un conflit de haute intensité). Kummenacher et Schmeidl (2001) décrivent les détails du système de surveillance des conflits de la Fondation suisse pour la paix. Voir également FSAU (2006)

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC intègre directement la typologie proposée par Samarasinghe et y apporte quelques nouveaux éléments, y compris: 1) les tensions instables et perturbatrices pour décrire la phase 2 et 2) la distinction entre les conflits limités et les conflits étendus, les premiers étant associés à une zone relativement petite et à un groupe social particulier et les derniers à une zone géographique vaste et changeante et à de multiples groupes sociaux.

- **Limites:** bien que les conflits aient un rapport direct avec les effets négatifs sur la sécurité alimentaire, il est également important de reconnaître que, la plupart du temps, certains groupes en tirent profit, aussi inacceptable que cela puisse paraître.

Tableau 11: Résultats de référence de l'IPC - Sécurité civile

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Sécurité civile		Paix prévalente et structurelle	Instable, tension perturbatrice	Conflit à portée limitée et de faible intensité	Conflit généralisé et de forte intensité	Conflit généralisé et de forte intensité

- **Méthodes potentielles:** pour autant que les conflits soient définis en termes de taux de létalité et de déplacements de population, les informations peuvent être tirées d'enquêtes de mortalité, enquêtes auprès d'informateurs clés, de statistiques officielles ou d'examens de sites funéraires. Les systèmes de surveillance des conflits sur le terrain, les sondages et les descriptions formulées par des déclarants cruciaux peuvent aussi être utilisés.

Les stratégies de survie

- **Importance:** les stratégies de survie sont les comportements adoptés par les individus, les ménages ou les communautés face à une situation de détresse. La capacité de survivre à un choc est directement liée à la capacité d'un individu, d'un ménage ou d'une communauté à résister aux effets d'une menace ou d'un choc. Les niveaux de survie constituent à la fois un indicateur observable de sévérité et un résultat puisque certains types de survie impliquent la perte d'avoirs relatifs aux moyens d'existence.

- **Références/Sources:** bien que les stratégies de survie varient fortement et aient diverses implications, MSF Hollande identifie trois niveaux principaux: 1) les stratégies d'assurance (affrontement réversible, préservation des avoirs de production, réduction des rations alimentaires, etc.), 2) les stratégies de crise (affrontement irréversible, menace sur les moyens d'existence futurs, vente des avoirs de production, etc.) et 3) les stratégies de détresse (pas de survie, inanition et mort et disparition des mécanismes de survie) (MSF 2005). L'Indice de stratégie de survie (CSI), élaboré par CARE et le PAM, constitue une approche visant à quantifier les niveaux de survie. «Le CSI mesure le comportement: ce que les gens font lorsqu'ils n'ont plus accès à suffisamment de nourriture. Il existe un certain nombre de réponses comportementales assez régulières à l'insécurité alimentaire - des stratégies de survie en bref - auxquelles les individus ont recours pour gérer la pénurie alimentaire du ménage. Ces stratégies de survie sont faciles à observer. Il est plus rapide, plus simple et moins onéreux de rassembler des informations sur les stratégies de survie que sur les véritables niveaux de consommation alimentaire des ménages» (Maxwell *et al.* 2003).

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC incorpore directement la typologie de MSF relative aux stratégies de survie dans les phases 2, 3 et 4. Le CSI est aussi incorporé mais il faut noter que les seuils absolus ne sont pas interprétables avec le CSI. L'accent est plutôt placé sur les changements longitudinaux à partir d'un chiffre de référence (FSAU 2006).

- **Limites:** puisque le CSI est appliqué le plus rigoureusement lorsqu'il est analysé en comparaison avec des chiffres de référence, il est nécessaire de réaliser une évaluation rapide de CSI à plusieurs reprises au cours d'une crise. De plus, puisque les stratégies de survie sont habituellement influencées par les systèmes de moyens d'existence, on obtient plus de rigueur en développant un CSI spécifique pour les principaux types de moyens d'existence (FSAU 2006). Cependant, puisque le CSI est contextuel et est mieux comparé à lui-même (données de base), la comparabilité dans l'espace est limitée. L'ampleur des changements dans les données de base constitue néanmoins un indicateur de sécurité alimentaire efficace.

Tableau 12: Résultats de référence de l'IPC - Stratégies de survie

Résultats de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Stratégies de survie		Caractéristique non définitoire	Stratégies d'assurance	Stratégies de crise; Indice de stratégie de survie (CSI) > à la référence en hausse	Stratégies de détresse; Indice CSI nettement > à la référence	Caractéristique non définitoire

- **Méthodes potentielles:** le CSI est généralement une rapide enquête auprès des ménages menée indépendamment ou faisant partie d'une enquête plus vaste telle qu'une enquête sur la nutrition.

Les évènements adverses

- **Importance:** Downing *et al.* (2001) définissent le danger comme étant un événement menaçant, ou la probabilité qu'un phénomène potentiellement préjudiciable survienne, sur un laps de temps et une zone donnés. Cette question fait l'objet d'une discussion dans la section 4.4 de ce document. Tout comme la vulnérabilité, l'exposition aux évènements adverses et effets de ceux-ci entraînent un risque d'effets négatifs.

- **Références/Sources:** la menace persistante ou l'apparition d'évènements adverses peut mener à des perturbations successives dans les systèmes ce qui rend difficile la reprise ou l'obtention d'une sécurité alimentaire durable. Les évènements adverses prennent des formes très diverses (naturelles: ouragans, inondations, sécheresse, tremblements de terre, cyclones, tsunamis, etc.; et socioéconomiques: fluctuations du marché ou commerciales, changements politiques, conflits, etc.).

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** en tant que caractéristiques de référence de la classification de la phase, les évènements adverses sont importants car ils permettent d'établir des distinctions entre la **sécurité alimentaire générale** et l'**insécurité alimentaire chronique**. Il convient de noter que les évènements adverses sont aussi utilisés comme caractéristiques de référence cruciales des niveaux d'alerte précoce, décrits dans la section 4.4. Étant donné les nombreux types d'évènements adverses et leurs multiples effets potentiels, l'IPC utilise une description générale comme repère pour l'utilisation des évènements adverses pour différentier les phases et fait la distinction entre *une faible probabilité d'évènements adverses et une faible vulnérabilité* et *des évènements adverses récurrents et une haute vulnérabilité*.

- ***Limites:*** un des défis de l'analyse du danger consiste à ne pas simplement établir un rapport sur l'événement mais d'analyser l'impact de cet événement sur base des vulnérabilités d'un système de moyens d'existence particulier. En outre, même pour une zone géographique déterminée, un danger donné aura probablement des effets divers sur différents groupes sociaux.

Tableau 13: Résultats de référence de l'IPC - Évènements adverses

Résultat typique de référence	Phase	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Évènements adverses		Probabilité et/ou vulnérabilité faibles à modérées	Récurrents, assortis d'une forte vulnérabilité	Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire

- **Méthodes potentielles:** chaque danger spécifique à sa propre méthode d'analyse. Cependant, en général, l'analyse historique de fréquence et des effets s'avère utile. Les évènements adverses peuvent également être modélisés au moyen d'analyses spatiales des SIG (Système d'information géographique), d'analyses statistiques et d'autres méthodes.

Les conditions structurelles

- **Importance: l**es causes structurelles de l'insécurité alimentaire, analogues aux causes sous-jacentes, sont souvent négligées en matière d'analyse et d'intervention. Les causes structurelles de l'insécurité alimentaire (en ce qui concerne tous les effets de référence) font référence à des changements qui exigent une stratégie basée sur le long terme et à des changements/développements de structures de gouvernance, d'infrastructure, de politiques commerciales, de réglementations, de dégradation de l'environnement, etc.) ainsi qu'à des questions structurelles sociales telles que les inégalités (de sexe et ethniques par exemple) la citoyenneté, le changement démographique, l'autonomisation politique et autres. Les situations humanitaires négligent souvent les questions structurelles à cause de l'importance accordée à la sauvegarde des vies et à l'intervention immédiate. Ceci dit, dans l'intérêt de la promotion d'une sécurité alimentaire durable, ces questions ne peuvent être ignorées. Dans le continuum «secours-développement», alors que la sauvegarde des vies occupe une extrémité du spectre, la prise en compte des obstacles structurels au développement se situe à l'autre extrémité.

- **Références/Sources:** Michael Watts (1983) a clairement souligné la nature structurelle de l'insécurité alimentaire dans le cas du Nigeria. Stephen Devereux (2003) a également montré comment les questions structurelles continuent de miner la sécurité alimentaire en Éthiopie. Les causes structurelles sont à la base de chacun des effets repris sur la liste des effets de référence clés et, en tant que telles, l'inclusion des causes structurelles force l'analyse et l'intervention à adopter une approche plus holistique pour chaque secteur.

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** l'IPC incorpore les conditions structurelles en tant que caractéristique de référence clé pour la phase de situation d'insécurité alimentaire chronique, ce qui la distingue

de la phase de situation de sécurité alimentaire générale. Cependant, les questions structurelles sont présentes dans toutes les phases d'où le fait que la nécessité de la prise en compte des causes structurelles de sécurité alimentaire soit soulignée pour chaque phase dans le cadre stratégique d'intervention.

- **Limites:** même si l'IPC s'efforce d'être objectif et d'adopter une approche quantitative, il n'est pas facile de mesurer les questions structurelles et celles-ci varient fortement d'un endroit à l'autre.

- **Méthodes potentielles:** les méthodes pouvant être utilisées pour identifier les questions structurelles comprennent l'analyse faite à l'aide d'un «arbre à problèmes» et la révision des indicateurs cruciaux de l'Indice de développement humain ainsi que d'autres enquêtes socioéconomiques.

Tableau 14: Résultats de référence IPC - Structurels

Résultat de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine / Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Structurel		Caractéristique non définitoire	Entraves sous-jacentes prononcées	Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire	Caractéristique non définitoire

Les avoirs relatifs aux moyens d'existence

- **Importance:** comme il a été dit précédemment, la sauvegarde des vies est considéré par tous comme un objectif stratégique important mais limité pour la sécurité alimentaire et les interventions humanitaires. Il est aussi important de soutenir simultanément les moyens d'existence afin d'accroître la résilience et d'améliorer le bien-être général des populations. Il convient dont d'aborder la sécurité alimentaire par une approche holistique et durable et de diminuer la probabilité de dépendance face à l'aide. De ce fait, la sauvegarde des moyens d'existence constitue un objectif stratégique en soi.

- **Références/Sources:** les avoirs relatifs aux moyens d'existence tels que définis par l'Approche relative aux moyens d'existence durables (AMED) sont divisés en six capitaux étroitement liés: humain (par exemple, l'éducation, la santé, la maladie, etc.), financier (par exemple, l'épargne, l'accès au crédit, l'accès aux transferts de fonds, etc.), social (la coopération, le sexe, l'autonomisation, etc.), physique (par exemple, les infrastructures telles que les ponts, les routes, les télécommunications, etc.), politique (par exemple, la représentation, la bonne gouvernance, etc.) et naturel (par exemple, les terres parcourues, la fertilité du sol, les fonds de pêche, les terres boisées, etc.) (DFID 2001, Frankenberger 1992). Les avoirs relatifs aux moyens d'existence peuvent se manifester au niveau familial, communautaire et national (c'est-à-dire les biens et les services publics).

- **Explication des seuils de référence de l'IPC:** alors qu'il est nécessaire, pour une application globale de l'AMED, d'analyser minutieusement la façon dont les six capitaux interagissent entre eux, ou par le biais d'institutions, pour créer des conditions relatives aux moyens d'existence générales, l'IPC incorpore les six capitaux d'une manière simple qui met l'accent sur leur accès, leur taux d'épuisement, la possibilité qu'ils s'effondrent complètement et leur durabilité. Pour savoir si un changement par rapport à un avoir relatif aux moyens d'existence particulier peut déterminer la classification d'une phase, il est nécessaire de se pencher sur les taux d'utilisation et d'épuisement et de vérifier si cet avoir est d'importance vitale pour les moyens d'existence d'un groupe de population.

- **Limites:** le concept d'avoirs relatifs aux moyens d'existence comprend un nombre presque infini de variables et change spectaculairement selon les systèmes de moyens d'existence. Il peut s'avérer difficile de conduire une analyse minutieuse sur un seul avoir et l'analyse d'avoirs multiples en devient dès lors plus complexe encore. En outre, le statut quantitatif d'un avoir particulier dépendra du niveau d'information nécessaire pour cet avoir. Néanmoins, les avoirs relatifs aux moyens d'existence font partie intégrante de l'analyse de la sécurité alimentaire et même une analyse offrant une «vue d'ensemble» apporte d'importantes contributions.

Tableau 15: Résultats de référence IPC – Avoirs relatifs aux moyens d'existence

Résultat de référence	PHASE	Sécurité alimentaire générale	Insécurité alimentaire chronique	Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Famine/ Catastrophe humanitaire
		1	2	3	4	5
Avoirs relatifs aux moyens d'existence (5 principaux: humains, sociaux, financiers, naturels, physiques)		Utilisation généralement durable	Utilisation non durable accentuée	Épuisement critique et accéléré ou perte d'accès	Épuisement ou perte d'accès pratiquement total et irréversible	Perte totale effective; effondrement

- **Méthodes potentielles:** les avoirs relatifs aux moyens d'existence peuvent être étudiés à l'aide du cadre de l'AMED (DFID 2001, Maxwell 2003). Il existe également des méthodes spécifiques telles que les enquêtes auprès des ménage, les entretiens auprès des informateurs clés, les enquêtes socioéconomiques nationales, la cartographie des réseaux social et institutionnel, etc. (FSAU 2005). Une meilleure quantification du statut des avoirs relatifs aux moyens d'existence est un défi crucial pour le développement à venir de l'IPC.

4.3 Cadre stratégique d'intervention

Concepts

La valeur opérationnelle de l'IPC ne réside pas seulement dans sa capacité à déterminer les différents niveaux de sécurité alimentaire sur la base de critères de référence cohérents mais aussi dans sa capacité à lier explicitement cette classification à des interventions appropriées. Selon le niveau de la phase d'une zone donnée, le type d'intervention, la configuration et le niveau d'urgence seront différents. Dès lors, un **cadre stratégique d'intervention**, décrivant les composants cruciaux des interventions appropriées pour atténuer les situations de crise humanitaire et promouvoir la sécurité alimentaire, est associé à chaque phase. Le tableau suivant illustre des distinctions générales et des interventions stratégiques conseillées pour chaque phase.

Le cadre stratégique d'intervention est compatible avec l'Approche à deux volets (Pingali *et al.* 2005, Flores *et al.* 2005), la politique de la Communauté européenne de Liens entre le secours, la réhabilitation et le développement (LRRD) (CE 1996) et la notion de sauvegarde des vies et des moyens d'existence (Longley et Maxwell 2003, PAM 2005, PAM 2004, FAO 2003).

Il existe trois objectifs principaux:

(1) ***atténuer les effets négatifs immédiats***
(2) ***soutenir les moyens d'existence***
(3) ***traiter les causes sous-jacentes/structurelles***

Le cadre d'intervention traite à la fois des besoins immédiats et des interventions à moyen ou à long terme. Il incorpore dès lors aussi bien les interventions correspondant aux besoins élémentaires que les questions structurelles à long terme concernant la sécurité alimentaire et d'autres besoins sectoriels importants (tels que l'eau, la santé, le logement, l'assainissement, la protection, etc.). Alors que le cadre stratégique d'intervention n'y fait pas explicitement référence, les principes tels que l'équité, la durabilité, la justice et les droits de l'homme sont toutefois omniprésents.

L'analyse de la sécurité alimentaire s'encombre souvent d'analyses de la situation trop précises, ambiguës ou non comparables, alors que trop peu d'efforts analytiques sont consentis en faveur d'une compréhension minutieuse de la crise ou de l'exploration/hiérarchisation du large éventail d'interventions potentielles. Un des objectifs fondamentaux de l'IPC consiste à faciliter une analyse basique du type, de la sévérité et de l'ampleur d'une situation afin que l'attention analytique soit plus placée sur l'examen approfondi des opportunités et des contraintes spécifiques à la situation.

Pour toute situation de crise, il est nécessaire de réaliser une analyse minutieuse afin de déterminer quelles sont les interventions les plus appropriées au vu des circonstances uniques de la situation. L'IPC est un outil récapitulatif destiné à l'analyse de la situation et le cadre stratégique d'intervention entraîne l'étape suivante de l'analyse de l'intervention.

Spécifications

Le Cadre stratégique d'intervention comprend, pour chaque phase de l'IPC, trois objectifs principaux: *atténuer les effets négatifs immédiats, soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes et structurelles.*

Comme trois pales d'un avion à hélice, ces trois composants de l'intervention doivent être simultanément et entièrement pris en compte ou la promotion de la sécurité alimentaire durable sera vouée à l'échec (…tout comme l'avion s'écrasera si l'une des trois pales de l'hélice manque!). Les principes transversaux d'équité, de justice et de durabilité constituent quant à eux le moyeu de l'hélice.

À dessein, le cadre stratégique d'intervention ne constitue pas une norme du type particulier d'intervention nécessaire pour une situation donnée (cela devrait ressortir de l'étape d'analyse de l'intervention du continuum décrit dans la section 3.3). Il fournit plutôt simplement un cadre global qui assure l'identification des éléments de base d'une intervention holistique. Le tableau suivant identifie à la fois les points généraux sur lesquels le cadre stratégique d'intervention insiste pour chaque phase et un cadre global permettant d'atténuer les effets négatifs immédiats, de soutenir les moyens d'existence et de traiter les causes sous-jacentes et structurelles. De cette façon, le cadre stratégique d'intervention aide à guider, ou à entreprendre, une analyse plus approfondie des options d'intervention les plus appropriées pour une phase donnée.

Tableau 16: Cadre stratégique d'intervention IPC

Classification de la phase		Cadre stratégique d'intervention	
		Accentuation générale	**Objectifs:** *(1) atténuer les effets immédiats, (2) soutenir les moyens d'existence et (3) traiter les causes sous-jacentes)*
1	**Sécurité alimentaire générale**	Investissement dans les systèmes de production de moyens d'existence, le commerce et les systèmes de distribution; soutenir le développement ; traiter les questions d'équité et de durabilité	Appui stratégique aux groupes de population en situation d'insécurité alimentaire Investissement dans les systèmes de production alimentaire et économique Soutenir le développement des systèmes de moyens d'existence fondés sur des principes de durabilité, de justice et d'équité Prévenir l'apparition d'entraves structurelles à la sécurité alimentaire Plaidoyer
2	**Insécurité alimentaire chronique**	Mettre en place des filets de sécurité ; interventions en vue de réduire les risques ; soutenir les moyens d'existence ; traiter les entraves structurelles	Élaborer et mettre en œuvre des stratégies pour renforcer la stabilité, la sauvegarde et la résilience des systèmes de moyens d'existence, et réduire ainsi les risques Mettre en place des filets de sécurité alimentaire aux groupes à haut risque d'insécurité alimentaire Interventions pour une utilisation optimale et durable des avoirs relatifs aux moyens d'existence Mettre au point un plan de contingence Corriger les entraves structurelles à la sécurité alimentaire Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents Plaidoyer
3	**Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence**	Interventions urgentes pour accroître l'accès et les approvisionnements alimentaires à des normes minimales, et pour éviter la destruction des avoirs relatifs aux moyens d'existence.	Soutenir les moyens d'existence et protéger les groupes vulnérables Interventions stratégiques et complémentaires pour un accroissement immédiat de l'accès et des approvisionnements alimentaires, ET pour soutenir les moyens d'existence Mise en place sélective d'un soutien sectoriel complémentaire (par exemple, eau, logement, hygiène publique, santé, etc.) Interventions stratégiques au niveau national et des communautés pour créer, stabiliser, réhabiliter ou protéger les avoirs prioritaires relatifs aux moyens d'existence Élaborer ou mettre en œuvre un plan de contingence Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents Tirer parti de la crise pour corriger les causes structurelles sous-jacentes Plaidoyer
4	**Urgence humanitaire**	Interventions urgentes pour éviter la malnutrition grave, l'inanition et la perte irréversible des avoirs en améliorant l'accès et les approvisionnements alimentaires, et les autres besoins essentiels à des normes minimales.	Protection urgente des groupes vulnérables Amélioration urgente de l'accès aux aliments au travers d'interventions complémentaires Mise en place sélective d'un soutien sectoriel complémentaire (par exemple, eau, logement, hygiène publique, santé, etc.) Protection contre la perte complète des avoirs relatifs aux moyens d'existence et/ou soutien en faveur de l'accès à ces avoirs Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents Tirer parti de la crise pour corriger les causes structurelles sous-jacentes Plaidoyer
5	**Famine / Catastrophe humanitaire**	Protection très urgente des vies humaines par une assistance complète pour les besoins essentiels (par exemple nourriture, eau, logement, protection, …)	Protection très urgente des vies humaines et des groupes vulnérables Assistance complète pour les besoins essentiels (par exemple, eau, logement, hygiène publique, santé, etc.) Révisions immédiates juridiques et de politiques là où elles sont nécessaires Négociations avec divers intérêts économiques et politiques Tirer parti de la crise pour corriger les causes structurelles sous-jacentes Plaidoyer

4.4 Niveaux d'alerte précoce

Concepts

Un des principaux objectifs de l'IPC consiste à permettre une alerte précoce opportune et efficace. L'alerte précoce est fondamentalement liée à l'analyse des risques. Autant les termes risque, danger, vulnérabilité, capacité, stabilité, résistance et résilience sont des concepts cruciaux de l'analyse humanitaire et de la sécurité alimentaire, autant leur interprétation et utilisation varient (Dilley et Boudreau 2001). Se basant sur le développement conceptuel de ces termes dans la sous-discipline risque/évènements adverses de la géographie (White 1975, Turner *et al.* 2003), l'IPC rend ces concepts opérationnels et indique les implications spécifiques pour l'analyse de la sécurité alimentaire. En particulier, comme c'est le cas dans l'IPC, le terme risque fait explicitement référence au risque de passer d'une classification de la phase à une classification plus grave.

La formule suivante illustre une relation simplifiée entre le risque, le danger et la vulnérabilité:

Risque = (exposition aux évènements adverses) x (Vulnérabilité/Capacité)

Le risque de résultat négatif (c'est-à-dire de passer à une phase plus grave) s'établit en fonction de la sévérité d'un événement dangereux pour un système multipliée par la vulnérabilité du système face à cet événement dangereux divisée par la capacité de ce système de résister et de s'adapter à ce danger. Dès lors, le risque s'accroît à mesure que le danger devient plus grave, que la vulnérabilité est élevée et/ou que la capacité est faible. Inversement, le risque diminue à mesure que le danger est moins grave, que la vulnérabilité est faible et/ou que la capacité est élevée. La compréhension du risque passe par une analyse détaillée des trois composants —danger, vulnérabilité et capacité—enracinée dans une approche orientée vers les moyens d'existence.

Risque: Crichton (1999) définit le risque comme la probabilité d'une perte dépendant de trois éléments: le danger, la vulnérabilité et l'exposition. Downing *et al.* (2001) définissent le risque comme des pertes probables (pertes en vies, personnes blessées, propriétés endommagées et perturbations de l'activité économique) dues à un danger particulier pour une zone donnée et sur une période de référence. Dans l'IPC, le risque a des implications particulières comme le spécifie le «risque de passer à une phase particulière de l'IPC plus grave».

Danger: Downing *et al.* (2001) définissent le danger comme un événement menaçant, ou la probabilité d'apparition d'un phénomène potentiellement préjudiciable pour une période et une zone données. Le risque de résultat négatif s'accroît à mesure que la sévérité d'un danger augmente.

Vulnérabilité: Turner *et al.* (2003) remarquent que: «…la vulnérabilité ne s'inscrit pas seulement comme une exposition aux évènements adverses (perturbations et difficultés), elle réside également dans la sensibilité et la résilience du système sur lequel ces danger agissent.» (voir Annexe G pour des diagrammes détaillés illustrant cette relation). Brooks note que: «il est essentiel de souligner que nous ne pouvons parler de façon sensée que de la vulnérabilité d'un système spécifique face à un danger, ou un éventail d'évènements adverses, spécifique.» (Brooks 2003 p. 3). La vulnérabilité est étroitement liée à l'aptitude des personnes ou des systèmes à faire face à un choc (Chambers 1991), leur résistance (aptitude à supporter une choc), leur résilience (aptitude à reprendre un état similaire après s'être relevé d'un choc) et la stabilité du système. Le risque de résultat négatif s'accroît à mesure que la vulnérabilité augmente.

Capacité: la capacité est un concept que certaines organisations (le CICR par exemple) intègrent explicitement à l'analyse des risques afin d'attirer l'attention sur la capacité du système (capacités humaines, technologiques et institutionnelles) à faire face à un choc au moyen de mesures préventives, de mécanismes de survie, ou d'adaptations des stratégies de moyens d'existence. Le risque de résultat négatif diminue à mesure que la capacité augmente.

Composants d'un système d'alerte précoce efficace

Afin d'être efficaces pour la prise de décision, les systèmes d'alerte précoce doivent comprendre cinq dimensions principales: 1) la probabilité (quelles sont les chances que le problème apparaisse?), 2) la sévérité estimée (à quel point les choses peuvent-elles mal tourner?), 3) la justification (quelles sont les preuves disponibles pour étayer l'analyse de l'alerte précoce?), 4) l'intervention appropriée (quelle est l'intervention la plus prudente et la plus appropriée?) et 5) la planification dans le temps (quand le problème est-il susceptible de survenir?).

En tant qu'ensembles, les systèmes d'alerte précoces impliquent bien plus que simplement une classification claire comme c'est le cas pour l'IPC. Ils impliquent des réseaux institutionnels, l'identification d'indicateurs de priorité, des stratégies de communication, des questions de planification dans le temps, etc. Ces aspects et bien d'autres détails concernant les systèmes d'alerte précoce sont décrits dans le Déclenchement de l'alerte précoce du FEWS (Chopak 2000).

Spécifications

L'IPC combine les concepts de danger et de vulnérabilité pour formuler un jugement du risque spécifique quant à la probabilité de passer à une phase particulière plus grave. De cette façon, l'IPC apporte au risque un sens concret et donnant ouverture à l'intervention. Trois niveaux d'alerte précoce sont rendus opérationnels: l'alerte, le risque modéré et le risque élevé. Les principales dimensions sont précisées pour chacun de ces niveaux: la probabilité, la sévérité, les évènements adverses de référence et les vulnérabilités, les implications pour l'action et la planification dans le temps. Les niveaux d'alerte précoce s'appliquent à la classification de la phase existante pour une zone donnée.

Tableau 17: Niveaux d'alerte précoce de l'IPC

Niveaux d'alerte rapide	Probabilité (d'aggravation de la phase)	Gravité (d'une dégradation possible de la phase)	Description générale et Variations des indicateurs de processus	Conséquences sur l'action
Alerte	Encore indéfinie	Sans objet	Apparition ou menace d'un évènement adverse touchant les moyens d'existence, degré incertain de *Vulnérabilité* ou de *Capacité* ***Indicateurs de processus:*** Légères variations négatives	Surveillance rapprochée et analyse Révision des interventions de la Phase actuelle
Risque modéré	Probabilité élevée	Déterminée par la classification de la phase et indiquée par la couleur des rayures sur la carte	Apparition ou menace d'un évènement adverse touchant les moyens d'existence; degré modéré de *Vulnérabilité* ou de *Capacité* ***Indicateurs de processus:*** fortes variations négatives	Surveillance rapprochée et analyse Plans de contingence Intensification des interventions de la Phase actuelle
Risque élevé	Forte probabilité « plus que probable »		Apparition ou menace d'un évènement adverse annoncé touchant les moyens d'existence ; degré élevé de *Vulnérabilité* ou de *Capacité* ***Indicateurs de processus:*** variations négatives profondes et multiples	Interventions préventives, en priorité auprès des populations à risque élevé Plaidoyer

La **probabilité** diffère pour chaque niveau d'alerte précoce

- Pour l'***alerte***, la probabilité ne s'applique pas puisqu'il n'est pas encore clair ou certain que la dégradation de la situation survienne. Dans le cas de l'IPC, une zone est placée en situation d'**alerte** s'il existe des signaux indiquant des difficultés potentielles et/ou des faibles variations négatives dans les indicateurs de processus.
- Pour le ***risque modéré***, il existe une probabilité «élevée» au dessus du niveau de risque habituel/normal. Bien que chacun connaisse à tout moment un certain degré de risque en matière de sécurité alimentaire, pour les zones en situation de **risque modéré**, les conditions suggèrent qu'il existe un risque plus grand, ou plus élevé, que la normale et que ce risque est un signe inquiétant pouvant conduire la situation à se dégrader.
- Pour le ***risque élevé***, il existe une «forte probabilité», ou «plus probable qu'improbable», que le niveau de sévérité prévu soit atteint.

Le niveau de **sévérité** pour chaque niveau d'alerte précoce dépend de l'analyse intégrée des évènements adverses potentiels et de la vulnérabilité. Selon que les perspectives d'avenir soient plus ou moins mauvaises, les prédictions de sévérité de l'alerte précoce peuvent comprendre les phases 3, 4 ou 5. (Le niveau de sévérité est représenté par la couleur des lignes diagonales dessinées sur la carte - voir les protocoles cartographiques).

Chaque niveau d'alerte précoce comprend une **Description générale et une variation dans les indicateurs de processus** qui fournissent des repères pour la justification d'une déclaration d'alerte précoce. Cependant, il est important de remarquer que l'analyse du risque de l'impact des évènements adverses et des indicateurs de processus exige une compréhension du système de moyens d'existence pour une zone donnée, ce qui permet l'analyse de la vulnérabilité. Selon la situation (type de danger et de système de moyens d'existence), les indicateurs de processus adéquats seront différents. Ils peuvent comprendre toutes les variables susceptibles d'affecter le pouvoir d'achat, l'accès social, l'approvisionnement en aliments de base ou d'autres besoins humanitaires élémentaires. Parmi celles-ci, par exemple, on trouve: les prix des denrées sur le marché, la production agricole, l'état du bétail, les tendances politiques, etc. Voir FAO/SICIAV (2002) et Riely *et al.* (1999) pour une liste exhaustive des indicateurs. En ce qui concerne les indicateurs de processus, une différence cruciale entre le risque modéré et le risque élevé réside dans le fait que, tandis que dans le premier cas on assiste à "de vastes variations négatives par rapport à la normale", le risque élevé incorpore la notion de "vastes variations négatives combinées", ce qui signifie que divers indicateurs se dégradent simultanément et rendent mutuellement la situation plus critique.

Chaque niveau d'alerte précoce est associé à des i**mplications pour l'action** générales. Une analyse et une surveillance approfondies sont nécessaires à chaque niveau. Les niveaux de risque modéré et de risque élevé incluent aussi la mise en place de plans d'urgence, la promotion, l'accroissement des interventions nécessaires pour la phase donnée et la

nécessité d'interventions préventives. La différence principale des implications pour l'action entre les niveaux de risque modéré et risque élevé concerne l'urgence accrue et les impératifs pour les populations en situation de risque élevé.

Finalement, la planification dans le temps d'une alerte précoce prévue devrait être explicite. Celle-ci dépendra de la situation particulière et devrait inclure à la fois la période de départ et la période finale anticipée du risque en question. Dans certains cas, elle se basera sur le cycle des saisons mais pas toujours (par exemple, des tensions civiles, des perturbations du marché et du commerce mondiaux, etc.). Ces informations sont récapitulées dans les protocoles cartographiques complémentaires.

5. OUTILS D'APPUI DE L'IPC

Afin d'accroître la rigueur et l'efficacité de la communication de l'IPC, la FSAU a mis au point un ensemble d'outils complémentaires et d'appui. Ceux-ci comprennent:

A Les grilles d'analyse—un outil permettant d'organiser les preuves dans le but de soutenir le jugement de la classification de la phase de manière logique, transparente et accessible

B Les protocoles cartographiques—des conventions cartographiques standardisées apportant des informations essentielles à l'analyse de la situation

C Les tableaux démographiques—une approche et un modèle standardisés permettant d'identifier le nombre de personnes faisant face à une situation de crise par limites administratives et systèmes de moyens d'existence

5.1 Grilles d'analyse

Concepts

Étant donné les conséquences profondes sur un vaste nombre de personnes (parfois des millions) et les multiples acteurs impliqués dans l'action humanitaire et de la sécurité alimentaire, quels que soient la méthode employée et le niveau de complexité de l'analyse, les résultats finaux devraient être intelligibles et ouverts à la critique. Si l'on souhaite atteindre les objectifs généraux de responsabilité et de transparence, il est crucial d'élaborer une grille simple qui organise les preuves soutenant les conclusions et les informations nécessaires à la définition d'une intervention efficace.

Cette **approche fondée sur la preuve** permet aux analystes, aux pairs et aux décideurs d'évaluer les conclusions de façon critique. Elle ouvre le processus analytique à la critique éclairée et soumet les résultats à un processus quasi judiciaire (c'est-à-dire un tribunal) dans lequel la «charge de la preuve» incombe aux analystes.

Les **grilles d'analyse** sont conçues pour accroître la transparence et facilitent grandement l'accès aux données cruciales et la rédaction d'un rapport. Elles sont au service de trois objectifs principaux:

(1) servir de repères pour une analyse rigoureuse et fondée sur la preuve
(2) favoriser la transparence en documentant les informations cruciales pour la facilité d'accès et l'archivage historique
(3) simplifier la rédaction de rapports et la création de présentations en fournissant les informations fondamentales de manière cohérente et logique

Spécifications

Les grilles d'analyse comportent trois parties:

1) la formulation de la classification de la phase,
2) les informations cruciales pour atténuer les effets immédiats et
3) les informations cruciales pour soutenir les systèmes de moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes.

1) La formulation de la classification de la phase: cette partie sert de guide pour définir: 1) la zone touchée, 2) la classification de cette phase particulière, (3) quels sont les effets de référence clés applicables (à partir du tableau de référence de l'IPC), 4) les preuves directes étayant la classification et 5) les preuves indirectes étayant la classification. Les preuves sont tirées d'une pléthore de sources en fonction de la situation. Puisque les preuves ont des degrés de confiance variables, chaque élément de preuve est associé à un score de confiance de 1, 2 ou 3 suivant que cette preuve est très fiable, plutôt fiable ou non confirmée. Ces scores sont pris en considération lors de l'évaluation de la confiance générale de l'analyse.

Tableau 18: Grille d'analyse IPC - Première partie: preuves directes et induites pour classification de la phase et alerte précoce

Part 1: Zone touchée, classification de la phase et preuves pour étayer la classification de la phase et niveaux d'alerte précoce					
Zone touchée (Région, district et zone de moyens d'existence))	**Résultats de référence applicables** (Tels que définis par le tableau de référence IPC)	**Preuves directes** • Preuves directes de résultat pour étayer la classification de la phase • Source de preuve • Taux de fiabilité des preuves (1=très fiables, 2=assez fiables, 3=non confirmées) • Indiquez 'Non applicable' si le résultat ne s'applique pas à la situation • Indiquez 'non disponible' s'il n'y a pas de preuves directes fiables • Identifiez la classification de la phase pour chaque élément de preuve (GFS, CFI, AFLC, HE, F/HC)	**Preuves indirectes (ex. indicateurs de processus ou par défaut)** • Preuves indirectes pour étayer Classification de la phase • Source de preuve • Taux de fiabilité des preuves (1=très fiables, 2=assez fiables, 3=non confirmées)	**Phase Classification** (Cochez la case adéquate)	**Alerte précoce** (Cochez les cases adéquates)
	Taux brut de mortalité	• •	• •	• Sécurité alimentaire générale • Insécurité alimentaire chronique • Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence • Urgence humanitaire • Famine • • • • • • • • • • • •	• Pas d'alerte précoce • Alerte • Risque modéré ○ ACFL ○ HE ○ Famine/HC • Risque élevé ○ ACFL ○ HE ○ Famine/HC • • • • • • • • • •
	Malnutrition aiguë	• •	• •		
	Maladie	• •	• •		
	Accès aux aliments et approvisionnements alimentaires	• • • • •	• *Sources de revenus:* • *Pouvoir d'achat:* • *Sources d'alimentation:* • *Dépenses:* • *Lignes d'approvisionnement:* • *Accès social:* • *Autres:*		
	Diversité alimentaire	• •	• •		
	Accès à l'eau et approvisionnements en eau	• •	• •		
	Misère/ Déplacement	• •	• •		
	Sécurité civile	• •	• •		
	Affrontement	•	•		
	Questions structurelles	•	•		
	Événements adverses	•	•		
	Avoirs relatifs aux moyens d'existence (5 principaux)	• •	• •		

2) Les informations cruciales pour atténuer les effets immédiats: cette partie sert de guide pour définir: 1) les évènements adverses immédiats pour chaque zone touchée, 2) les effets sur les stratégies de moyens d'existence, 3) la nature de l'insécurité alimentaire en termes d'accès, de disponibilité ou d'utilisation, 4) les caractéristiques et le pourcentage de la population en phase 3, 4 ou 5, 5) la tendance estimée, 6) les facteurs de risque à surveiller et 7) les possibilités d'intervention.

Tableau 19: Grille d'analyse IPC - Partie 2: Analyse des effets sur les stratégies relatives aux moyens d'existence visant à atténuer les résultats immédiats

Partie 2: Effets adverses immédiats, problèmes directs de sécurité alimentaire, effets sur les stratégies relatives aux moyens d'existence, risques à surveiller et possibilités de réponse								
ANALYSE							**ACTION**	
Zone touchée **(Région, district et zone de moyens d'existence)**	**Classification de la phase** **(Cochez la case adéquate)**	**Effets adverses immédiats** **(Forces motrices)**	**Problème direct de sécurité alimentaire** **(Accès, approvisionnements et/ou utilisation)**	**Effet sur les stratégies relatives aux moyens d'existence** **(États récapitulatifs)**	**Population touchée** **(Caractéristiques & pourcentage de la population)**	**Tendance projetée** **(Amélioration, aucun changement, incertaine, aggravation)**	**Facteurs de risque à surveiller**	**Possibilités de réponse** **(Réponse immédiate pour améliorer l'accès à l'alimentation et soutenir d'autres besoins immédiats, comme la santé, le logement, etc.)**
	• Sécurité alimentaire générale • Insécurité alimentaire chronique • Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence • Urgence humanitaire • Famine							

3) Les informations cruciales pour soutenir les systèmes de moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes: cette partie sert de guide pour définir: 1) les causes sous-jacentes pour chaque zone affectée, 2) les effets sur les capitaux/avoirs relatifs aux moyens d'existence, 3) la tendance estimée pour chaque avoir relatif aux moyens d'existence, 4) les facteurs de risque à surveiller et 5) les possibilités de soutenir les moyens d'existence et de traiter les causes sous-jacentes.

Tableau 20: Grille d'analyse IPC - Partie 3: Analyse des effets sur les avoirs relatifs aux moyens d'existence pour soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes

Partie 3: Structures et processus de dégradation, effets sur les avoirs relatifs aux moyens d'existence, et atténuation à moyen et à long terme					
ANALYSE					ACTION
Zone affectée (Région, district et zone de moyens d'existence)	Classification de la phase (Cochez la case adéquate)	Causes sous-jacentes (Dégradation de l'environnement, sociale, mauvaise gouvernance, marginalisation, etc.)	Effet sur les avoirs relatifs aux moyens d'existence (États récapitulatifs)	Tendance projetée (En progrès, aucun changement, incertaine, en recul)	Opportunités pour soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes (Politique, programmes et/ou plaidoyer)
	• Sécurité alimentaire générale • Insécurité alimentaire chronique • Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence • Urgence humanitaire • Famine		Capital physique:		
			Capital social:		
			Capital financier:		
			Capital naturel:		
			Capital humain:		
			Capital politique:		

La plupart des informations comprises dans les grilles d'analyse sont communiquées sous forme de grilles récapitulatives au moyen des protocoles cartographiques.

5.2 Protocoles cartographiques

Concepts

Fondés sur les pratiques optimales de la cartographie de la pauvreté (Snel et Henninger 2002, Davis 2003), les protocoles cartographiques permettent de communiquer un grand nombre d'informations complexes de façon accessible (une carte) afin de faciliter le prise de décision et l'intervention. Ils sont spécialement conçus pour communiquer les éléments frappants de l'analyse de la situation en plus de la classification de la phase elle-même. L'utilisation cohérente des protocoles cartographiques permet aux utilisateurs d'interpréter aisément des informations complexes. L'application des protocoles cartographiques est propice à l'analyse longitudinale qui permet d'observer le niveau d'amélioration ou de dégradation des situations de sécurité alimentaire d'une période à l'autre. Les Protocoles cartographiques élaborés pour l'IPC récapitulent les caractéristiques frappantes des informations de sécurité alimentaire pour favoriser une intervention efficace. Après tout une image vaut mieux que mille mots.

Spécifications

Les projections de la sécurité alimentaire de la FSAU à la suite de la saison 2005/06 au Deyr, fournies en Carte 1 (FSAU 2006), constituent un exemple de protocoles cartographiques de l'IPC. Outre la démarcation spatiale des **phases** de l'IPC et des **niveaux d'alerte précoce** de toutes les zones de Somalie, la carte fournit des informations supplémentaires sur les **attributs définitoires pour les zones en phase 3, 4 ou 5**. Le titre de la carte établit explicitement la période estimée pour l'analyse.

Les protocoles cartographiques destinés à illustrer ces informations comprennent:

- ***La délimitation spatiale des phases de l'IPC:*** au moyen de couleurs distinctes et suggestives, la carte délimite les zones sous les phases de l'IPC telles que *la sécurité alimentaire générale, l'insécurité alimentaire chronique, la crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence, l'urgence humanitaire,* et *la famine/catastrophe humanitaire*.

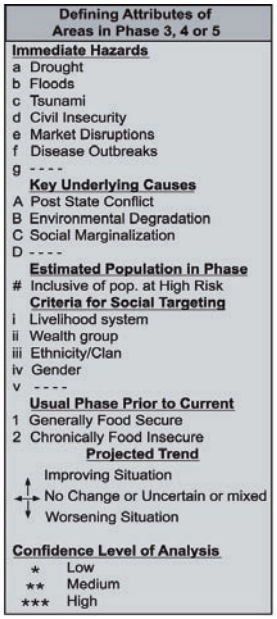
Bien que l'élément fondamental de l'analyse spatiale soit la zone relative aux moyens d'existence, l'étendue spatiale des diverses phases ne correspond pas nécessairement à une frontière conventionnelle (par exemple, une unité administrative, une zone relative aux moyens d'existence, un bassin hydrographique, une zone agro-écologique, etc.) Dès lors, les analystes doivent utiliser un large éventail de sources d'informations et de méthodes (les ensembles de données géographiques existants, l'imagerie satellite, les analyses spatiales des SIG, les enquêtes auprès d'informateurs clés, les groupes de discussion, les enquêtes auprès des ménage ou sur la nutrition, les observations de terrain, etc.) pour parvenir à la meilleure approximation possible quant à l'étendue spatiale d'une phase donnée.

Graphique 3: Délimitation spatiale et des niveaux d'alerte précoce

- ***Les niveaux d'alerte précoce:*** les **niveaux d'alerte précoce** se divisent en trois types: l'alerte, le risque modéré et le risque élevé. Ceux-ci sont affichés au dessus de la couleur signifiant la classification de la phase et sont graphiquement représentés respectivement par des points, des lignes diagonales descendantes et des lignes diagonales ascendantes. La couleur de ces lignes diagonales indique le degré de sévérité estimé et est déterminée par la couleur de la classification de la phase correspondante.

- ***Les conditions durables:*** en général, plus une crise se prolonge, plus il est essentiel de traiter les causes sous-jacentes ou structurelles si l'on veut que les interventions aient une chance de produire des effets positifs durables. Une frontière violette indique les zones où une situation de crise de phase 3, 4 ou 5, se maintient depuis plus de trois ans (même s'il s'agit d'un seuil arbitraire, il englobe plusieurs cycles saisonniers). En mettant ces zones en lumière, on obtient des informations sur le type d'intervention stratégique et on attire l'attention sur les «zones en situation d'urgence oubliées» pour lesquelles un sentiment de suffisance pourrait s'être installé.

Graphique 4: Définition des caractéristiques des zones touchées par la crise



- ***Les attributs définitoires des zones en crise:*** pour chaque zone potentiellement ou réellement en phase 3, 4 ou 5, il existe une boîte de légende reprenant les spécificités de la situation. Un symbole est attaché à chaque attribut définitoire:
  - Évènements adverses immédiats clés
  - Causes sous-jacentes clés
  - Ampleur estimée (c'est-à-dire le nombre estimé de personnes dans la phase ou en situation de risque élevé)
  - Critères pour le ciblage social
  - Phase habituelle avant son apparition (ce qui permet d'établir une distinction entre l'insécurité alimentaire chronique et transitoire)
  - Tendance prévue
  - Niveau de confiance général de l'analyse (qui consiste en un jugement général, heuristique, de la confiance de l'analyse d'après l'évaluation des analystes)

Le symbole est générique alors que les boîtes de légende comprennent les attributs spécifiques de la zone en crise. Les attributs comprennent actuellement ceux qui ont un été déclarés pertinents pour divers endroits en Somalie. Cependant, il est facile de les étendre à un éventail plus vaste de situations.

5.3 Tableaux démographiques standardisés

Concepts

L'IPC n'est pas une méthode et n'offre pas, en soi, de repère sur la manière d'estimer le nombre de personnes en situation de crise. Il existe de nombreuses façons d'y parvenir. Quelle que soit la méthode utilisée pour établir des estimations démographiques, il est nécessaire de représenter les conclusions de façon cohérente et significative.

Il existe cependant une importante distinction dans la façon dont l'IPC représente les chiffres démographiques par rapport à d'autres méthodes communes. L'analyse présente souvent le «nombre de personnes dans le besoin» (par exemple, le nombre de personnes ayant besoin d'aide alimentaire, d'eau, de soins de santé, de services, etc.). Néanmoins, l'IPC ne tire pas de telles conclusions et stipule simplement le nombre de personnes estimées en phase 3, 4 ou 5—sans juger à priori si elles sont dans le besoin ou pas (en termes de transfert de ressources). En accord avec l'accent placé sur l'analyse de la situation plutôt que sur l'analyse de l'intervention, les tableaux démographiques apportent les informations de base aux décideurs qui, moyennant une analyse approfondie des options d'intervention

potentielles, peuvent dès lors décider si la situation de crise peut être atténuée par le biais de moyens autres que le transfert de ressources (par exemple, le changement politique, les négociations, les interventions sur le marché, etc.) ou par le transfert de ressources (par exemple, l'aide alimentaire, l'aide financière, etc.) ou une combinaison des deux. Des tableaux démographiques fondés sur les besoins spécifiques par secteur seraient utiles et compléteraient ceux déjà utilisés par l'IPC.

Spécifications

Les tableaux démographiques identifient les nombre estimé de personnes en phase 3, 4 ou 5 (y compris celles en situation de risque élevé) par limites administratives (par exemple, des régions, des quartiers, etc.), par zones relatives aux moyens d'existence, par les principaux systèmes de moyens d'existence. Le pourcentage de la population dans chaque phase est aussi stipulé. L'exemple ci-dessous illustre les tableaux démographiques par régions en Somalie. L'utilisation abondante de notes de pied de page fournit des explications plus détaillées sur les sources et les interprétations lorsque cela s'avère nécessaire (voir FSAU 2005 pour un exemple plus complet d'estimations démographiques).

Tableau 21A: Population estimée par région en situation d'urgence humanitaire (HE) et de crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence (AFLC), y compris les groupes à haut risque

Régions affectées	Population estimée des régions affectées [1]	Population évaluée et contingente en situation d'AFLC et HE		
		Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence (AFLC) [2]	Urgence humanitaire (HE) [2]	Total en situation d'AFLC ou HE en % de la population de la région
Nord				
Bari	235.975	45.000	0	19
Nugal	99.635	20.000	0	20
Sanag	190.455	55.000	0	29
Sool	194.660	50.000	0	26
Togdheer	302.155	40.000	0	13
Littoral (pêche)		20.000		
SOUS-TOTAL	***1.022.880***	***230.000***	***0***	*22*
Centre				
Galgadud	319.735	40.000	0	13
Mudug	199.895	20.000	0	10
SOUS-TOTAL	***519.630***	***60.000***	***0***	*12*
Sud				
Bakol	225.450	45.000	105.000	67
Bay	655.686	135.000	395.000	81
Gedo	375.280	80.000	180.000	69
Hiran	280.880	55.000	0	20
Juba inférieur	329.240	60.000	115.000	53
Juba moyen	244.275	50.000	120.000	70
SOUS-TOTAL	***2.110.811***	***425.000***	***915.000***	*63*
TOTAL	**3.653.321**	**715.000**	**915.000**	*45*

Tableau 21B: TABLEAU RÉCAPITULATIF 2

Chiffres de population évaluée et contingente en situation d'AFLC ou HE	**1.630.000**	*22* [6]
Populations urbaines dans les zones en crise du sud [3]	**30.000**	*1* [6]
Populations évaluées, urbaines & contingentes combinées en situation d'AFLC et HE	**1,700,000** [4]	*23* [6]
Nombre estimé de personnes déplacées [5]	**400.000**	*6* [6]
Population totale estimée en situation de crise	**2.100.000**	*29* [6]

[1] Source: OMS 2004. Notez qu'il s'agit uniquement des chiffres de population dans les régions affectées. Le PNUD a récemment publié des chiffres de population au niveau régional pour 2005. Toutefois, ces estimations n'ont pas été finalisées et ne sont donc pas utilisées dans cette analyse.

[2] Les chiffres d'estimation sont arrondis aux cinq mille les plus proches, sur la base de la population résidante, sans tenir compte des migrations en cours ou prévues, et comprennent la population à haut risque de situation de crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence ou d'urgence humanitaire (estimée à 210.000) aux fins de planifications.

[3] Grossièrement estimées à 30% et 20% de la population urbaine des zones en situation d'urgence humanitair et de crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence respectivement.

[4] Le nombre exact est de 1.660.000, mais il est arrondi à 1.700.000 aux fins de planification grossière et faciliter la communication.

[5] Source: UN-OCHA mise à jour avril 2004 (376.630) et carte UNHCR des personnes déplacées dans leur propre pays, décembre 2005 (407.000), arrondi à 400.000 en guise d'estimation.

[6] Pourcentage de la population totale de Somalie estimée à 7.309.266 (OMS 2004).

6. CONCLUSION

Ce manuel donne une explication générale de l'IPC ainsi que des directives techniques spécifiques pour son utilisation. Il existe suffisamment de preuves qui confirment la nécessité de ce type de système de classification et la façon dont l'IPC répond à des enjeux clés en matière d'analyse de la situation humanitaire et de la sécurité alimentaire.

Dans le contexte de la Somalie, l'IPC a démontré de façon cohérente qu'il constitue un instrument efficace pour améliorer l'analyse et fournira des informations pour une intervention. Il a fait ses preuves dans plusieurs types de crises différents (par exemple, une sécheresse qui s'installe progressivement et des crises économiques, ainsi que dans les cas d'inondations brusques, d'insécurité civile et du tsunami). L'IPC a également réussi à attirer l'attention sur certaines «crises oubliées» et à acheminer des investissements pour apporter un soutien aux moyens d'existence. Toutefois, l'aspect le plus intéressant de l'IPC est peut-être sa capacité de permettre une analyse comparative dans l'espace et dans le temps. Il permet de comparer une crise avec une autre et de suivre son évolution au cours du temps.

Du point de vue de la prise de décision en matière d'action humanitaire et de sécurité alimentaire pour la Somalie, l'IPC a constitué un élément intégral et d'orientation pour la planification. Des organismes des Nations Unies, des O.N.G., ainsi que l'agence gouvernementale ont utilisé l'IPC pour orienter la planification locale mais l'IPC a également été utilisé par la procédure d'appel commun des Nations unies afin de servir de guide à la planification des interventions et aux appels de fonds.

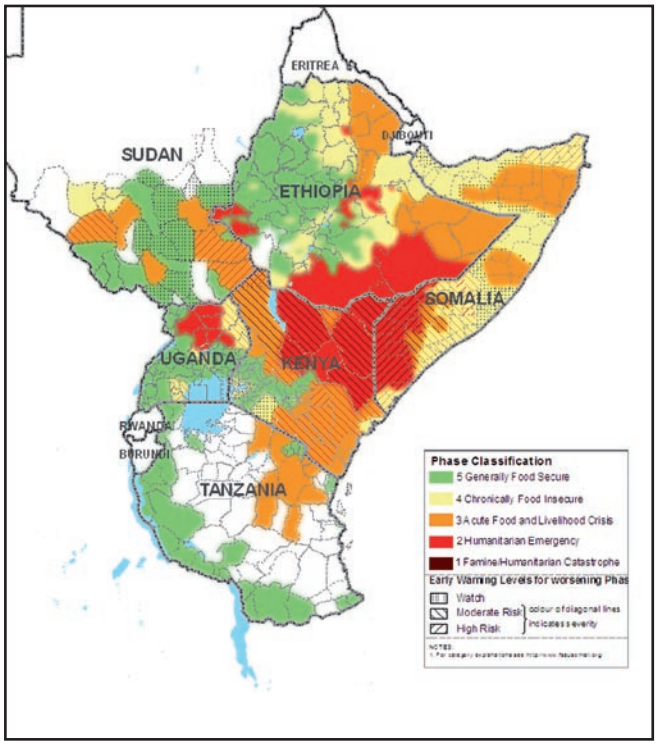
L'IPC a été présenté et analysé dans des douzaines de réunions organisées à des niveaux très différents, allant d'ateliers entre analystes et personnel sur le terrain aux réunions du comité permanent interorganisations à l'échelon mondial. Le développement de l'IPC est le résultat d'un processus itératif qui a duré deux ans et qui s'est inspiré directement des commentaires constructifs réalisés lors de ces réunions. Certaines des questions fréquemment posées lors de ces présentations, ainsi que les réponses correspondantes, sont mentionnées dans l'annexe B. C'est pourquoi on espère que l'IPC contribuera aux efforts déployés à l'échelon mondial pour harmoniser et améliorer l'analyse des crises humanitaires et de la sécurité alimentaire en vue de l'action. La version actuelle de l'IPC doit être considérée comme une plate-forme utilisable aujourd'hui mais aussi comme un document d'analyse devant faire l'objet d'une révision critique et d'amélioration pour élaborer de nouvelles versions.

6.1 Possibilités de réplication et d'expansion

Lors de la sécheresse transfrontalière qui a touché le Kenya, l'Éthiopie et la Somalie en 2005/2006, il a fallu mener une analyse comparative dans toute la région et l'IPC a été utilisé lors de plusieurs réunions techniques régionales afin d'harmoniser l'analyse de chaque pays. Cette analyse a été très utilisée par les gouvernements, les bailleurs de fonds, les Nations Unies/les ONG et les médias et a permis d'obtenir un financement adéquat, une planification stratégique et une action de plaidoyer.

Après le forum sur les perspectives climatiques de la grande Corne de l'Afrique, la FSAU, FEWS NET, le PAM et plusieurs représentants ministériels de la région de la grande Corne d'Afrique ont utilisé l'IPC pour interpréter les prévisions climatiques dans une perspective de sécurité alimentaire. Bien que l'analyse résultant de cette démarche soit encore expérimentale et sous forme de projet (étant donné la nécessité de chercher un consensus technique au sein de chaque pays et d'appliquer rigoureusement l'analyse basée sur l'épreuve), ce simple projet est très significatif à la fois du point de vue analytique et du fait qu'il fait la preuve du potentiel de l'IPC pour fournir des informations aux fins de l'analyse régionale et de l'intervention. La carte ci-dessous est un résultat pilote de ce processus.

Carte 2: Projection de la sécurité alimentaire dans la grande corne de l'Afrique, juillet à décembre 2006- basé sur un scénario de pluviométrie inférieur à la normale (mars 2006)



Le groupe de travail régional sur la nutrition et la sécurité alimentaire de la Grande Corne de l'Afrique a adopté l'IPC afin de disposer d'un instrument de comparabilité et d'améliorer la rigueur analytique dans toute la région. En juin 2006, la FAO et FEWS NET ont coparrainé un atelier technique régional au nom du groupe de travail sur la nutrition et la sécurité alimentaire pour produire des résultats de l'IPC dans sept pays de la Grande Corne d'Afrique. Des analystes gouvernementaux, des organismes des N.U. et des ONG sont venus des différents pays et ont travaillé sur les grilles d'analyse finale de la classification d'une phase. Les participants ont effectué une révision critique du processus et ont identifé trois grands messages: 1) que l'IPC a de fortes possibilités d'être adopté dans les différents pays; 2) qu'il faut assurer une plus grande diffusion de l'IPC entre les agents nationaux afin de gagner leur adhésion; et 3) qu'il est plus efficace, sur le plan technique, d'appliquer d'abord l'IPC à l'échelon national (avec un groupe de travail plus représentatif), pour ensuite l'intégrer à une analyse régionale.

L'IPC a été conçu sur la base de normes reconnues à l'échelon international et s'est inspiré de méthodologies et de systèmes d'information existants. L'IPC peut donc être adopté dans le cadre des systèmes actuels moyennant quelques ajustements mineurs et être utilisé comme composante «additionnelle». L'IPC regroupe l'information généralement requise pour une analyse de situation mais les organisations et organismes peuvent, à titre individuel, souhaiter adapter l'utilisation finale des résultats de l'IPC en fonction des objectifs et des intérêts spécifiques de chaque organisation tout en utilisant les résultats de l'IPC comme plate-forme commune.

Pour faire en sorte que l'IPC favorise le consensus technique, il est préférable de l'appliquer au niveau national et faire appel ou créer une instance pour chercher à établir une coordination technique et un consensus. Ce type d'instance existe déjà dans la plupart des pays (par exemple les Comités d'évaluation de la vulnérabilité en Afrique australe, le Groupe de pilotage de la sécurité alimentaire au Kenya, la Préparation aux catastrophes et la prévention en Éthiopie, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) en Afrique occidentale, le Forum sur l'analyse des moyens d'existence au sud du Soudan, etc.)

6.2 Enjeux et évolution pour l'avenir

L'IPC, appliqué à grande échelle, pourrait grandement contribuer à rationaliser davantage l'aide humanitaire et faire en sorte qu'elle parvienne à ceux qui en ont le plus besoin et que les ressources soient utilisées de façon efficace. Il faudra toutefois, pour garantir l'intégrité technique du système, maintenir une approche rigoureuse, fondée sur les preuves. A terme, l'utilisation de l'IPC pourrait se voir compromise si les utilisateurs classifient des situations sans fondements suffisants (par l'apport de preuves directes ou indirectes) et les grilles d'analyse ont été conçues pour promouvoir une analyse rigoureuse.

L'IPC devrait bientôt faire l'objet de développements et de révisions. La FAO encourage la rétroalimentation critique vis-à-vis de l'IPC et prévoit la publication d'une version révisée du manuel dans le courant de l'année prochaine. Ceci sera possible par le biais d'un retour d'informations techniques relatives à ce Manuel, ainsi que par la réalisation d'applications pilotes et expérimentales dans différents contexts nationaux et régionaux.

La vision globale de l'IPC s'inscrit dans le cadre des efforts actuellement en cours, tels que l'Initiative sur les principes et bonnes pratiques pour l'aide humanitaire (GHD), SMART, les mesures de référenciation et de suivi humanitaire et le Projet Sphère afin de contribuer à une harmonisation accrue de l'analyse de l'action humanitaire et de la sécurité alimentaire. Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), récemment créé, a besoin d'éléments qui servent de base à une prise de décision objective en matière d'aide humanitaire et l'IPC pourrait parfaitement répondre à ce besoin.

Pour parvenir à un tel niveau d'harmonisation, l'ensemble de la communauté concernée par l'aide humanitaire et la sécurité alimentaire doit se rencontrer au sein d'instances comme le Comité permanent interorganisations afin de réaliser un travail de révision technique et parvenir à système commun de classification qui obéisse aux normes internationales, puisse s'adapter à un vaste éventail de situations et de contexes et s'avère pratique sur le terrain. L'espoir de ses auteurs est que l'IPC contribue à ce débat et à cette évolution.

ANNEXE A
Liste choisie d'instances durant lesquelles l'IPC a été présenté

Au cours des deux dernières années, le développement de l'IPC a été axé au premier chef par les réalités quotidiennes de l'analyse appliquée mais il a été aussi été présenté à une douzaine de manifestations diverses telles que des réunions et des ateliers. Chacune de ces présentations a suscité un vif intérêt et un retour d'information constructif qui a directement alimenté la mise au point de l'IPC. Certaines de ces manifestations sont énumérées ci-après. Cette liste est suivie d'une série de réponses aux questions les plus fréquentes.

Réunions du groupe d'intervention humanitaire en Somalie (Nairobi)
Réunions sur le développement rural et la sécurité alimentaire en Somalie (Nairobi)
FSAU Ateliers d'analyse (Somalie)
OCHA GHA Ateliers régionaux de développement de scénario. (Nairobi)
OCHA GHA Ateliers régionaux sur la procédure d'appels communs (CAP) (Nairobi)
GHA Conférences de presse sur la crise de la sécheresse (Nairobi)
GHA Forum sur les perspectives climatiques (Nairobi)
UNICEF Atelier régional (Nairobi)
GHA Réunions du groupe de travail sur la nutrition et la sécurité alimentaire (Nairobi)
Atelier sur la pratique du HEA Save the Children (Nairobi)
FAO Atelier de coordinateurs de crise (Nairobi)
FAO ESAF Atelier pour le personnel hors siège (Rome)
FAO/PAM Atelier sur le cadre d'analyse des besoins (Nairobi)
FAO Séminaire sur les moyens d'existence durable (Rome)
FAO Séminaire de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (Rome)
FAO Atelier sur l'évaluation des besoins d'urgence (Nairobi)
WFP ODAN/VAM Séminaire (Nairobi)
GHA Atelier d'analyse transfrontalière (Nairobi)
FEWS NET Atelier II (Johannesburg)
Atelier de révision de la méthodologie du Comité d'évaluation de la vulnérabilité en Afrique australe (Johannesburg)
Atelier du SICIAV pour l'Asie (Bangkok)
USAID GHA Atelier régional d'analyse (Nairobi)
Soixante-quatrième réunion du Comité permanent interorganisation (Rome) Lancement de l'appel de la région du GHA aux représentants permanents des pays donateurs (Genève)
Forum européen sur les lois, les normes et les principes internationaux pour les interventions en cas de crise (IDRL)
RC/RC Sociétés nationales, ONU et OI et ONG, cadres dirigeants de la Fédération IFRC
PAM SENAC Réunion du Bureau (Rome)
Réunion de l'ALNAP (Nairobi)
Oxfam RU (Oxford)
Sommet mondial de l'alimentation—Conférence sur la sécurité alimentaire (Rome)

ANNEXE B
Foire aux questions

- ***L'IPC est-il trop complexe du point de vue technique pour les décideurs?*** Bien que tout système de classification présente un certain degré de complexité, les expériences réitérées de l'utilisation de l'IPC (plus d'une centaine) pour décrire la situation humanitaire et de sécurité alimentaire en Somalie et dans la région de la Corne de l'Afrique démontrent que celle - ci ne présente pas de problèmes pour un vaste éventail d'analystes et de hauts responsables de la prise de décision (y compris des Présidents, des Secrétaires permanents, des Ministres, l'Envoyé spécial, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires humanitaires et des dirigeants de l'Organisation des Nations Unies, d'ONG et d'organismes donateurs). Bien au contraire, tous ces décideurs ont, sans exception, facilement compris l'enjeu principal de l'IPC, sa logique sous-jacente et ses implications en termes d'action. En outre, de nombreux membres des moyens de communication (Reuters, AP, BBC, VOA, CNN, IRIN, Le Monde, Financial Times et autres) ont positivement évalué le rôle de l'IPC en tant que moyen de communication efficace auprès du grand public. L'IPC repose, certes, sur différents niveaux d'analyses complexes mais l'analyse de la situation et les implications en termes d'action sont présentées de manière simple. Cette accessibilité à grande échelle favorise l'émergence d'un consensus technique non seulement entre les analystes mais aussi avec d'autres parties prenantes. L'IPC ressemble à un arbre doté d'une structure radiculaire complexe (analyse) qui constitue l'assise d'un tronc beaucoup plus simple (la classification de la situation).

- ***Que se passe-t-il si certains effets de référence clés sont atteints et pas d'autres?***
  Le principe général de l'IPC n'est pas basé sur des seuils et des références, mais au contraire sur l'interprétation que font les analystes de toutes les preuves disponibles par rapport aux effets de référence clés de l'IPC. Cette approche fondée sur «la convergence des preuves» diffère d'autres perspectives basées sur des délimitations claires établies par des indicateurs limités. L'objectif idéal étant d'avoir des seuils rigoureux et mesurables pour définir les classifications en en phase, d'un point de vue pratique et de travail sur le terrain (notamment les problèmes de la complexité de la crise, de la complexité des moyens d'existence, de l'urgence de l'information, de la disponibilité très variable des données, de la capacité d'analyse, etc.) il est éminemment plus pratique de classifier l'ensemble des situations humanitaires et de sécurité alimentaire dans le cadre d'une approche fondée sur la convergence des preuves. Les plus orthodoxes sur le plan académique pourraient insister sur les seuils absolus mais cette approche n'est pas toujours possible sur le terrain. L'IPC permet d'établir une passerelle entre les seuils acceptés sur le plan académique et international et le caractère pratique du travail sur le terrain.

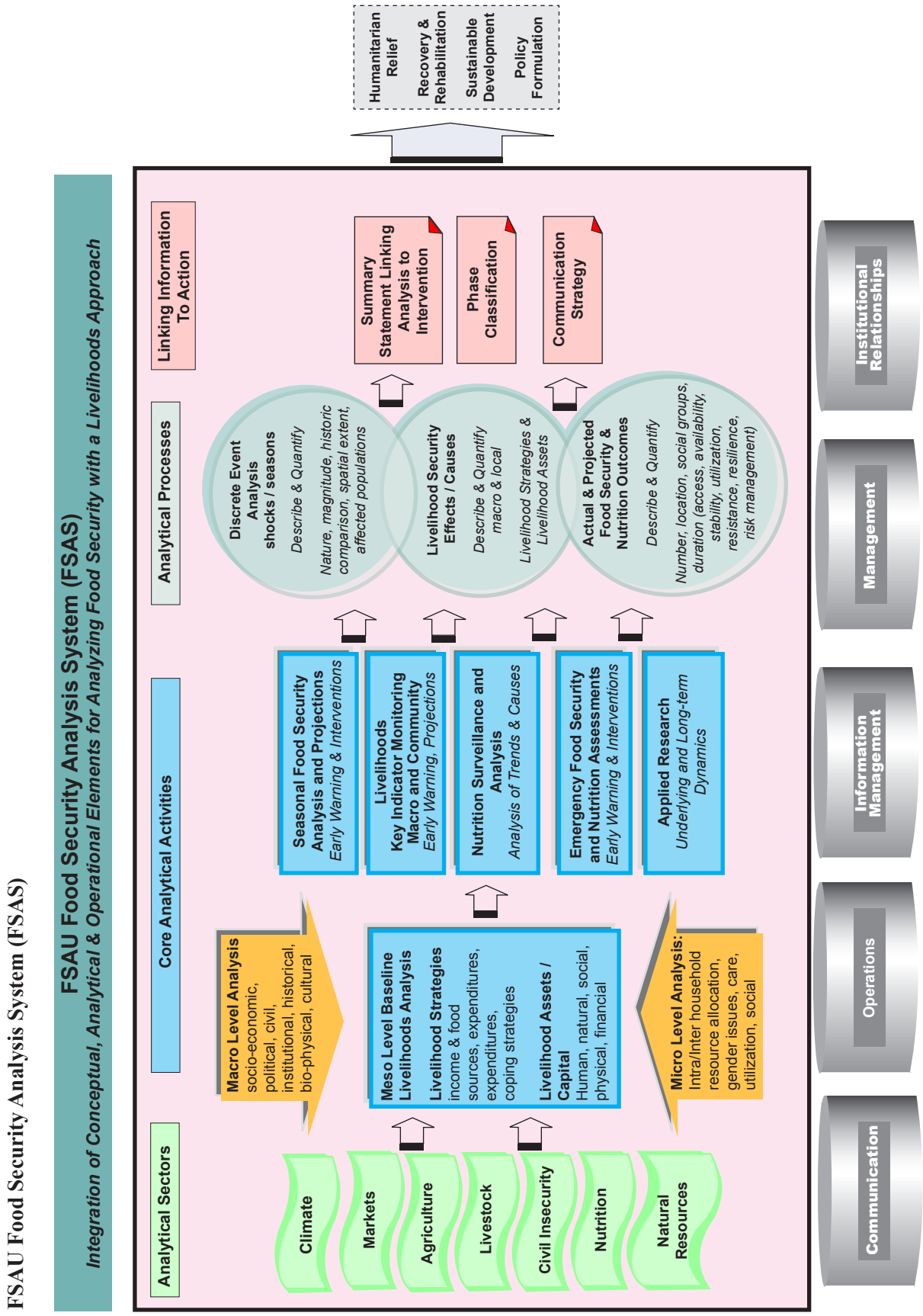
- ***Que se passe-t-il si la variation de la sévérité est plus importante dans une zone déterminée que dans plusieurs zones?*** La cartographie des zones a pour but de dresser un bilan de la situation générale dans une zone déterminée à des fins de planification; il existe certes une grande variation dans une zone déterminée qui pose effectivement des problèmes spéciaux en termes d'analyse et de ciblage de l'aide humanitaire. L'IPC permet de gérer relativement bien à cette difficulté 1) en identifiant, dans une zone géographique, les groupes sociaux spécifiques qui se trouvent en situation de risque et 2) en identifiant, chaque fois que nécessaire, le nombre de personnes se trouvant en condition d'urgence humanitaire ainsi que les crises alimentaires et de moyens d'existence aiguës, si elles se présentent simultanément dans une même zone. Même pour des zones classifiées comme présentant «généralement une sécurité alimentaire», l'IPC reconnaît que des poches d'insécurité alimentaire peuvent subsister et que, dans le cadre de stratégies d'intervention, la première action de la liste est précisément de cibler ses poches. Si une analyse d'une petite zone s'avère nécessaire, il est également possible d'appliquer l'IPC à des zones géographiques limitées qui peuvent aller jusqu'à l'échelle d'un village en particulier.

- ***Ne suffirait-il pas de suivre les résultats mesurés en fonction des indicateurs de nutrition?*** **N**on. En ce qui concerne les indicateurs de nutrition, l'IPC s'applique de façon explicite sur cette information mais, et ceci est très important, non pas de façon exclusive. Ceci est très important d'un point de vue à la fois pratique (étant donné que les données relatives à la nutrition ne sont pas toujours disponibles et que les besoins doivent être triangulés avec d'autres informations relatives à la sécurité alimentaire), que d'un point de vue conceptuel (il est admis que la nutrition est un indicateur d'impact tardif de la sécurité alimentaire, ce qui implique que des réponses basées uniquement sur ce genre d'information va probablement soit 1) être trop tardive pour sauver des vies qui auraient pu être sauvées et/ou 2) faire perdre l'occasion (voire la nécessité absolue) d'amorcer des interventions appropriées à un stade antérieur de façon à prévenir la destruction des moyens d'existence et, par conséquent, de tomber dans le piège de la pauvreté. C'est pourquoi l'IPC s'inspirent des données relatives à la nutrition mais aussi d'indicateurs qui permettent d'établir une triangulation et qui fournissent les premiers signes de l'imminence d'une crise.

- ***L'IPC peut-il être appliqué dans des contextes nationaux ou des cellules globales d'analyse et de collecte de données comme la FSAU n'existe pas?*** Oui. La FSAU fonctionne dans un contexte où le gouvernement central n'est pas en mesure de maintenir et de fournir des séries statistiques de base et où l'accès sur le terrain est souvent limité en raison de restrictions relevant de la sécurité. La plupart des pays du monde collectent des informations qui peuvent être utilisées pour appuyer le fonctionnement de l'IPC. En outre, dans certains pays où les crises sont récurrentes, une pléthore d'organismes des Nations unies et d'ON.G. mènent régulièrement des enquêtes et possèdent des systèmes de surveillance qui peuvent également être bénéfiques à l'IPC. L'enjeu consiste à utiliser ces données existantes et d'en tirer le meilleur parti tout en accordant la priorité aux efforts futurs de collecte des données de façon à en assurer l'utilisation la plus efficace possible.

- ***Étant donné que l'IPC a été mis au point dans le contexte de la Somalie, n'est-il pas trop spécifique à la Somalie?*** Non. Les concepts et les effets de référence de l'IPC sont tirés explicitement de normes reconnues à l'échelon international (par exemple, les normes Sphère) dont l'applicabilité est la même partout dans le monde. L'existence de contextes différents va néanmoins exiger une certaine souplesse qui est une caractéristique inhérente à l'IPC, lequel fournit également un cadre permettant une comparabilité rigoureuse et raisonnable.

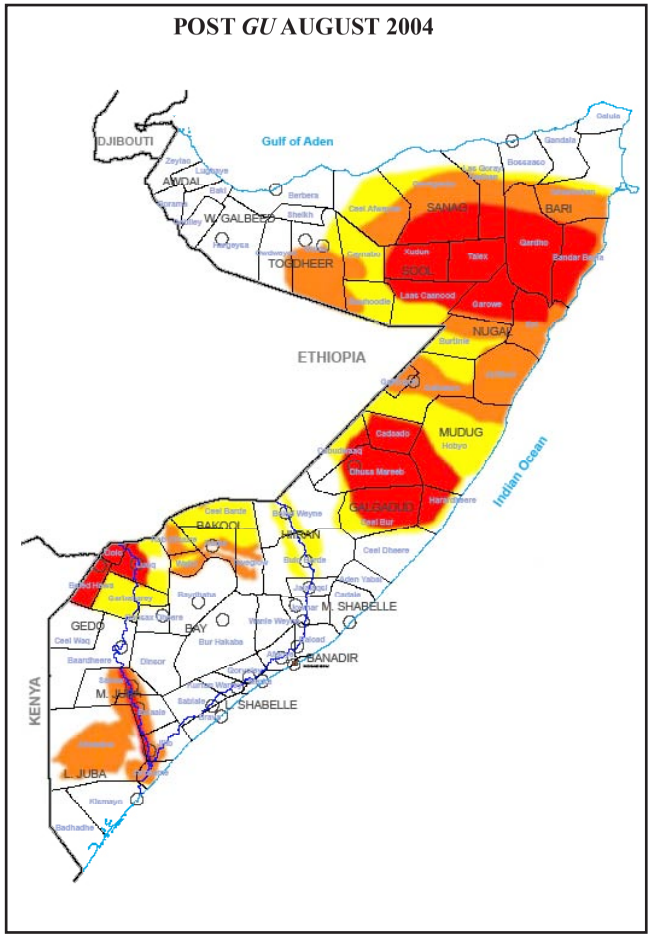
ANNEXE C
Système d'analyse de la sécurité alimentaire de la FSAU

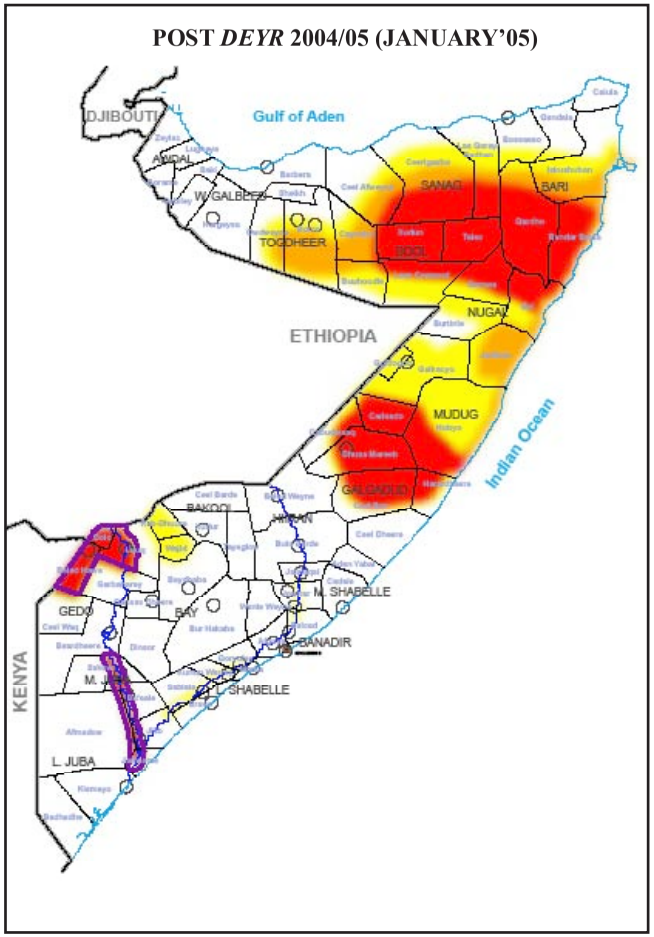


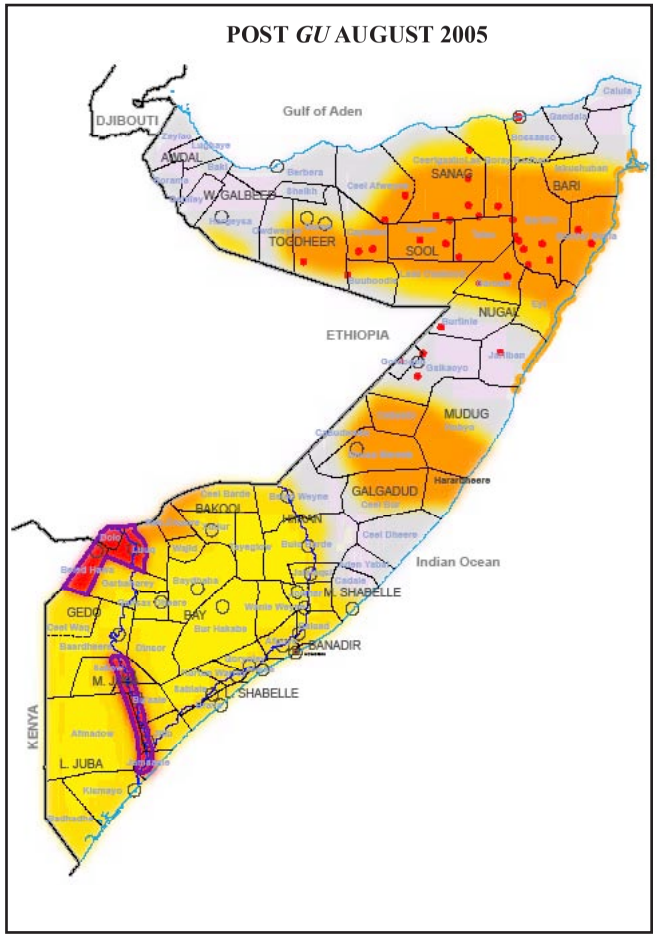
annexe

ANNEXE D
Comparaison des résultats de l'IPC en Somalie de 2004 à 2006

Comparison of FSAU Integrated Phase Classification for Gu 2004, Deyr 2004/05 and Gu 2005.

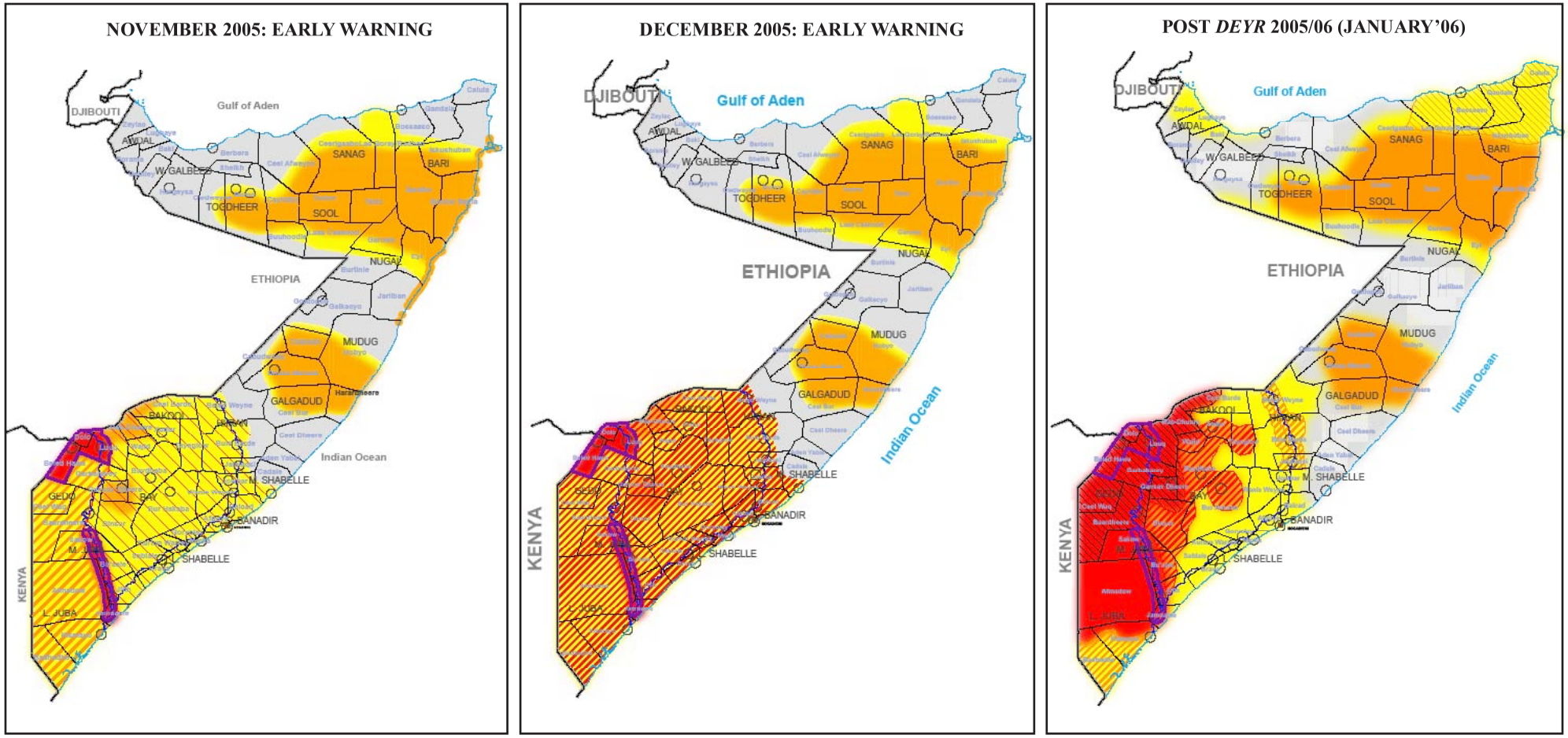






Source: FSAU

Example of FSAU Integrated Phase Classification Progression in Early Warning - November ’05 - January ’06.



Source: FSAU

ANNEXE E
FEWS NET et les niveaux d'alerte du Projet de gestion des ressources de terres arides (ALRMP)

Existing Food Security Phase Classifications

FEWSNET ALERT LEVELS

EMERGENCY

A significant food security crisis is occurring, where portions of the population are now, or will soon become, extremely food insecure and face imminent famine. Decision makers should give the highest priority to responding to the situations highlighted by this Emergency alert.

WARNING

A food crisis is developing, where groups are now, or about to become, highly food insecure and take increasingly irreversible actions that undermine their future food security. Decision makers should urgently address the situations highlighted by this Warning.

WATCH

There are indications of a possible food security crisis. Decision makers should pay increasing attention to the situations highlighted in this Watch, and update preparedness and contingency planning measures to address the situation.

NO ALERT

There are no indications of Food Security problems.

Source: http://www.fews.net/alerts/index.aspx?pageID=alertLevelsDefined

annexe

Projet de gestion des ressources de terres arides, Système d'alerte précoce - Niveaux d'alerte

NORMAL:	Environmental, livestock and pastoral welfare indicators show no unusual fluctuations and remain in the expected seasonal range.
ALERT:	Environmental indicators show unusual fluctuations outside expected seasonal ranges. This occurs within the entire district, or within localised regions, OR: Asset levels of households are still too low to provide an adequate subsistence level and vulnerability to food insecurity is high.
ALARM:	Environmental and livestock/ agricultural indicators fluctuate outside the expected seasonal ranges, affecting the local economy. This condition occurs in most parts of the district and directly and indirectly threatens food security of pastoralists and/or agro-pastoralists.
EMERGENCY:	All indicators are fluctuating outside the normal range. Local production systems are collapsed as well as the dominant economy within the district. The situation affects the asset status and purchasing power of the population to an extent that welfare levels have been seriously worsened resulting in famine threat.

Source: Ministry of Health, SCF-UK and Oxfam-GB. Report of Nutrition Survey in Central Division, Wajir District North Eastern Province, Kenya, August 31 to September 4, 2000
http://www.univ-lille1.fr/pfeda/Ethiop/Docs01/0105scf.doc

ANNEXE F
Échelle dd'ampleur de la famine

Famine Magnitude Scale of Howe and Devereux

Levels	Phrase designation	'Lives': malnutrition and mortality indicators	'Livelihoods': food security descriptors16
0	Food security conditions	CMR < 0.2/10,000/day and Wasting < 2.3%	Social system is cohesive; prices are stable; negligible adoption of coping strategies.
1	Food insecurity conditions	CMR >= 0.2 but < .5/10,000/day and/or Wasting >=2.3 but < 10%	Social system remains cohesive; price instability, and seasonal shortage of key items; reversible 'adaptive strategies' are employed.
2	Food crisis conditions	CMR >=.5 but < 1/10,000/day and/or Wasting > =10 but < 20% and/or prevalence of Oedema	Social system significantly stressed but remains largely cohesive; dramatic rise in price of food and other basic items; adaptive mechanisms start to fail; increase in irreversible coping strategies.
3	Famine conditions	CMR >=1 but < 5/10,000/day and/or Wasting > =20% but < 40% and/or prevalence of Oedema	Clear signs of social breakdown appear; markets begin to close or collapse; coping strategies are exhausted and survival strategies are adopted; affected population identify food as the dominant problem in the onset of the crisis.
4	Severe famine conditions	CMR >5= but <15/10,000/day and/or Wasting > = 40% and/or prevalence of Oedema	Widespread social breakdown; markets are closed or inaccessible to affected population; survival strategies are widespread; affected population identify food as the dominant problem in the onset of this crisis.
5	Extreme famine conditions	CMR > =15/10,000/day	Complete social breakdown; widespread mortality; affected population identify food as the dominant problem in the onset of the crisis.

Source: Howe, P. & S. Devereux. 2004. Famine intensity and magnitude scales: A proposal for an instrumental definition of famine. Disasters *28(4)*, 353-372. p 10

Objectives of Each Stage of Situation and Response Analysis

Stage	Overall Objective
Situation Analysis	To identify foundation aspects of a given situation upon which there should be technical consensus, including severity, magnitude, causes, and others.
Response Analysis	To identify the range of potential strategic responses (and their linkages) that could best mitigate short and longer term aspects of a situation, as well as the requirements to implement the response.
Response Planning	To identify and put in place operational requirements and systems, including advocacy and fund raising, to enable effective response.
Response Implementation	To implement multiple aspects of effective response including operational modalities and ensuring desired impact
Monitoring / Evaluation	To detect any changes in the Situation Analysis and determine degrees of impact of response.

Vulnerability Models - Turner et al. 2003

Fig. a Vulnerability framework. Components of vulnerability identified and linked to factors beyond the system of study and operating at various scales.

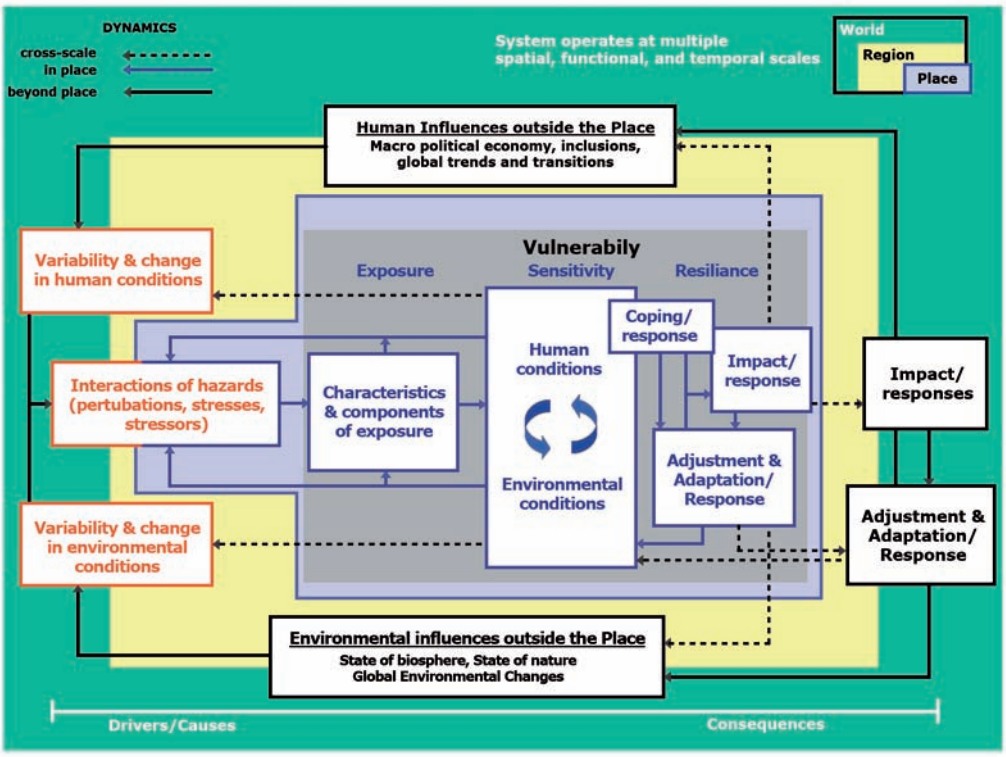
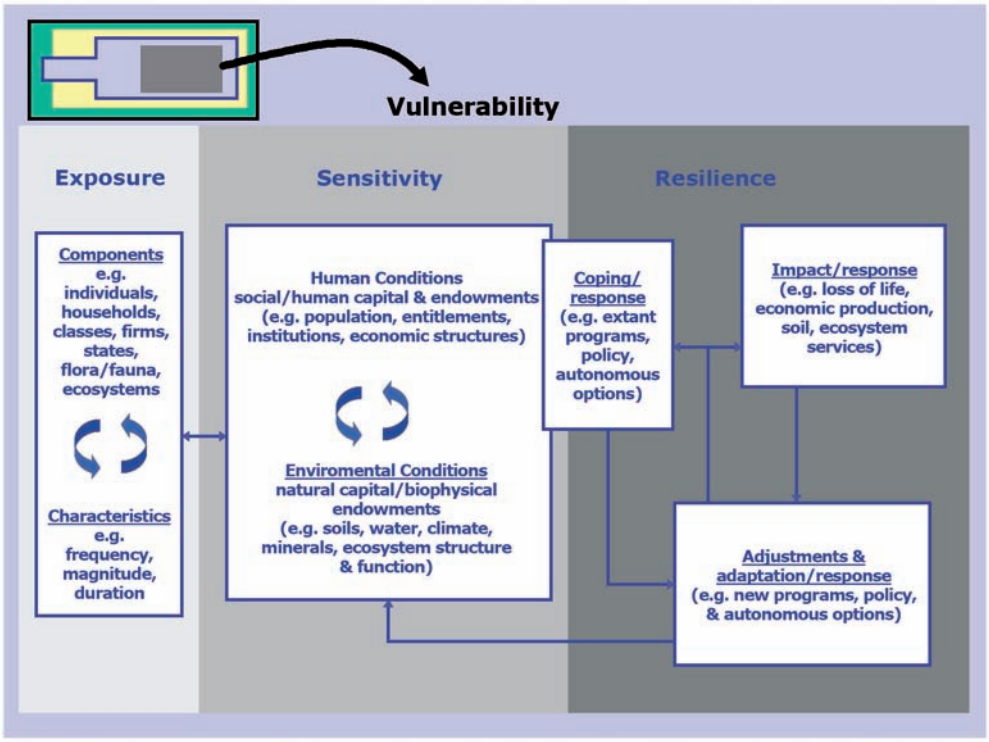


Fig b. Details of the exposure, sensitivity, and resilience components of the vulnerability framework. Figure at the top left refers to the full framework illustrated in Fig. A



Source: Turner, B.L., R. Kasperson, P. Matson et al. 2003. A framework for vulnerability analysis in sustainability science. Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America *100 (14)*, 8074-8079.

ANNEXE H
BIBLIOGRAPHIE

Alexander, L. & Smith, D. 2004. Evidence and Analysis: *Tackling the structural causes of conflict in Africa and strengthening preventive responses* London, International Alert.

Bradbury, M. 1998. Normalizing the crisis in Africa. *Journal of Humanitarian Crisis.* http://www.jha.ac/articles/a043.htm

Brennan, L. 1984. The development of the Indian famine codes: Personalities, politics, and policies. In *Famine as a Geographical Phenomenon* (eds) B. Currey & G. Hugo. Dordrecht, Reidel Publishing.

Cahn, M. 2002. *Sustainable livelihoods approach - Concepts and practice.* Massey University.

Carney, D., Drinkwater, M., Rusinow, T., Neefjes, K., Wanmali, S. & Singh, N. 1999. *Livelihoods approaches compared- A brief comparison of livelihood approaches of DFID, CARE, Oxfam and UNDP.* London: UK Department for International Development (DFID).

Chambers, R and Conway, G. 1991. *Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century.* IDS Discussion Paper 296. Sussex: Institute of Development Studies.

Chopak, C. 2000. *Early Warning Primer: An Overview of Monitoring and Reporting.* Washington DC: Famine Early Warning Systems Network.

Darcy, J. & Hofmann, C.A.. 2003. *According to need? Needs assessment and decision making in the Humanitarian Sector.* HPG Report 15. London: Overseas Development Institute.

Dasgupta, P. 1993. *An enquiry into well-being and destitution.* Oxford: Oxford University Press.

Davis, B. 2003. *Choosing a method for poverty mapping.* Rome: FAO.

Devereux, S. 2003. *Conceptualizing destitution.* IDS Working Paper 216. Brighton, Institute of Development Studies.

Devereux, S. 2004. Food Security issues in Ethiopia: Comparisons and contrasts between lowland and highland areas. Paper presented to the Seminar of the Pastoralist Communication Initiative, UNOCHA, Addis Ababa, 2004.

Devereux, S., Baulch, B., Hussein, K., Shoham, J., Sida, H & Wilcock, D.. 2004. *Improving the analysis of food insecurity - Food insecurity measurement, livelihoods approaches and policy.* Rome, Secretariat SICIAV (Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la Vulnérabilité).

Devereux, S.. 2006. *Desk review: Identification of methods and tools for emergency assessments to distinguish between chronic and transitionary food insecurity and to evaluate the effects of various types and combinations of shocks on these different groups.* Rome, WFP.

Dilley, M. & Boudreau, T.E.. 2001. Coming to terms with vulnerability: A critique of the food security definition. *Food Policy* **26(3)**: 229-247.

DFID (UK Department for International Development). 2001. *Sustainable Livelihoods:* Guidance Sheets. London.

DFID. 2005. *'Benchmarking' humanitarian action: Towards global targets, standards and indicators, Information Note 17 August 2005.* London.

Drimie S. 2002. *The Impact of HIV/AIDS on rural households and land issues in Southern and Eastern Africa.* A Background Paper prepared for the FAO Sub-Regional Office for Southern and Eastern Africa. South Africa, FAO.

Drinkwater, M. 2003. HIV/AIDS and agrarian change in Southern Africa. Paper presented to the UN Regional Interagency Coordination and Support Office Technical consultation in the light of an HIV/AIDS pandemic, Johannesburg, South Africa, 2003.

European Commission. 1996. Communication from the commission to the Council and the European parliament on linking relief, rehabilitation and development (LRRD) /* COM/96/0153 FINAL */

Famine Early Warning Systems Network. 2005. FEWSNET Alert Levels: FEWSNET. Disponible à: http://www.fews.net/alerts/index.aspx?pageID=alertLevelsDefined

FAO et DFID. 2000. Actes: du Forum interinstitutions sur la mise en oeuvre de stratégies axées sur des moyens de subsistance durables. Pontignano, Sienne.

FAO. 1996. *Sommet mondial de l'alimentation - Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation.* Rome.

FAO. 2002. *Comprendre l'Insécurité Alimentaire et la Vulnérabilité: La Boîte à Outils SICIAV.* Rome.

FAO. 1995. *The effects of HIV/AIDS on farming systems in Eastern Africa.* Rome.

FAO/ SICIAV. 2002. *Faire que le SICIAV travaille pour vous - La Boîte à Outils SICIAV.* Rome.

FAO/ SICIAV. 2002. *Choix des Indicateurs pour un SICIAV National - La Boîte à Outils SICIAV.* Rome.

Flores, M., Khwaja, Y. & White, P.. 2005. Food security in protracted crises: Building more effective policy frameworks. *Disasters* 29(s1), S25-S51.

Frankenberger, T. 1992. "Indicators and data collection methods for assessing household food security". In *Household food security: concepts, indicators, measurements:* A technical review, edited by S. Maxwell & T. Frankenberger. New York & Rome: UNICEF & IFAD.

Frankenberger, T.R., Drinkwater, M. and Maxwell, D. 2000. 'Operationalising household livelihood security: A holistic approach for addressing poverty and vulnerability'. *Proceedings from the forum on operationalising livelihood security approaches.* Rome, FAO.

FSAU. 2004. Technical Series report on 2004 Post Gu Analysis. Technical Report No. IV.2. Nairobi.

FSAU. 2005. Technical Series report on 2004/05 Post Deyr Analysis. Technical Report No. IV.3. Nairobi.

FSAU. 2005. Technical Series report on 2005 Interagency assessment mission: Hafuun to Gar'aad, Northeast Somali coast. Technical Report No IV.4. Nairobi.

FSAU. 2005. Technical Series report on 2005 Post Gu Analysis. Technical Report No IV.7. Nairobi.

FSAU. 2006. Technical Series report on 2005/06 Post Deyr Analysis. Technical Report No IV.8. Nairobi.

FSAU. 2006 (inédit). Technical Series report on Coping Strategies Index. Nairobi.

FSAU. 2006 (inédit). Technical Series report on Somali integrated spreadsheet - Operational Manual. Nairobi.

FSAU. 2006 (inédit). Technical Series report on Conflict monitoring and food security analysis. Nairobi.

Guarnieri, V. 2003. Food aid and livelihoods: Challenges and opportunities in complex emergencies. Paper presented to the FAO international workshop on food security in complex emergencies: Building policy frameworks to address longer-term programming challenges, Tivoli, Italy, 2003.

Haan, N., Marsland N., Oliveira L. 2003. *The impacts of HIV/AIDS on food security in Southern Africa: Regional analysis based on data collected from National VAC emergency food security assessments in Malawi, Zambia, and Zimbabwe*. Harare: South Africa Development Community.

Hemrich, G. 2005. Matching food security analysis to context: The experience of the Somalia Food Security Assessment Unit. *Disasters* 29(s1), S67-S91.

Howe, P. & Devereux, S.. 2004. Famine intensity and magnitude scales: A proposal for an instrumental definition of famine. *Disasters* 28(4), 353-372.

HPG. 2005. *Humanitarian issues in Niger. London,* Overseas Development Institute.

Hulme, D., Moore, K. & Shepherd, A.. 2001. *Chronic poverty: Meanings and analytical frameworks:* CPRC Working Paper 2. Manchester, Chronic Poverty Research Center: University of Manchester.

IASC (Inter-agency standing Committee) CAP Sub Working Group. 2005. *The needs analysis framework - Strengthening the process of analysis and presentation.* Genève.

IASC. *2006. Draft 2 - Measuring life and death in humanitarian crises: Proposal for an Humanitarian Tracking service through mortality, health, nutrition assessment and monitoring.* Genève.

ICRC. 2005. *How to conduct a food security assessment: A step-by-step guide for National societies in Africa.* Genève.

J.Geist, H. & Lambin, E. F.. 2001. *What drives tropical deforestation? -A meta-analysis of proximate and underlying causes of deforestation based on sub-national case study evidence.* LUCC Report Series No. 4. Louvain-la-Neuve, Land Use and Land Cover Change (LUCC).

Kasperson, J. & Kasperson, R. E. 2001. *Workshop Summary - International workshop on vulnerability and global environmental change.* Stockholm, Stockholm Environmental Institute.

Krummenacher, H. and Schmeidl, S. 2001: Practical challenges in predicting violent conflict - FAST: An example of a comprehensive early-warning methodology Working Paper No. 34. Bern, Schweizerische Friedensstiftung.

Lanjouw, J.O.1999. *Demystifying Poverty Lines.* New York, PNUD.

Longley, C. & Maxwell D.. 2003. *Livelihoods, chronic conflict and humanitarian response: A synthesis of current practice.* Working Paper 182. London: Overseas Development Institute.

Maire, B. & F. Delpeuch. 2004. *Indicateurs de nutrition pour le développement*. FAO Rome: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

Maxwell, D., Watkins, B., Wheeler, R. & Collins, G.. 2003. *The Coping Strategies Index: Field methods manual.* Nairobi: CARE and WFP.

Nordberg, N. 1999. *Communicable Diseases - A manual for health workers in Sub Saharan Africa.* Nairobi, African Medical and Research Foundation.

Pingali, P., Alinovi, L. & Sutton, J.. 2005. Food security in complex emergencies: Enhancing food system resilience. *Disasters* 29(s1), S5-24.

Riely, F., Mock, N., Cogil, B., Bailey, L. & Kenefick, E.. 1999. *Food security indicators and framework for use in the monitoring and evaluation of food aid programs.* Washington DC, FANTA.

Samarasinghe, S., Donaldson, B. & McGinn, C. 1999. *Conflict vulnerability analysis.* New Orleans: Tulane Institute for International Development.

Save the Children UK. 2000. *Household Economy Approach: A resource manual for practitioners.* London.

SCN. 2004 *Nutrition Information in Crisis Situations.* Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies Rapport No. 3. Genève, Secretariat SCN.

Scones, I.. 1998. *Sustainable Rural livelihoods: A framework for Analysis.* Brighton, Institute of Development Studies.

Sen, A. 1981. *Poverty and famines: An essay on entitlement and deprivation.* Oxford: Clarendon Press.

Swindale, A. and P. Bilinsky. 2005. *Household Dietary Diversity Score (HDDS) for measurement of Household Food Access*: Indicator Guide. Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA) Project. Washington DC.

Swindale, A. and P. Bilinsky. 2006. *Development of a Universally Applicable Household food Insecurity Measurment Tool: Process, Current Status, and Outstanding Issues.* Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA) Project. Washington DC.

Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (SMART) www.smartindicators.org

Le Projet Sphère. 2004. *Le Projet Sphère: Charte Humanitaire et Normes Minimales Pour Les Interventions Lors De Catastrophes.* Oxford: Oxfam Publishing.

Turner, B.L., Kasperson, R., Matson P. et al. 2003. A framework for vulnerability analysis in sustainability science. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 100 (14), 8074-8079.

UNAIDS (ONUSIDA). 1999. *A review of household and community responses to the HIV/AIDS epidemic in the rural areas of sub-Saharan Africa.*

HCNUR. 2005. *An introduction to International Protection: Protecting persons of concern to UNHCR.* Genève.

UNICEF. 1986. Assisting in emergencies: A resource handbook for UNICEF staff. New York.

UNICEF. 1990. Strategy for improved nutrition of children and women in developing countries. New York.

UNICEF. 2003. *State of the Worlds Children 2003.* New York.

UNICEF. forthcoming. *Assessment of child nutrition in the Greater Horn of Africa: Recent trends and future developments.* Nairobi and New York

Van DerKam, S. 2000. Revised MSF Guidelines. In *Field Exchange 10.*

Watts, M.J. 1983. *Silent Violence*. Berkeley: University of California Press.

Webb, P., J. Coates, E. Frongillo, B. Rogers, A. Swindale, and P. Bilinsky. 2006. *Measuring Household Food Insecurity: Why It's So Important and Yet So Difficult to Do.* Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA) Project. Washington DC.

WFP & CDC. 2005. *A Manual: Measuring and interpreting malnutrition and mortality.* Rome.

WFP. 2000. *A collaborative emergency food needs assessment in Uganda - Part III EFNA methodology and tools.* Kampala.

WFP. 2002. *VAM Standard Analytical Framework-Role and Objectives of VAM Activities to support WFP food oriented interventions.* Rome.

WFP. 2004. Consolidated Framework of WFP Policies. Agenda item presented to the WFP Executive Board Third Regular Session, 11-14 octobre 2004. Rome.

WFP. 2005. *Emergency food security and nutrition in Darfur, Sudan 2005.* Rome.

WFP. 2005. *Emergency Food Security Assessment Handbook.* Rome.

Young, H., Jaspars, S., Khara T. & Collins, S.. 2005. *Acute malnutrition: Benchmarking system for global humanitarian response.* London, Valid International.